



COMITE PERMANENT INTER-ETATS DE LUTTE CONTRE LA SECHERESSE DANS LE SAHEL
 PERMANENT INTERSTATE COMMITTEE FOR DROUGHT CONTROL IN THE SAHEL
 COMITÉ PERMANENTE INTER-ESTADOS DE LUTA CONTRA A SECA NO SAHEL
 اللجنة الدائمة المشتركة لمحاربة التصحر في الساحل



Bénin Burkina Faso Cap-Vert Côte d'Ivoire Gambie Guinée Guinée-Bissau Mali Mauritanie Niger Sénégal Tchad Togo

« 50 ans d'engagement au service des populations sahéniennes et ouest-africaines »

Secrétariat Exécutif

PROJET REGIONAL D'APPUI AU PASTORALISME AU SAHEL, PHASE 2 (PRAPS-2)

APPEL D'OFFRES POUR L'ACQUISITION ET INSTALLATION
 D'UN LOGICIEL INTEGRE D'ARCHIVAGE NUMERIQUE DU
 PRAPS-2 ET ASSISTANCE TECHNIQUE

Financement : Banque Mondiale : DON IDA N° D07950

04 Août 2023

DOSSIER D'APPEL D'OFFRES

Émis le 04 Août 2023

Pour

L'acquisition et installation d'un logiciel intégré d'archivage numérique du PRAPS-2 et assistance technique

Appel d'Offres

N° : 2023/001484/SE/SEA/UAM-AFC/SPM du 04 Août 2023

Projet : PROJET REGIONAL D'APPUI AU PASTORALISME AU SAHEL, PHASE 2 (PRAPS-2)

Acheteur : Comité permanent Inter Etats de Lutte contre la Sécheresse dans le Sahel (CILSS)

Table des matières

| | |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------|
| PREMIÈRE PARTIE - Procédures d'appel d'offres | 1 |
| Section I. Instructions aux soumissionnaires (IS)..... | 5 |
| Section II. Données particulières de l'appel d'offres (DPAO)..... | 31 |
| Section III. Critères d'évaluation et de qualification | 37 |
| Section IV. Formulaires de soumission | 41 |
| Section V. Pays éligibles..... | 57 |
| Section VI. Règles de la Banque en matière de Fraude et Corruption | 59 |
| DEUXIÈME PARTIE - Conditions d'Approvisionnement des Fournitures | 63 |
| Section VII. Liste des fournitures, Calendrier de livraison, Spécifications techniques et Plans..... | 65 |
| TROISIÈME PARTIE - Marché..... | 87 |
| Section VIII. Cahier des Clauses administratives générales(CCAG)..... | 89 |
| Section IX. Cahier des clauses administratives particulières (CCAP) | 113 |

PREMIÈRE PARTIE - Procédures d'appel d'offres

Section I. Instructions aux soumissionnaires (IS)

Table des clauses

| | |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------|
| A. Généralités | 5 |
| 1. Objet du Marché | 5 |
| 2. Origine des fonds | 5 |
| 3. Pratiques de fraude et corruption | 6 |
| 4. Candidats admis à concourir | 6 |
| 5. Fournitures et Services connexes répondant aux critères d'origine | 9 |
| B. Contenu du Dossier d'appel d'offres | 9 |
| 6. Sections du Dossier d'appel d'offres | 9 |
| 7. Éclaircissements apportés au Dossier d'appel d'offres | 10 |
| 8. Modifications apportées au Dossier d'appel d'offres | 10 |
| C. Préparation des offres..... | 11 |
| 9. Frais de soumission..... | 11 |
| 10. Langue de l'offre..... | 11 |
| 11. Documents constitutifs de l'offre..... | 11 |
| 12. Lettre de soumission et Bordereaux des prix | 12 |
| 13. Variantes | 12 |
| 14. Prix de l'offre et rabais | 12 |
| 15. Monnaies de l'offre et de règlement | 14 |
| 16. Documents attestant que les Fournitures et Services connexes répondent aux critères d'origine et sont conformes | 15 |
| 17. Documents attestant de l'éligibilité et des qualifications du Soumissionnaire..... | 16 |
| 18. Période de validité des offres | 16 |
| 19. Garantie de soumission | 17 |
| 20. Forme et signature de l'offre..... | 19 |
| D. Remise des Offres et Ouverture des plis | 19 |
| 21. Cachetage et marquage des offres..... | 19 |

| | |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------|
| 22. Date et heure limite de remise des offres | 20 |
| 23. Offres hors délai..... | 20 |
| 24. Retrait, substitution et modification des offres | 20 |
| 25. Ouverture des plis | 21 |
| E. Évaluation et comparaison des offres | 22 |
| 26. Confidentialité..... | 22 |
| 27. Éclaircissements concernant les Offres | 22 |
| 28. Divergences, réserves ou omissions | 23 |
| 29. Conformité des offres | 23 |
| 30. Non-conformité, erreurs et omissions..... | 24 |
| 31. Correction des erreurs arithmétiques | 24 |
| 32. Conversion en une seule monnaie..... | 25 |
| 33. Marge de préférence | 25 |
| 34. Évaluation des Offres..... | 25 |
| 35. Comparaison des offres..... | 26 |
| 36. Vérification a posteriori des qualifications du soumissionnaire | 27 |
| 37. Droit de l’Acheteur d’accepter l’une quelconque des offres et de rejeter une ou toutes les offres | 27 |
| F. Attribution du Marché | 27 |
| 38. Critères d’attribution..... | 27 |
| 39. Droit de l’Acheteur de modifier les quantités au moment de l’attribution du Marché.. | 27 |
| 40. Notification de l’attribution du Marché | 27 |
| 41. Signature du Marché | 28 |
| 42. Garantie de bonne exécution..... | 29 |

Section I. Instructions aux soumissionnaires (IS)

A. Généralités

1. **Objet du Marché**
 - 1.1 Faisant suite à l'avis d'appel d'offres indiqué dans les Données particulières de l'appel d'offres (**DPAO**), l'Acheteur, tel qu'indiqué dans les **DPAO**, publie le présent Dossier d'appel d'offres en vue de l'obtention des Fournitures et Services connexes spécifiés à la Section VII, Liste des Fournitures, calendriers de livraison, spécifications techniques et plans. Le nom, le numéro d'identification et le nombre de lots faisant l'objet de l'appel d'offres international (AOI) figurent dans les **DPAO**.
 - 1.2 Tout au long du présent Dossier d'appel d'offres :
 - a) Le terme « par écrit » signifie communiqué sous forme écrite avec accusé de réception ;
 - b) Si le contexte l'exige, le singulier désigne le pluriel, et vice versa ; et
 - c) Le terme « jour » désigne un jour calendaire.
2. **Origine des fonds**
 - 2.1 L'Emprunteur ou le bénéficiaire (ci-après dénommé « l'Emprunteur ») dont le nom figure dans les **DPAO** a sollicité ou obtenu un financement (ci-après dénommé « les fonds ») de la Banque Internationale pour la Reconstruction et le Développement ou de l'Association internationale de développement (ci-après dénommée la « Banque, ») du montant indiqué dans les **DPAO**, en vue de financer le projet décrit dans les **DPAO**. L'Emprunteur a l'intention d'utiliser une partie des fonds pour effectuer des paiements autorisés au titre du Marché pour lequel le présent appel d'offres est lancé.
 - 2.2 La Banque n'effectuera les paiements qu'à la demande de l'Emprunteur, après avoir approuvé lesdits paiements, conformément aux articles et conditions de l'accord de financement intervenu entre l'Emprunteur et la Banque. L'accord de financement interdit tout retrait du Compte de prêt destiné au paiement de toute personne physique ou morale, ou de toute importation de fournitures lorsque, à la connaissance de la Banque, ledit paiement, ou ladite importation, tombe sous le coup d'une interdiction prononcée par le Conseil de Sécurité de l'Organisation des Nations Unies, au titre du Chapitre VII de la Charte des Nations Unies. Aucune partie autre que l'Emprunteur ne peut se prévaloir de l'un quelconque des droits stipulés dans l'accord de financement ni prétendre détenir une créance sur les fonds provenant du prêt.

- 3. Pratiques de fraude et corruption**
- 3.1 La Banque demande que les règles relatives aux pratiques de fraude et corruption telles qu'elles figurent à la Section VI soient appliquées.
- 3.2 Aux fins d'application de ces règles, les Soumissionnaires devront faire en sorte que la Banque et ses agents puissent examiner les comptes, pièces comptables, relevés et autres documents relatifs aux demandes de candidatures, soumissions des offres et à l'exécution des marchés (en cas d'attribution) et à les soumettre pour vérification à des auditeurs désignés par la Banque.
- 4. Candidats admis à concourir**
- 4.1 Un Soumissionnaire peut être une entreprise privée ou publique (sous réserve des dispositions de l'article 4.5 des IS) ou de tout groupement de telles entreprises au titre d'un accord existant ou tel qu'il ressort d'une intention de former un tel accord supporté par une lettre d'intention et un projet d'accord de groupement. En cas de groupement tous les membres le constituant seront solidairement responsables pour l'exécution du Marché conformément à ses termes. Le groupement désignera un Mandataire avec pouvoir de représenter valablement tous ses membres durant l'appel d'offres, et en cas d'attribution du Marché à ce groupement, durant l'exécution du Marché. A moins que les **DPAO** n'en disposent autrement, le nombre des participants au groupement n'est pas limité.
- 4.2 Un Soumissionnaire ne peut être en situation de conflit d'intérêt. Tout soumissionnaire dans une telle situation sera disqualifié. Est considéré comme pouvant avoir un tel conflit dans le cadre de ce processus d'Appel d'offres un Soumissionnaire se trouvant dans les situations suivantes :
- a) Il contrôle directement ou indirectement un autre Soumissionnaire, est sous le contrôle d'un autre Soumissionnaire, ou est placé sous un contrôle commun avec un autre Soumissionnaire ; ou
 - b) Il reçoit ou a déjà reçu directement ou indirectement des subventions d'un autre Soumissionnaire ; ou
 - c) Il a le même représentant légal qu'un autre Soumissionnaire dans le cadre du présent Appel d'offre ; ou
 - d) Il entretient avec un autre Soumissionnaire directement ou par l'intermédiaire d'un tiers, des relations qui font qu'il est dans un position d'influencer l'offre d'un autre soumissionnaire ou d'influencer les décisions de l'Acheteur dans le cadre du présent appel d'offres ; ou

- e) Il participe à plusieurs offres dans le cadre du présent Appel d'offres. La participation d'un Soumissionnaire à plusieurs offres provoquera la disqualification de toutes les offres auxquelles il aura participé ; toutefois, une entreprise peut figurer en tant que sous-traitant dans plusieurs offres ; ou
- f) Le Soumissionnaire ou l'une des firmes auxquelles il est affilié a fourni des services de conseil pour la préparation des spécifications, plans, calculs et autres documents pour les fournitures ou services qui font l'objet du présent Appel d'offres; ou
- g) Le Soumissionnaire a lui-même, ou l'une des firmes auxquelles il est affilié, a été recruté ou doit l'être par l'Emprunteur ou l'Acheteur, pour effectuer la supervision ou le contrôle des fournitures ou services dans le cadre du Marché; ou
- h) Le Soumissionnaire fournit des biens, des travaux ou des services autres que des services de consultants qui font suite ou sont liés directement aux services de conseil fournis pour la préparation ou l'exécution du Projet mentionné au l'article 2.1 des IS, qu'il avait lui-même fournis ou qui avaient été fournis par toute autre entreprise qui lui est affiliée et qu'il contrôle directement ou indirectement ou qui le contrôle ou avec laquelle il est soumis à un contrôle commun.
- i) Le Soumissionnaire entretient une étroite relation d'affaires ou de famille avec un membre du personnel de l'Emprunteur (ou du personnel de l'entité d'exécution du Projet ou d'un bénéficiaire d'une partie du Prêt) : i) qui intervient directement ou indirectement dans la préparation du Dossier d'appel d'offres ou des Spécifications du Marché, et/ou dans le processus d'évaluation des Offres; ou ii) qui pourrait intervenir dans l'exécution ou la supervision de ce même Marché, sauf si le conflit qui découle de cette relation a été réglé d'une manière satisfaisante pour la Banque pendant le processus de sélection et l'exécution du marché .

4.3 Sous réserve des dispositions de l'article 4.7 des IS, un Soumissionnaire, peut avoir la nationalité d'un pays quelconque. Un Soumissionnaire sera réputé avoir la nationalité d'un pays donné s'il y est constitué en société, ou enregistré, et soumis à son droit, tel qu'il ressort de ses statuts ou documents équivalents et de ses documents d'enregistrement. Ce critère s'appliquera également à la détermination de la nationalité des sous-traitants et fournisseurs du Marché, y compris les Services connexes.

- 4.4 Un soumissionnaire faisant l'objet d'une sanction prononcée par la Banque conformément à l'article 3.1 des IS, notamment au titre des Directives de la Banque pour la prévention et la lutte contre la corruption dans les projets financés par les prêts de la BIRD et les dons et crédits de l'AID (« les Directives sur la prévention de la corruption »), sera exclue de toute pré-qualification ou attribution et de tout autre bénéfice (financier ou autres) d'un marché financé par la Banque durant la période que la Banque aura déterminée. La liste des exclusions est disponible à l'adresse électronique mentionnée aux **DPAO**.
- 4.5 Les établissements publics du pays de l'Acheteur sont admis à participer à la condition qu'ils puissent établir (i) qu'ils jouissent de l'autonomie juridique et financière, (ii) qu'ils sont régis par les règles du droit commercial, et (iii) qu'ils ne dépendent pas de l'Acheteur. A cette fin, les établissements publics doivent fournir tout document (y compris leurs statuts) permettant d'établir à la satisfaction de la Banque (i) qu'ils ont une personnalité juridique distincte de celle de l'Etat, (ii) qu'ils ne reçoivent aucune subvention publique ou aide budgétaire importante, (iii) qu'ils sont régis par les dispositions du droit commercial et qu'en particulier ils ne sont pas tenus de reverser leurs excédents financiers à l'Etat, qu'ils peuvent acquérir des droits et des obligations, emprunter des fonds, sont tenus du remboursement de leurs dettes et peuvent faire l'objet d'une procédure de faillite, et (iv) l'Acheteur ou l'entité en charge de l'attribution du marché n'est pas leur organe de tutelle, en situation de les contrôler, les superviser ou d'exercer sur eux une influence.
- 4.6 Le Soumissionnaire ne devra pas faire l'objet d'une exclusion temporaire au titre d'une Déclaration de garantie de soumission.
- 4.7 Les entreprises et les individus en provenance des pays énumérés à la Section V sont inéligibles à la condition que (a) la loi ou la réglementation du pays de l'Emprunteur interdise les relations commerciales avec le pays de l'entreprise, sous réserve qu'il soit établi à la satisfaction de la Banque que cette exclusion n'empêche pas le jeu efficace de la concurrence pour les fournitures et services connexes objet du présent Appel d'offres; ou (b) si, en application d'une décision prise par le Conseil de Sécurité des Nations Unies au titre du Chapitre VII de la Charte des Nations Unies, le pays de l'Emprunteur interdit toute importation de fournitures en provenance du pays de l'entreprise ou tout paiement aux personnes physiques ou morales dudit pays.

- 4.8 Le Soumissionnaire doit fournir tout document que l'Acheteur peut raisonnablement exiger, établissant à la satisfaction de l'Acheteur qu'il continue d'être admis à concourir.
- 5. Fournitures et Services connexes répondant aux critères d'origine**
- 5.1 Toutes les fournitures et tous les services connexes faisant l'objet du présent marché et financés par la Banque peuvent provenir de tout pays conformément à la Section V, Pays éligibles.
- 5.2 Aux fins de la présente clause, le terme « fournitures » désigne produits, matières premières, machines, équipements et installations industrielles ; et le terme « services connexes » désigne notamment des services tels que l'assurance, l'installation, la formation et la maintenance initiale.
- 5.3 Le terme « provenir » se réfère au pays où les fournitures sont extraites, cultivées, produites, fabriquées ou transformées ; ou bien le pays où un processus de fabrication, de transformation ou d'assemblage de composants, aboutit à l'obtention d'un article commercialisable dont les caractéristiques de base sont substantiellement différentes de celles de ses composants.

B. Contenu du Dossier d'appel d'offres

- 6. Sections du Dossier d'appel d'offres**
- 6.1 Le Dossier d'appel d'offres comprend les parties 1, 2 et 3, qui incluent toutes les sections dont la liste figure ci-après. Il doit être lu en conjonction avec tout additif éventuel, émis conformément à l'Article 8 des IS.

PREMIÈRE PARTIE : Procédures d'appel d'offres

- Section I. Instructions aux soumissionnaires (IS)
- Section II. Données particulières de l'appel d'offres (DPAO)
- Section III. Critères d'évaluation et de qualification
- Section IV. Formulaire de soumission
- Section V. Pays éligibles
- Section VI. Règles de la Banque en matière de Fraude et Corruption

DEUXIÈME PARTIE : Conditions d'Approvisionnement des Fournitures

- Section VII. Liste des Fournitures, Calendrier de livraison, Spécifications techniques et Plans

TROISIÈME PARTIE : Marché

- Section VIII. Cahier des clauses administratives générales (CCAG)
 - Section IX. Cahier des clauses administratives particulières (CCAP)
 - Section X. Formulaire du Marché.
- 6.2 L'avis d'appel d'offres publié par l'Acheteur ne fait pas partie du Dossier d'appel d'offres.
- 6.3 L'Acheteur ne peut être tenu responsable vis-à-vis des Soumissionnaires de l'intégrité du Dossier d'Appel d'offres, des réponses aux demandes de clarifications et des additifs au Dossier d'Appel d'Offres conformément à l'Article 8 des IS, s'ils n'ont pas été obtenus directement auprès de l'Acheteur. En cas de contradiction, les documents directement issus par l'Acheteur prévaudront.
- 6.4 Le Soumissionnaire doit examiner l'ensemble des instructions, formulaires, conditions et spécifications figurant dans le Dossier d'appel d'offres. Il lui appartient de fournir tous les renseignements et documents demandés dans le Dossier d'appel d'offres.
- 7. Éclaircissements apportés au Dossier d'appel d'offres**
- 7.1 Un candidat désirant des éclaircissements sur les documents devra contacter l'Acheteur par écrit, à l'adresse de l'Acheteur indiquée dans les **DPAO**. L'Acheteur répondra par écrit à toute demande d'éclaircissements reçue au plus tard dans le délai indiqué aux **DPAO** avant la date limite de dépôt des offres. Il adressera une copie de sa réponse (indiquant la question posée mais sans en identifier l'auteur) à tous les candidats éventuels qui auront obtenu le Dossier d'appel d'offres en conformité avec l'article 6.3 des IS. Si les DPAO le prévoient, l'Acheteur publiera également sa réponse sur le site internet identifié dans les **DPAO**. Au cas où l'Acheteur jugerait nécessaire de modifier le Dossier d'appel d'offres suite aux demandes d'éclaircissements, il le fera conformément à la procédure stipulée aux articles 8 et 22.2 des IS.
- 8. Modifications apportées au Dossier d'appel d'offres**
- 8.1 L'Acheteur peut, à tout moment, avant la date limite de remise des offres, modifier le Dossier d'appel d'offres en publiant un additif.
- 8.2 Tout additif publié sera considéré comme faisant partie intégrante du Dossier d'appel d'offres et sera communiqué par écrit à tous ceux qui ont obtenu le Dossier d'appel d'offres directement de l'Acheteur. L'Acheteur publiera immédiatement l'additif sur le site internet identifié à l'article 7.1 des IS.

- 8.3 Afin de laisser aux soumissionnaires un délai raisonnable pour prendre en compte la modification du DAO au moment de la préparation de leurs offres, l'Acheteur peut, à sa discrétion, reporter la date limite de remise des offres conformément à l'article 24.2 des IS.

C. Préparation des offres

- 9. Frais de soumission** 9.1 Le candidat supportera tous les frais afférents à la préparation et à la présentation de son offre, et l'Acheteur n'est en aucun cas responsable de ces frais ni tenu de les régler, quels que soient le déroulement et l'issue de la procédure d'appel d'offres.
- 10. Langue de l'offre** 10.1 L'offre ainsi que toute la correspondance et tous les documents concernant la soumission, échangés entre le Soumissionnaire et l'Acheteur seront rédigés dans la langue stipulée aux **DPAO**. Les documents complémentaires et les imprimés fournis par le Soumissionnaire dans le cadre de la soumission peuvent être rédigés dans une autre langue à condition d'être accompagnés d'une traduction des passages pertinents à l'offre dans la langue stipulée aux **DPAO**, auquel cas, aux fins d'interprétation de l'offre, la traduction fera foi.
- 11. Documents constitutifs de l'offre** 11.1 L'offre comprendra les documents suivants :
- a) La lettre de soumission conformément aux dispositions de l'Article 12 des IS ;
 - b) les bordereaux de prix applicables, remplis conformément aux dispositions des Articles 12, 14, et 15 des IS ;
 - c) la garantie de l'offre ou la déclaration de garantie de l'offre établie conformément aux dispositions de l'article 19.1 des IS;
 - d) des variantes, si leur présentation est autorisée, conformément aux dispositions de l'Article 13 des IS ;
 - e) la confirmation écrite habilitant le signataire de l'offre à engager le Soumissionnaire, conformément aux dispositions de l'article 20.2 des IS ;
 - f) les documents attestant, conformément aux dispositions de l'Article 17 des IS, que le Soumissionnaire possède les qualifications requises pour exécuter le Marché si son offre est retenue;
 - g) Les documents attestant, conformément aux dispositions de l'Article 17 des IS, que le Soumissionnaire est admis à concourir

- h) les documents attestant, conformément aux dispositions de l'Article 17 des IS, que les Fournitures et Services connexes devant être fournis par le Soumissionnaire répondent aux critères d'origine;
- i) les documents attestant, conformément aux dispositions des clauses 16 et 30 des IS, que les Fournitures et Services connexes sont conformes aux exigences du Dossier d'appel d'offres ; et
- j) tout autre document stipulé dans les **DPAO**.

11.2 En sus des documents requis à l'article 11.1 des IS, l'offre présentée par un Groupement d'entreprises devra inclure soit une copie de l'accord de Groupement liant tous les membres du Groupement, soit une lettre d'intention de constituer un tel Groupement signée par tous les membres du Groupement et assortie d'un projet d'accord.

Le Soumissionnaire fournira les informations relatives aux commissions et indemnités versées en relation avec son Offre.

12. Lettre de soumission et Bordereaux des prix

12.1 Le Soumissionnaire soumettra sa Lettre de soumission et les Bordereaux de prix en remplissant les formulaires fournis à la Section IV, Formulaire de soumission, sans apporter aucune modification à sa présentation, et aucun autre format de remplacement ne sera accepté, sous réserves des dispositions de l'article 20.2 des IS. Toutes les rubriques doivent être remplies de manière à fournir les renseignements demandés.

13. Variantes

13.1 Sauf indication contraire dans les **DPAO**, les variantes ne seront pas prises en compte.

14. Prix de l'offre et rabais

14.1 Les prix et rabais indiqués par le Soumissionnaire dans la Lettre de soumission et les Bordereaux de prix seront conformes aux stipulations ci-après.

14.2 Tous les lots et articles figurant sur la liste des Fournitures et Services connexes devront être énumérés et leur prix devra figurer séparément sur les Bordereaux de prix.

14.3 Le prix à indiquer dans la Lettre de soumission sera le prix total de l'offre, hors tout rabais éventuel.

14.4 Le Soumissionnaire indiquera tout rabais inconditionnel et la méthode d'application dudit rabais dans la Lettre de soumission.

14.5 Les prix offerts par le Soumissionnaire seront fermes pendant toute la durée d'exécution du Marché par le Soumissionnaire et ne pourront varier en aucune manière, sauf stipulation contraire figurant dans les **DPAO**. Une offre assortie d'une clause de révi-

sion des prix sera considérée comme non conforme et sera écartée, en application de l'Article 29 des IS. Cependant, si les DPAO prévoient que les prix seront révisables pendant la période d'exécution du Marché, une offre à prix ferme ne sera pas rejetée, mais le coefficient de révision considéré comme égal à zéro.

- 14.6 L'article 1.1 peut prévoir que l'appel d'offres soit lancé pour un seul marché (lot) ou pour un groupe de marchés (lots). Sauf indication contraire dans les **DPAO**, les prix indiqués devront correspondre à la totalité des articles de chaque lot, et à la totalité de la quantité indiquée pour chaque article. Les Soumissionnaires désirant offrir une réduction de prix en cas d'attribution de plus d'un marché spécifieront les réductions applicables à chaque groupe de lots ou à chaque marché du groupe de lots. Les réductions de prix ou rabais accordés seront proposés conformément à l'article 14.4, à la condition toutefois que les offres pour tous les lots soient soumises et ouvertes en même temps.
- 14.7 Les termes « EXW, CIP » et autres termes analogues seront régis par les règles prescrites dans la dernière édition d'Incoterms publiée par la Chambre de commerce internationale à la date de l'appel d'offres comme spécifié dans les **DPAO**.
- 14.8 Les prix seront indiqués comme requis dans chacun des bordereaux des prix fournis à la Section IV, Formulaire de soumission. La décomposition du prix entre ses différentes composantes n'aura pour but que de faciliter la comparaison des offres par l'Acheteur. Elle ne limitera en aucune façon le droit de l'Acheteur de passer le marché sur la base de l'une quelconque des conditions offertes par le Soumissionnaire. Le Fournisseur est libre, en indiquant le prix, de recourir à un transporteur et d'obtenir des prestations d'assurance en provenance de tout pays, en accord avec la Section V, Pays éligibles. Les prix proposés dans les formulaires de bordereaux des prix pour les Fournitures et Services connexes, seront présentés de la manière suivante :
 - a) Pour les Fournitures fabriquées dans le pays de l'Acheteur :
 - i) le prix des fournitures EXW (sortie usine, fabrique, magasin d'exposition, entrepôt ou magasin de ventes, suivant le cas), y compris tous les droits de douanes, taxes sur les ventes ou autres déjà payés ou à payer sur les composants ou matières premières utilisés dans la fabrication ou l'assemblage des Fournitures;
 - ii) les taxes sur les ventes et autres taxes perçues sur les Fournitures qui seront dues dans le pays de l'Acheteur si le Marché est attribué; et

- iii) le prix des transports intérieurs, assurance et autres services locaux afférents à la livraison des Fournitures jusqu'à leur destination finale (site du Projet) spécifiée dans les **DPAO**.
- b) Pour les Fournitures fabriquées en dehors du pays de l'Acheteur, donc fournitures à importer :
 - i) le prix des fournitures CIP-lieu de destination, dans le pays de l'Acheteur, tel que stipulé aux **DPAO**;
 - ii) le prix des transports intérieurs, assurance et autres services locaux afférents à la livraison des fournitures du lieu de destination indiqué (CIP) à leur destination finale (site du Projet) spécifiée aux **DPAO**.
- c) Pour les Fournitures fabriquées en dehors du pays de l'Acheteur, mais déjà importées:
 - i) le prix des Fournitures, incluant la valeur d'importation initiale des fournitures, et la marge (ou réduction) éventuelle, ainsi que les autres coûts associés, et les droits de douanes et autres taxes d'importation déjà payés ou à payer sur les fournitures déjà importées ;
 - ii) les droits de douanes et autres taxes d'importation déjà payés (justifiés par des documents) ou à payer sur les Fournitures déjà importées ;
 - iii) le prix des Fournitures obtenu par différence de (i) et (ii) ci avant,
 - iv) les taxes sur les ventes et autres taxes perçues sur les Fournitures qui seront dues dans le pays de l'Acheteur si le Marché est attribué; et
 - v) le prix des transports intérieurs, assurance et autres services locaux afférents à l'acheminement des Fournitures jusqu'à leur destination finale (site du projet) spécifiée dans les **DPAO**.
- d) Pour les Services connexes, autres que transports intérieurs et autre services nécessaires pour acheminer les Fournitures à leur lieu de destination finale, lorsque de tels Services connexes sont requis dans la Section VII: Liste des fournitures, Calendrier de livraison, Spécifications techniques et plans:
 - i) le prix de chaque élément faisant partie des Services connexes (taxes applicables comprises).

15. Monnaies de l'offre et de règlement

- 15.1 La(les) monnaie(s) de l'Offre et la(les) monnaie(s) de règlement seront conformes aux dispositions des **DPAO**. Le Soumission-

naire indiquera la part du prix de son offre correspondant aux dépenses encourues dans le pays de l'Acheteur, dans la monnaie du pays de l'Acheteur, sauf spécification contraire dans les **DPAO**.

- 15.2 Le Soumissionnaire pourra indiquer le prix de son offre dans la monnaie de tout pays. Si le Soumissionnaire souhaite être payé en plusieurs monnaies, il peut formuler le prix de son offre dans ces monnaies, à condition de ne pas utiliser plus de trois monnaies en plus de la monnaie du pays de l'Acheteur.

16. Documents attestant que les Fournitures et Services connexes répondent aux critères d'origine et sont conformes

- 16.1 Pour établir que les Fournitures et Services connexes répondent aux critères d'origine, en application des dispositions de l'Article 5 des IS, un Soumissionnaire devra remplir les déclarations indiquant le pays d'origine figurant dans les bordereaux de prix, inclus à la Section IV, Formulaire de soumission.
- 16.2 Pour établir la conformité des Fournitures et Services connexes au Dossier d'appel d'offre, le Soumissionnaire fournira dans le cadre de son offre les preuves écrites que les fournitures se conforment aux spécifications techniques et normes spécifiées à la Section VII, Liste des fournitures, calendrier de livraison, spécifications techniques et plans.
- 16.3 Les preuves écrites peuvent revêtir la forme de prospectus, dessins ou données et comprendront une description détaillée des principales caractéristiques techniques et de performance des Fournitures et Services connexes, démontrant qu'ils correspondent pour l'essentiel aux spécifications et, le cas échéant une liste des divergences et réserves par rapport aux dispositions de la Section VII, Liste des fournitures, calendrier de livraison, spécifications techniques et plans.
- 16.4 Le Soumissionnaire fournira également une liste donnant tous les détails, y compris les sources d'approvisionnement disponibles et les prix courants des pièces de rechange, outils spéciaux, etc., nécessaires au fonctionnement correct et continu des fournitures depuis le début de leur utilisation par l'Acheteur et pendant la période précisée aux **DPAO**.
- 16.5 Les normes qui s'appliquent aux modes d'exécution, procédés de fabrication, équipements et matériels, ainsi que les références à des noms de marque ou à des numéros de catalogue spécifiés par l'Acheteur sur le Bordereau des quantités, calendrier de livraison, et spécifications techniques ne sont mentionnés qu'à titre indicatif et n'ont nullement un caractère restrictif. Le Soumissionnaire peut leur substituer d'autres normes de qualité, noms de marque et/ou d'autres numéros de catalogue, pourvu qu'il établisse à la satisfaction de l'Acheteur que les normes, marques et numéros

ainsi substitués sont substantiellement équivalents ou supérieurs aux spécifications techniques de la Section VII.

17. Documents attestant de l'éligibilité et des qualifications du Soumissionnaire

- 17.1 Pour établir que le Soumissionnaire répond aux critères d'origine, en application des dispositions de l'Article 4 des IS, le Soumissionnaire devra remplir la Lettre de soumission, incluse à la Section IV, Formulaire de soumission.
- 17.2 Les documents que le Soumissionnaire fournira pour établir qu'il possède les qualifications requises pour exécuter le Marché si son offre est acceptée, établiront, à la satisfaction de l'Acheteur, que :
- a) si requis par les **DPAO**, le Soumissionnaire qui ne fabrique ou ne produit pas les Fournitures qu'il offre, soumettra une Autorisation du Fabricant, en utilisant à cet effet le formulaire type inclus dans la Section IV, Formulaire de soumission, pour attester du fait qu'il a été dûment autorisé par le fabricant ou le producteur des Fournitures pour fournir ces dernières dans le pays de l'Acheteur;
 - b) si requis par les **DPAO**, au cas où il n'est pas présent dans le pays de l'Acheteur, le Soumissionnaire est ou sera (si son offre est acceptée) représenté par un agent équipé et en mesure de répondre aux obligations contractuelles du fournisseur en matière de spécifications techniques, d'entretien, de réparations et de fournitures de pièces détachées.
 - c) le Soumissionnaire remplit chacun des critères de qualification spécifié à la Section III, Critères d'Évaluation et de Qualification

18. Période de validité des offres

- 18.1 Les offres demeureront valables pendant la période spécifiée dans les **DPAO** après la date limite de soumission fixée par l'Acheteur en conformité avec l'article 22.1 des IS. Une offre valable pour une période plus courte sera considérée comme non conforme et rejetée par l'Acheteur.
- 18.2 Exceptionnellement, avant l'expiration de la période de validité des offres, l'Acheteur peut demander aux soumissionnaires de proroger la durée de validité de leurs offres. La demande et les réponses seront formulées par écrit. S'il est demandé une garantie d'offre ou une Déclaration de garantie de l'offre en application de l'Article 19 des IS, sa validité sera prolongée pour une durée correspondante. Un soumissionnaire peut refuser de proroger la validité de son offre sans perdre sa garantie. Un soumissionnaire qui consent à cette prorogation ne se verra pas demander de modifier son offre, ni ne sera autorisé à le faire, sous réserve des dispositions de l'article 18.3 des IS.

18.3 Si l'attribution est retardée de plus de cinquante-six (56) jours au-delà du délai initial de validité de l'Offre, le prix du Marché sera déterminé comme suit :

- a) dans le cas d'un marché à prix ferme, le Montant du Marché sera égal au Montant de l'Offre actualisé par le facteur figurant aux **DPAO**;
- b) dans le cas d'un marché à prix révisable, le Montant du Marché sera le Montant de l'Offre.
- c) dans tous les cas, les offres seront évaluées sur la base du Montant des Offres sans prendre en considération l'actualisation susmentionnée.

19. Garantie de soumission

19.1 Si cela est requis dans les **DPAO**, le Soumissionnaire fournira l'original d'une garantie de soumission ou d'une déclaration de garantie de l'offre qui fera partie intégrante de son offre. Lorsqu'une garantie de soumission est exigée, le montant et la monnaie dans laquelle elle doit être libellée seront indiqués dans les **DPAO**.

19.2 La Déclaration de garantie de soumission se présentera selon le modèle présenté à la Section IV – Formulaires de soumission.

19.3 Lorsqu'elle est requise par le présent article, la Garantie de soumission se présentera sous l'une des formes ci-après, au choix du Soumissionnaire :

- a) une garantie bancaire à première demande émise par une banque, une compagnie d'assurances ou un organisme de caution;
- b) un crédit documentaire irrévocable ; ou
- c) un chèque de banque ou un chèque certifié ; ou
- d) toute autre garantie mentionnée, le cas échéant, dans les **DPAO**,

en provenance d'une source reconnue, établie dans un pays satisfaisant aux critères d'origine figurant à la Section V. Pays Eligibles. Si la Garantie de soumission fournie par le Soumissionnaire est sous forme d'une garantie à première demande émise par une société d'assurance ou un organisme de caution situé en dehors du pays de l'Acheteur, l'institution émettrice devra avoir une institution financière correspondante dans le pays de l'Acheteur afin d'en per-

mettre l'exécution, le cas échéant. La Garantie de soumission sera établie conformément au formulaire figurant à la Section IV- Formulaires de Soumission, ou dans une autre forme similaire en substance et approuvée par l'Acheteur avant le dépôt de l'Offre. La Garantie de soumission devra comporter l'identification complète du Soumissionnaire. La Garantie de soumission devra demeurer valide pour une période excédant vingt-huit jours (28) la durée initiale de validité de l'Offre et, le cas échéant toute autre date suite à une prorogation selon les dispositions de l'article 18.2 des IS.

- 19.4 Si une garantie de soumission est requise en application de l'article 19.1 des IS, toute offre non accompagnée d'une garantie de soumission substantiellement conforme sera écartée par l'Acheteur comme étant non conforme.
- 19.5 Si une garantie de soumission est requise en application de l'article 19.1 des IS, les garanties de soumission des soumissionnaires non retenus leur seront restituées le plus rapidement possible après que le Soumissionnaire retenu aura fourni la garantie de bonne exécution prescrite à l'Article 42 des IS.
- 19.6 La Garantie de soumission du Soumissionnaire retenu lui sera restituée dans les meilleurs délais après la signature du Marché, contre remise de la Garantie de bonne exécution requise.
- 19.7 La garantie d'offre peut être saisie ou la déclaration de garantie de l'offre suivie d'effet:
 - a) si le Soumissionnaire retire son offre pendant le délai de validité qu'il aura spécifié dans la Lettre de soumission, sous réserve des dispositions de l'article 18.2 des IS ; ou
 - b) s'agissant du Soumissionnaire retenu, si ce dernier :
 - i) manque à son obligation de signer le Marché en application de l'Article 41 des IS ; ou
 - ii) manque à son obligation de fournir la garantie de bonne exécution en application de l'Article 42 des IS.
- 19.8 La garantie d'offre ou la déclaration de garantie de l'offre d'un groupement d'entreprises doit être au nom du groupement qui a soumis l'offre. Si un groupement n'a pas été formellement constitué lors du dépôt de l'offre, la garantie d'offre ou la déclaration de garantie de l'offre d'un groupement d'entreprises doit être au nom de tous les futurs membres du groupement, conformément au libellé de la lettre d'intention. mentionnée aux articles 4.1 et 11.2 des IS.

19.9 Lorsqu'en application de l'article 19.1 des IS, aucune garantie de soumission n'est exigée et si :

- a) le Soumissionnaire retire son Offre pendant le délai de validité mentionné dans la Lettre de soumission; ou
- b) le Soumissionnaire retenu manque à son obligation de signer le Marché conformément à l'Article 41 des IS, ou de fournir la Garantie de bonne exécution conformément à l'Article 42 des IS,

l'Acheteur pourra disqualifier le Soumissionnaire de toute attribution de marché par l'Acheteur pour la période de temps stipulée dans les **DPAO**.

20. Forme et signature de l'offre

20.1 Le Soumissionnaire préparera un original des documents constitutifs de l'offre tels que décrits à l'Article 11 des IS, en indiquant clairement la mention « ORIGINAL ». Une offre variante, lorsque elle est recevable, en application de l'Article 13 des IS portera clairement la mention « VARIANTE ». Par ailleurs, il soumettra le nombre de copies de l'offre indiqué dans les **DPAO**, en mentionnant clairement sur ces exemplaires « COPIE ». En cas de différences entre les copies et l'original, l'original fera foi.

20.2 L'original et toutes copies de l'offre seront dactylographiés ou écrits à l'encre indélébile ; ils seront signés par une personne dûment habilitée à signer au nom du Soumissionnaire. Cette habilitation sera établie dans la forme spécifiée dans les **DPAO**, et jointe à la Soumission. Le nom et le titre de chaque personne signataire de l'habilitation devront être dactylographiés ou imprimés sous la signature. Toutes les pages de l'offre, à l'exception des publications non modifiées, seront paraphées par la personne signataire de l'offre.

20.3 Les offres soumises par des entreprises groupées devront être signées au nom du groupement par un représentant habilité du groupement de manière à engager tous les membres du groupement et inclure le pouvoir du mandataire du groupement signé par les personnes habilitées à signer au nom du groupement.

20.4 Tout ajout entre les lignes, rature ou surcharge, pour être valable, devra être signé ou paraphé par la personne signataire de l'offre.

D. Remise des Offres et Ouverture des plis

21. Cachetage et marquage des offres

21.1 Le Soumissionnaire placera l'original de son offre et toutes les copies, y compris les variantes éventuellement autorisées en application de l'Article 13 des IS, dans des enveloppes séparées et cachetées, portant la mention « ORIGINAL-OFFRE DE

BASE », « ORIGINAL -VARIANTE » ou « COPIE –OFFRE DE BASE et COPIE-VARIANTE », selon le cas. Toutes ces enveloppes seront elles-mêmes placées dans une même enveloppe extérieure cachetée.

21.2 Les enveloppes intérieure et extérieure devront:

- a) comporter le nom et l'adresse du Soumissionnaire ;
- b) être adressées à l'Acheteur conformément à l'article 24.1 des IS;
- c) comporter l'identification de l'appel d'offres indiqué à l'article 1.1 des IS;
- d) comporter la mention de ne pas les ouvrir avant la date et l'heure fixées pour l'ouverture des plis.

21.3 Si les enveloppes ne sont pas cachetées et marquées comme stipulé, l'Acheteur ne sera nullement responsable si l'offre est égarée ou ouverte prématurément.

22. Date et heure limite de remise des offres

22.1 Les offres doivent être reçues par l'Acheteur à l'adresse indiquée dans les **DPAO** et au plus tard à la date et à l'heure qui y sont spécifiées. Lorsque les **DPAO** le prévoient, les Soumissionnaires devront avoir la possibilité de soumettre leur offre par voie électronique. Dans un tel cas, les Soumissionnaires devront suivre la procédure prévue aux **DPAO**.

22.2 L'Acheteur peut, s'il le juge nécessaire, reporter la date limite de remise des offres en modifiant le Dossier d'appel d'offres en application de l'Article 8 des IS, auquel cas, tous les droits et obligations de l'Acheteur et des soumissionnaires régis par la date limite antérieure seront régis par la nouvelle date limite.

23. Offres hors délai

23.1 L'Acheteur n'examinera aucune offre arrivée après l'expiration du délai de remise des offres, conformément à l'Article 22 des IS. Toute offre reçue par l'Acheteur après la date et l'heure limites de dépôt des offres sera déclarée hors délai, écartée et renvoyée au Soumissionnaire sans avoir été ouverte.

24. Retrait, substitution et modification des offres

24.1 Un Soumissionnaire peut retirer, remplacer, ou modifier son offre après l'avoir remise, par voie de notification écrite, dûment signée par un représentant habilité, assortie d'une copie de l'habilitation en application de l'article 20.2 des IS. La modification ou l'offre de remplacement correspondante doit être jointe à la notification écrite. Toutes les notifications devront être :

- a) préparées et délivrées en application des articles 20 et 21 des IS (sauf pour ce qui est des notifications de retrait qui ne nécessitent pas de copies). Par ailleurs, les enveloppes doivent

porter clairement, selon le cas, la mention « RETRAIT », « OFFRE DE REMPLACEMENT » ou « MODIFICATION » ; et

- b) reçues par l'Acheteur avant la date et l'heure limites de remise des offres conformément à l'Article 22 des IS.

24.2 Les offres dont les soumissionnaires demandent le retrait en application de l'article 24.1 leur seront renvoyées sans avoir été ouvertes.

24.3 Aucune offre ne peut être retirée, remplacée ou modifiée entre la date et l'heure limites de dépôt des offres et la date d'expiration de la validité spécifiée par le Soumissionnaire sur le formulaire d'offre, ou d'expiration de toute période de prorogation.

25. Ouverture des plis

25.1 L'Acheteur procédera à l'ouverture des plis en public de toutes les offres reçues avant la date et l'heure limites (quelque soit le nombre d'offres reçues) en présence des représentants des Soumissionnaires et de toute autre personne qui souhaite être présente à la date, à l'heure et à l'adresse indiquées dans les **DPAO**. Les procédures spécifiques à l'ouverture d'offres électroniques si de telles offres sont prévues à l'article 22.1 des IS seront détaillées dans les **DPAO**.

25.2 Dans un premier temps, les enveloppes marquées « RETRAIT » seront ouvertes et leur contenu annoncé à haute voix, tandis que l'enveloppe contenant l'offre correspondante sera renvoyée au Soumissionnaire sans avoir été ouverte. Si l'enveloppe marquée « RETRAIT » ne contient pas le pouvoir confirmant que la signature est celle d'une personne autorisée à représenter le Soumissionnaire, l'offre correspondante sera ouverte. Aucun retrait d'offre ne sera autorisé si la notification correspondante ne contient pas une habilitation valide du signataire à demander le retrait et n'est pas lue à haute voix. Ensuite, les enveloppes marquées « OFFRE DE REMPLACEMENT » seront ouvertes et annoncées à haute voix et la nouvelle offre correspondante substituée à la précédente, qui sera renvoyée sans avoir été ouverte au Soumissionnaire. Aucun remplacement d'offre ne sera autorisé si la notification correspondante ne contient pas une habilitation valide du signataire à demander le remplacement et n'est pas lue à haute voix. Enfin, les enveloppes marquées « MODIFICATION » seront ouvertes et leur contenu lu à haute voix avec l'offre correspondante. Aucune modification d'offre ne sera autorisée si la notification correspondante ne contient pas une habilitation valide du signataire à demander la modification et n'est pas lue à haute voix. Seules les offres qui ont été ouvertes et annoncées à haute voix lors de l'ouverture des plis seront ensuite considérées.

- 25.3 Toutes les autres enveloppes seront ouvertes l'une après l'autre et le nom du Soumissionnaire annoncé à haute voix, ainsi que la mention éventuelle d'une modification, le prix de l'offre, par lot le cas échéant, y compris tout rabais et toutes variantes éventuelles, l'existence d'une garantie d'offre si elle est exigée, et tout autre détail que l'Acheteur peut juger utile de mentionner. Seuls les rabais et variantes de l'offre annoncés à haute voix lors de l'ouverture des plis seront soumis à évaluation. La Lettre de Soumission et les Bordereaux des prix seront paraphées par les représentants de l'Acheteur présents à la cérémonie d'ouverture des plis de la manière précisée dans les **DPAO**. L'Acheteur ne doit ni se prononcer sur les mérites des offres ni rejeter aucune des offres (à l'exception des offres reçues hors délais et en conformité avec l'article 23.1 des IS).
- 25.4 L'Acheteur établira un procès-verbal de la séance d'ouverture des plis, qui comportera au minimum : le nom du Soumissionnaire et s'il y a retrait, remplacement de l'offre ou modification, le prix de l'offre, par lot le cas échéant, y compris tous rabais et variante proposés, et l'existence ou l'absence d'une garantie de soumission si elle est exigée. Il sera demandé aux représentants des soumissionnaires présents de signer le procès-verbal d'ouverture des plis. L'absence de la signature d'un Soumissionnaire ne porte pas atteinte à la validité et au contenu du procès-verbal. Un exemplaire du procès-verbal sera distribué à tous les Soumissionnaires.

E. Évaluation et comparaison des offres

- 26. Confidentialité**
- 26.1 Aucune information relative à l'évaluation des offres et à la recommandation d'attribution du Marché ne sera donnée aux soumissionnaires ni à toute autre personne non concernée par ladite procédure tant que l'attribution du Marché n'aura pas été notifiée aux Soumissionnaires conformément à l'Article 40 des IS.
- 26.2 Toute tentative faite par un Soumissionnaire pour influencer l'Acheteur lors de l'évaluation des offres ou lors de la décision d'attribution peut entraîner le rejet de son offre.
- 26.3 Nonobstant les dispositions de l'article 26.2, entre le moment où les plis seront ouverts et celui où le Marché sera attribué, si un Soumissionnaire souhaite entrer en contact avec l'Acheteur pour des motifs ayant trait à la procédure d'appel d'offres, il devra le faire par écrit.
- 27. Éclaircissements concernant les Offres**
- 27.1 Pour faciliter l'examen, l'évaluation, la comparaison des offres et la vérification de la qualification des soumissionnaires, l'Acheteur a toute latitude pour demander à un Soumissionnaire des

éclaircissements sur son offre. Aucun éclaircissement apporté par un Soumissionnaire autrement qu'en réponse à une demande de l'Acheteur ne sera pris en compte. La demande d'éclaircissement de l'Acheteur, comme la réponse apportée, seront formulées par écrit. Aucune modification de prix, ni aucun changement substantiel de l'offre (y compris un changement dans le Montant de son Offre fait à l'initiative du Soumissionnaire) ne seront demandés, offerts ou autorisés, si ce n'est pour confirmer la correction des erreurs arithmétiques découvertes par l'Acheteur lors de l'évaluation des offres en application de l'Article 31 des IS.

27.2 L'offre d'un soumissionnaire qui ne fournit pas les éclaircissements sur son Offre avant la date et l'heure spécifiée par l'Acheteur dans sa demande d'éclaircissement sera susceptible d'être rejetée.

28. Divergences, réserves ou omissions

28.1 Aux fins de l'évaluation des Offres, les définitions suivantes s'appliqueront :

- a) Une « divergence » est un écart par rapport aux stipulations du Dossier d'Appel d'Offres;
- b) Une « réserve » est la formulation d'une conditionnalité restrictive, ou la non acceptation d'une disposition requise par le Dossier d'Appel d'Offres ; et
- c) Une « omission » est l'absence totale ou partielle des renseignements et documents exigés par le Dossier d'Appel d'Offres.

29. Conformité des offres

29.1 L'Acheteur établira la conformité de l'Offre sur la base de son seul contenu, tel que défini à l'Article 11 des IS.

29.2 Une offre conforme pour l'essentiel est une offre conforme à toutes les stipulations, spécifications et conditions du Dossier d'appel d'offres, sans divergence, réserve ou omission importante. Les divergences ou omission importantes sont celles :

- a) si elles étaient acceptées,
 - i) limiteraient de manière importante la portée, la qualité ou les performances des Fournitures et Services connexes spécifiés dans le Marché ; ou
 - ii) limiteraient, d'une manière importante et non conforme au Dossier d'Appel d'Offres, les droits de l'Acheteur ou les obligations du Soumissionnaire au titre du Marché ; ou

- b) si elles étaient rectifiées, seraient préjudiciable aux autres Soumissionnaires ayant présenté des offres conformes pour l'essentiel.
- 29.3 L'Acheteur examinera les aspects techniques de l'offre en application de l'Article 16 des IS, notamment pour s'assurer que toutes les exigences de la Section VII (Spécifications techniques et plans) ont été satisfaites sans divergence, réserve ou omission importante.
- 29.4 L'Acheteur écartera toute offre qui n'est pas conforme pour l'essentiel au Dossier d'appel d'offres et le Soumissionnaire ne pourra pas par la suite la rendre conforme en apportant des corrections à la divergence, réserve ou omission importante constatée.
- 30. Non-conformité, erreurs et omissions**
- 30.1 Si une offre est conforme pour l'essentiel, l'Acheteur peut tolérer toute non-conformité ou omission qui ne constitue pas une divergence importante par rapport aux conditions de l'appel d'offres.
- 30.2 Si une offre est conforme pour l'essentiel, l'Acheteur peut demander au Soumissionnaire de présenter, dans un délai raisonnable, les informations ou la documentation nécessaire pour remédier à la non-conformité ou aux omissions non essentielles constatées dans l'offre en rapport avec la documentation demandée. Pareille omission ne peut, en aucun cas, être liée à un élément quelconque du prix de l'offre. Le Soumissionnaire qui ne se conformerait pas à cette demande peut voir son offre écartée.
- 30.3 Lorsqu'une offre est conforme pour l'essentiel aux dispositions du Dossier d'Appel d'Offres, l'Acheteur rectifiera les non-conformités ou omissions mineures qui affectent le Montant de l'Offre. A cet effet, le Montant de l'Offre sera ajusté, uniquement aux fins de l'évaluation, pour tenir compte de l'élément ou composant manquant ou non conforme.
- 31. Correction des erreurs arithmétiques**
- 31.1 Si une offre est conforme pour l'essentiel, l'Acheteur rectifiera les erreurs arithmétiques sur la base suivante :
- a) S'il y a contradiction entre le prix unitaire et le prix total obtenu en multipliant le prix unitaire par les quantités, le prix unitaire fera foi et le prix total sera corrigé, à moins que, de l'avis de l'Acheteur, la virgule des décimales du prix unitaire soit manifestement mal placée, auquel cas le prix total indiqué prévaudra et le prix unitaire sera corrigé ;
 - b) Si le total obtenu par addition ou soustraction des sous-totaux n'est pas exact, les sous-totaux feront foi et le total sera corrigé ; et

- c) S'il y a contradiction entre le prix indiqué en lettres et en chiffres, le montant en lettres fera foi, à moins que ce montant soit lié à une erreur arithmétique, auquel cas le montant en chiffres prévaudra sous réserve des alinéas (a) et (b) ci-dessus.
- 31.2 Il sera demandé au Soumissionnaire d'accepter la correction des erreurs arithmétiques. Si le Soumissionnaire n'accepte pas les corrections apportées en conformité avec l'article 31.1, son offre sera écartée.
- 32. Conversion en une seule monnaie**
- 32.1 Aux fins d'évaluation et de comparaison, l'Acheteur convertira tous les prix des offres exprimés dans diverses monnaies en une seule monnaie, comme indiqué dans les **DPAO**.
- 33. Marge de préférence**
- 33.1 Sauf spécification contraire dans les **DPAO** aucune marge de préférence ne sera accordée.
- 34. Évaluation des Offres**
- 34.1 Pour évaluer une offre, l'Acheteur n'utilisera que les critères et méthodes définis dans la présente clause et dans la Section III, Critères d'évaluation et de qualification, à l'exclusion de tous autres critères et méthodes.
- 34.2 Pour évaluer l'offre, l'Acheteur prendra en compte les éléments ci-après :
- a) Le mode d'évaluation, par article ou par lot, comme indiqué dans les **DPAO**, et le prix de l'offre indiqué suivant les dispositions de l'Article 14 des IS;
 - b) les ajustements apportés au prix pour corriger les erreurs arithmétiques en application de l'article 31.1 des IS;
 - c) les ajustements du prix imputables aux rabais offerts en application de l'article 14.3 des IS;
 - d) la conversion en une seule monnaie des montants résultant des opérations a), b) et c) ci-dessus, conformément aux dispositions de l'Article 32 des IS;
 - e) les ajustements résultant de toute autre modification, divergence ou réserve quantifiable calculés conformément à l'article 30.3 des IS;
 - f) les ajustements résultant de l'utilisation des facteurs d'évaluation additionnels figurant à la Section III, Critères d'évaluation et de qualification.
- 34.3 L'effet éventuel des formules de révision des prix figurant dans les CCAP qui seront appliquées durant la période d'exécution du Marché, ne sera pas pris en considération lors de l'évaluation des offres.

- 34.4 Si le Dossier d'appel d'offres autorise les soumissionnaires à indiquer séparément leurs prix pour différents lots, et permet à l'Acheteur d'attribuer un ou plusieurs lots à un plus d'un soumissionnaire, la méthode d'évaluation pour déterminer la combinaison d'offres la moins-disante, compte tenu de tous rabais offerts dans la lettre de soumission de l'offre, sera précisée dans la Section III, Critères d'évaluation et de qualification.
- 34.5 Lors de l'évaluation du montant des offres, l'Acheteur exclura et ne prendra pas en compte :
- a) dans le cas de Fournitures fabriquées dans le pays de l'Acheteur, des taxes sur les ventes ou autres taxes du même type dues sur le montant des Fournitures en cas d'attribution du Marché au Soumissionnaire;
 - b) dans le cas de Fournitures fabriquées en dehors du pays de l'Acheteur, déjà importées ou à importer, des droits de douane et autres droits d'entrée, des taxes sur les ventes ou autres taxes du même type dues sur le montant des Fournitures en cas d'attribution du Marché au Soumissionnaire;
 - c) de toute provision éventuelle pour révision des prix pendant la période d'exécution du Marché, lorsqu'elle est prévue dans l'offre.
- 34.6 Pour évaluer l'offre, l'Acheteur peut devoir prendre également en considération des facteurs autres que le prix de l'offre indiqué en application de l'Article 14 des IS, dont les caractéristiques, la performance des Fournitures et Services connexes et leurs conditions d'achat. Les facteurs retenus, le cas échéant, seront exprimés en termes monétaires de manière à faciliter la comparaison des offres, sauf spécification contraire dans la Section III, Critères d'évaluation et de qualification. Les facteurs à utiliser et la méthode d'application seront comme indiqué à l'article 34.2 (d) des IS.
- 35. Comparaison des offres**
- 35.1 L'Acheteur comparera toutes les offres substantiellement conformes pour déterminer l'offre évaluée la moins-disante, en application de l'article 34.2 des IS. La comparaison des offres doit s'effectuer sur la base du prix CIP (lieu de destination) pour les fournitures importées, et sur celle du prix EXW, plus le coût du transport intérieur et de l'assurance jusqu'au lieu de destination pour les fournitures fabriquées dans le pays de l'Emprunteur, et tenir compte des prix de tous services demandés d'installation, de formation, de mise en service et autres services. L'évaluation du prix ne tiendra pas compte des droits de douane et autres taxes prélevées sur des fournitures importées sur la base

de prix CIP et des taxes sur les ventes et autres taxes similaires perçues en relation avec la vente ou la livraison de fournitures.

- 36. Vérification a posteriori des qualifications du soumissionnaire**
- 36.1 L'Acheteur s'assurera que le Soumissionnaire retenu pour avoir soumis l'offre évaluée la moins-disante et conforme pour l'essentiel aux dispositions du dossier d'appel d'offres, possède bien les qualifications requises stipulées dans la Section III, Critères d'évaluation et de qualification.
- 36.2 Cette détermination sera fondée sur l'examen des pièces attestant les qualifications du Soumissionnaire et soumises par lui en application de l'Article 17 des IS.
- 36.3 L'attribution du Marché au Soumissionnaire est subordonnée à l'issue positive de cette détermination. Au cas contraire, l'offre sera rejetée et l'Acheteur procédera à l'examen de la seconde offre évaluée la moins-disante afin d'établir de la même manière si le Soumissionnaire est capable d'exécuter le Marché de façon satisfaisante.
- 37. Droit de l'Acheteur d'accepter l'une quelconque des offres et de rejeter une ou toutes les offres**
- 37.1 L'Acheteur se réserve le droit d'accepter ou d'écarter toute offre, et d'annuler la procédure d'appel d'offres et d'écarter toutes les offres à tout moment avant l'attribution du Marché, sans encourir de ce fait une responsabilité quelconque vis-à-vis des soumissionnaires. En cas d'annulation, les Offres et les Garanties de soumission seront renvoyées sans délai aux Soumissionnaires.

F. Attribution du Marché

- 38. Critères d'attribution**
- 38.1 Sous réserve des dispositions de l'article 38.1 des IS, l'Acheteur attribuera le Marché au Soumissionnaire dont l'offre aura été évaluée la moins-disante et jugée conforme pour l'essentiel au Dossier d'appel d'offres, à condition que le Soumissionnaire soit en outre jugé qualifié pour exécuter le Marché de façon satisfaisante.
- 39. Droit de l'Acheteur de modifier les quantités au moment de l'attribution du Marché**
- 39.1 Au moment de l'attribution du Marché, l'Acheteur se réserve le droit d'augmenter ou de diminuer la quantité de Fournitures et de Services connexes initialement spécifiée à la Section VII, pour autant que ce changement n'excède pas les pourcentages indiqués dans les **DPAO**, et sans aucune modification des prix unitaires ou autres conditions de l'offre et du Dossier d'appel d'offres.
- 40. Notification de l'attribution du Marché**
- 40.1 Avant l'expiration du délai de validité des offres, l'Acheteur notifiera au Soumissionnaire retenu, par écrit, que son offre a été retenue. La lettre de notification à laquelle il est fait référé

rence ci-après et dans le Marché sous l'intitulé « Lettre de Marché » comportera le montant que l'Acheteur devra régler ou Fournisseur pour l'exécution du Marché, montant auquel il est fait référence ci-après et dans les documents contractuels sous le terme de « Montant du Marché ». L'Acheteur notifiera simultanément aux autres Soumissionnaires du résultat de l'Appel d'offres et publiera dans *UNDB en ligne* ce résultat, en identifiant l'Appel d'offres et le numéro des lots, et en fournissant les informations suivantes :

- (i) le nom de chaque Soumissionnaire ayant remis une offre,
- (ii) le Montant des Offres tels qu'annoncé lors de l'ouverture des plis,
- (iii) le nom et le montant évalué de chacune des Offres ayant fait l'objet d'une évaluation,
- (iv) le nom des Soumissionnaires dont l'Offre a été rejetée, et les motifs de rejet, et
- (v) le nom du Soumissionnaire dont l'offre a été retenue, le Montant de son Offre, ainsi que la durée d'exécution et un sommaire de la description du Marché attribué.

40.2 Jusqu'à la rédaction et l'approbation de la version officielle et définitive du Marché, la Notification d'attribution constituera l'engagement réciproque de l'Acheteur et de l'Attributaire.

40.3 L'Acheteur répondra rapidement par écrit à tout Soumissionnaire ayant présenté une offre infructueuse qui, après la notification de l'attribution du marché faite conformément à l'article 40.1 ci-dessus, aura présenté par écrit à l'Acheteur une requête en vue d'obtenir des informations sur le (ou les) motif(s) pour le(s)quel(s) son offre n'a pas été retenue.

41. Signature du Marché

41.1 Dans les meilleurs délais après la notification, l'Acheteur enverra au Soumissionnaire retenu l'Acte d'Engagement.

41.2 Dans les vingt-huit (28) jours suivant la réception de l'Acte d'Engagement le Soumissionnaire retenu le signera, le datera et le renverra à l'Acheteur.

41.3 Nonobstant les dispositions de l'article 41.2 ci-dessus, si la signature du Contrat est entravée par des restrictions sur les importations imputables à l'Acheteur, au pays de l'Acheteur ou à l'utilisation des produits/biens, systèmes ou services devant être fournis, et si lesdites restrictions à l'importation sont régies par des règlements commerciaux du pays du Fournisseur des produits/biens, systèmes ou services, le soumissionnaire ne

sera pas lié par son offre. Cette disposition prendra effet dans les seuls cas où le soumissionnaire démontrera de manière satisfaisante pour la Banque et l'Acheteur, que la signature du Contrat n'a pas été entravée par un manque de diligence de la part du Soumissionnaire lors de l'établissement des formalités nécessaires telles que la demande de permis, des autorisations et licences requises pour l'exportation des produits/biens, systèmes ou services en conformité avec les termes du Marché.

42. Garantie de bonne exécution

- 42.1 Dans les vingt-huit (28) jours suivant la réception de la notification par l'Acheteur de l'attribution du Marché, le Soumissionnaire retenu fournira la garantie de bonne exécution, conformément au CCAG (Cahier des clauses administratives générales), en utilisant le Formulaire de garantie de bonne exécution figurant à la Section X, Formulaire du Marché ou tout autre modèle jugé acceptable par l'Acheteur. Si la Garantie de bonne exécution fournie par le Soumissionnaire retenu est sous la forme d'une caution, cette dernière devra être émise par un organisme de caution ou une compagnie d'assurance acceptable pour l'Acheteur. Un organisme de caution ou une compagnie d'assurance situé en dehors du Pays de l'Acheteur devra avoir un correspondant dans le Pays de l'Acheteur.
- 42.2 Le défaut de soumission par le Soumissionnaire retenu, de la garantie de bonne exécution susmentionnée, ou le fait qu'il ne signe pas l'Acte d'Engagement, constituera un motif suffisant d'annulation de l'attribution du Marché et de saisie de la garantie d'offre, auquel cas l'Acheteur pourra attribuer le Marché au Soumissionnaire dont l'offre est jugée conforme pour l'essentiel au dossier d'appel d'offres et classée la deuxième moins-disante, et qui possède les qualifications exigées pour exécuter le Marché de façon satisfaisante.

Section II. Données particulières de l'appel d'offres (DPAO)

Les données particulières qui suivent, relatives à l'acquisition des fournitures, complètent, précisent, ou amendent les articles des Instructions aux Soumissionnaires (IS). En cas de conflit, les clauses ci-dessous prévalent sur celles des IS.

| A. Généralités | |
|-----------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| IS 1.1 | Numéro d'identification de l'Avis d'appel d'offres national : N°2023/0001484/SE/SEA/UAM-AFC/SPM du 04 Août 2023 |
| IS 1.1 | Nom de l'Acheteur : Comité permanent Inter Etat de Lutte contre la Sécheresse dans le Sahel (CILSS) . . |
| IS 1.1 | Nom/numéro d'identification de l'AON : N°2023/0001484/SE/SEA/UAM-AFC/SPM du 04 Août 2023 pour l'acquisition et installation d'un logiciel intégré d'archivage numérique du PRAPS-2 et assistance technique. Nombre et numéro d'identification des lots faisant l'objet du présent AON : <u>Lot unique</u> : Acquisition et installation d'un logiciel intégré d'archivage numérique du PRAPS-2 et assistance technique |
| IS 2.1 | Nom de l'Emprunteur : CILSS |
| IS 2.1 | Montant du financement au titre du don : D07950 : \$EU 20 millions |
| IS 2.1 | Nom du Projet : Projet Régional d'Appui au Pastoralisme au Sahel, Phase 2 (PRAPS-2) |
| IS 4.1 | Le nombre des membres d'un groupement ne dépassera pas : Deux (02) |
| IS 4.3 | Une liste des entreprises qui ne sont pas admises à participer aux projets de la Banque figure à l'adresse électronique suivante : http://www.worldbank.org/debarr |
| B. Contenu du Dossier d'appel d'offres | |
| IS 7.1 | Afin d'obtenir des <u>clarifications</u> uniquement, l'adresse de l'Acheteur est la suivante : Attention de : Madame Edwige BOTONI/YARO Rue : Secrétariat Exécutif du CILSS sis Ouaga 2000, 2754 Boulevard Mouhammar Kadhafi. Étage/ numéro de bureau : 3^{ème} étage Ville : Ouagadougou / Ouaga 2000 Code postal : 03 BP 7049 Ouagadougou 03 Pays : Burkina Faso |

| | |
|--------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| | <p>Numéro de téléphone : (+226) 25 37 41/25 49 96 00 Numéro de télécopie : Néant Adresse électronique : edwige.botoni@cilss.int</p> <p>Le délai de réception des demandes d'éclaircissements, exprimé en nombre de jours avant la date limite de dépôt des offres est de dix (10) jours calendaires.</p> |
| IS 7.1 | Adresse du site internet : www.cilss.int , praps.cilss.int (<u>praps.cilss-opportunités-appels d'offres</u>) |
| C. Préparation des offres | |
| IS 10.1 | <p>La langue de soumission est : « <i>Français</i> »</p> <p>Toute correspondance sera échangée en français. La langue de traduction des documents complémentaires et imprimés fournis par le Soumissionnaire sera le français.</p> |
| IS 11.1 (j) | <p>Le Soumissionnaire devra joindre à son offre les autres documents suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Des preuves écrites de l'exécution d'au moins deux (02) marchés similaires en volume et en nature au cours des dix dernières années • En outre les soumissionnaires fourniront les documents prouvant qu'ils ne sont en faillite ou liquidation judiciaire : <ul style="list-style-type: none"> ○ <i>Une attestation de non faillite,</i> ○ <i>Une copie du registre de commerce</i> |
| IS 13.1 | Les variantes ne seront pas prises en compte. |
| IS 14.5 | Les prix proposés par le Soumissionnaire <i>ne seront pas</i> des prix variables |
| IS 14.6 | <p>Le prix indiqué pour chaque lot devra correspondre au minimum à cent pour-cent (100%) des articles de chaque lot.</p> <p>Le prix indiqué pour chaque article d'un lot devra correspondre au minimum à cent pourcent (100%) de la quantité requise pour cet article.</p> |
| IS 14.7 | L'édition des Incoterms à laquelle se référer est : « Incoterms 2010 » |
| IS 14.8 (b) (i) et (c) (v) | <p>Le lieu de destination est :</p> <p>Secrétariat Exécutif du CILSS, 2754, Boulevard Mouammar Khaddafi, 03 BP. 7049, Ouagadougou 03 -Burkina Faso - Tél. (+226) 25 37 41 25/25 49 96 00 - Fax (+226) 25 37 41 32</p> |
| IS 14.8 (a) (iii), b (ii) et (c) (v) | <p>La destination finale (site du projet) est :</p> <p>Secrétariat Exécutif du CILSS, 2754, Boulevard Mouammar Khaddafi, 03 BP. 7049, Ouagadougou 03 -Burkina Faso - Tél. (+226) 25 37 41 25/25 49 96 00 - Fax (+226) 25 37 41 32</p> |

| | |
|---------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| IS 15.1 | Le soumissionnaire indiquera le prix de son offre dans la monnaie de son choix. Le Soumissionnaire <i>n'est pas</i> tenu d'exprimer dans la monnaie du pays de l'Acheteur la fraction du prix de son offre correspondant à des dépenses encourues dans cette même monnaie. |
| IS 16.4 | Période de fonctionnement prévue pour les fournitures (en vue des besoins en pièces de rechange) : Sans objet. |
| IS 17.2 (a) | L 'Autorisation du Fabricant ou du fournisseur agréé n'est pas requise. |
| IS 17.2 (b) | Un service après-vente <i>n'est pas</i> requis. |
| IS 18.1 | La période de validité de l'offre sera de cent vingt (120) jours. |
| IS 18.3 (a) | Dans le cas d'un marché à prix ferme, le Montant du marché sera le Montant de l'Offre actualisée de la manière suivante : Sans objet. |
| IS 19.1 | b) L'offre devra être accompagnée d'une garantie d'offre (émise par une banque ou un organisme de garantie) conforme à la garantie type incluse dans la Section IV, Formulaire de soumission de l'offre ; |
| IS 19.1 | Le montant de la garantie de l'offre est de : Un million deux cent cinquante mille (1 250 000) F CFA. Elle doit être sous forme bancaire. La non fourniture ou la non-conformité de la garantie entrainera le rejet de l'offre |
| IS 19.3(d) | Autres types de garanties acceptables : Sans objet |
| IS 19.9 | Si le Soumissionnaire commet un des actes décrits aux paragraphes (a) ou (b) du présent article, l'Acheteur l'exclura de toute attribution de marché(s) pour une période donnée conformément à la réglementation nationale. |
| IS 20.1 | Outre l'original de l'offre, le nombre de copies demandé est de : trois (3). |
| IS 20.2 | La confirmation écrite de l'habilitation du signataire à engager le Soumissionnaire consistera en la fourniture dans l'offre d'une attestation de pouvoir de signature de l'offre. |
| D. Remise des offres et ouverture des plis | |
| IS 22.1 | Aux fins de remise des offres , uniquement, l'adresse de l'Acheteur est la suivante : Attention : Secrétaire Exécutif du CILSS : Adresse : Service courrier du Secretariat Exécutif du CILSS, sis Ouaga 2000, 2754 Boulevard Mouhammar Kadhafi |

| | |
|----------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| | <p>Étage : Rez de Chaussée, bureau n°114</p> <p>Ville : Ouagadougou</p> <p>Code postal : 03 BP 7049 Ouagadougou 03</p> <p>Pays : Burkina Faso</p> <p>La date et l'heure limites de remise des offres sont les suivantes :</p> <p>Date : 07 Septembre 2023</p> <p>Heure : neuf (09) heures 00 minutes Heure T.U.</p> <p>Le soumissionnaire aura l'option de soumettre son offre par voie électronique.</p> <p>Si les Soumissionnaires peuvent soumettre leurs offres par voie électronique, la procédure de soumission est la suivante :</p> <p>Les soumissionnaires enverront leurs offres sous format PDF à l'adresse suivante : edwige.botoni@cilss.int</p> <p>Avec copie : ngaye.tordina@cilss.int ; frederic.conseiga@cilss.int nathalie.soro@cilss.int:</p> <p>L'offre sera sous format PDF et sera en pièce jointe. Le fichier pdf de l'offre sera protégée par un mot de passe et le message de transmission portera pour objet : « Acquisition et installation d'un logiciel intégré d'archivage numérique du PRAPS-2 et assistance technique »</p> <p><i>Après la date et heure limites de transmission des offres, un message email sera envoyé à chaque soumissionnaire ayant transmis son offre par mail pour demander son mot de passe.</i></p> <p><i>Toute offre transmise après la date et heure limite ne sera pas recevable et l'heure considérée sera le Temps Universel ou l'heure de Ouagadougou</i></p> |
| IS 25.1 | <p>L'ouverture des plis aura lieu à l'adresse suivante :</p> <p>Adresse : Salle de réunion 205 du Secrétariat Exécutif du CILSS sis Ouaga 2000, 2754 Boulevard Mouhammar Kadhafi, 03 BP 7049 Ouagadougou 03, Tél. : (+226) 25 37 41/25 49 96 00</p> <p>Étage : 1^{er} étage</p> <p>Ville : Ouagadougou</p> <p>Pays : Burkina Faso</p> <p>Date : 07 Septembre 2023</p> <p>Heure : neuf (09) heures 15 minutes Heure T.U.</p> |
| IS 25.3 | <p>La Soumission et les Bordereaux des Prix seront paraphés par tous les représentants de l'Acheteur assistant à l'ouverture des plis comme suit : Chaque Offre sera paraphée par tous les représentants de l'Acheteur et toute modification au prix unitaire ou total sera paraphée par les représentants de l'Acheteur.</p> |

| E. Évaluation et comparaison des offres | |
|------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| IS 32.1 | <p>La monnaie utilisée pour convertir en une seule monnaie tous les prix des offres exprimées en diverses monnaies aux fins d'évaluation et de comparaison de ces offres est : le FRANC CFA</p> <p>La source du taux de change à employer est : La Banque Centrale des États de l'Afrique de l'Ouest.</p> <p>La date de référence est : <i>14 jours avant la date limite de remise des offres</i></p> |
| IS 33.1 | Non applicable |
| IS 34.2 (a) | <p>L'évaluation sera conduite par article</p> <p>Les offres seront évaluées par article. Si un bordereau des prix inclut des articles sans en fournir les prix, leurs prix seront considérés comme inclus dans les prix des autres articles. Un article non mentionné dans le Bordereau des Prix sera considéré comme ne faisant pas partie de l'offre et, en admettant que celle-ci soit conforme, le prix moyen offert pour l'article en question par les soumissionnaires dont les offres sont conformes sera ajouté au prix de l'offre, et le prix total ainsi évalué de l'offre sera utilisé aux fins de comparaison des offres.</p> |
| IS 34.6) | <p>Les ajustements seront calculés en utilisant les critères d'évaluation suivants, choisis parmi ceux indiqués à la Section III, Critères d'évaluation et de qualification :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) variation par rapport au calendrier de livraison : Non b) variation par rapport au calendrier de paiement : Non c) le coût de remplacement des composants clés, des pièces détachées, et du service : Non d) disponibilité dans le Pays de l'Acheteur des pièces détachées et du service après-vente pour les équipements offerts dans l'offre : Non e) coûts de fonctionnement et d'entretien pendant la durée de vie des équipements : Non f) Fonctionnement et rendements des équipements offerts Non |
| F. Attribution du Marché | |
| IS 39.1 | <p>Les quantités peuvent être augmentées d'un pourcentage maximum égal à : 15% pour chaque lot</p> <p>Les quantités peuvent être réduites d'un pourcentage maximum égal à : 15% pour chaque lot</p> |

Section III. Critères d'évaluation et de qualification

Cette Section complète les Instructions aux soumissionnaires (IS). Elle inclut les critères que l'Acheteur doit utiliser pour évaluer une offre et déterminer si un Soumissionnaire satisfait aux qualifications requises en application des articles 34 et 36 des IS. L'Acheteur n'utilisera pas d'autres critères que ceux indiqués dans cette Section III.

Contenu

1. Évaluation de la préférence (IS 33) **Non applicable**
2. Évaluation des facteurs économiques (IS 34) **Non applicable**
3. Évaluation de marchés multiples (IS 34) **Applicable**
4. Qualification à posteriori (IS 36) **Applicable**

1. Évaluation de la préférence (clause 33 des IS) Non applicable

2. Évaluation des facteurs économiques (clause 34 des IS) Non applicable

3. Évaluation de marchés multiples (clause 34.4 des IS) Non applicable

L'Acheteur attribuera plusieurs contrats au Soumissionnaire qui offre la combinaison d'offres évaluée la moins disante (un contrat par offre) et qui satisfait aux conditions de qualification à postériori (conformément à cette Section III, clause 36.1 des IS, Vérification des qualifications à posteriori).

À cet effet, l'Acheteur :

- a) Évaluera uniquement les lots et les contrats offrant au minimum les pourcentages d'articles par lot et de quantité par article stipulés à l'article 14.8 des IS ; et
- b) prendra en compte :
 - i) L'offre la moins disante pour chaque lot ;
 - ii) les rabais proposés pour chaque lot déterminés par application des méthodes indiquées par le soumissionnaire dans leurs offres.

4. Offres Variantes (clause 13.1 des IS) Non applicable

5. Conditions de Qualification à postériori (clause 36 des IS)

Après avoir déterminé l'offre évaluée la moins-disante suivant les dispositions de l'article 35.1 des IS, l'Acheteur vérifiera à postériori que le Soumissionnaire est qualifié conformément aux dispositions de l'Article 36 des IS, en faisant exclusivement état des conditions mentionnées dans ladite clause. . Aucun facteur qui n'est pas défini ci-dessous ne pourra être utilisé pour juger de la qualification du Soumissionnaire.

- a) Si le Soumissionnaire est le fabricant :

- i) Capacité financière

Le Soumissionnaire doit fournir la preuve écrite qu'il satisfait aux exigences ci-après :

- ii) Capacité technique et expérience

Le Soumissionnaire doit prouver, documentation à l'appui qu'il satisfait aux exigences de capacité technique ci-après :

Le Soumissionnaire doit prouver, documentation à l'appui, qu'il satisfait aux exigences d'expérience ci-après :

- ***Avoir réalisé au moins deux (02) marchés similaires avec des preuves écrites (pages de garde et signature de contrat ou attestation de bonne fin ou PV de réception) au cours des dix dernières années***
- iii) Le Soumissionnaire doit fournir la preuve écrite que les Fournitures qu'il propose remplissent la(les) condition(s) d'utilisation suivante : *Sans objet.*
- b) Si le Soumissionnaire n'est pas le fabricant, mais propose des Fournitures au nom d'un Fabricant dans le cadre d'une Autorisation du Fabricant donnée selon le formulaire de la Section IV (Formulaires de Soumission), le Fabricant ou le concessionnaire agréé ou le représentant agréé ou le fournisseur agréé par le Fabricant doit posséder et faire la preuve qu'il possède les qualifications (i), (ii) et (iii) ci-avant et le Soumissionnaire doit faire la preuve qu'il a réalisé avec succès au moins un (1) marché pour des fournitures similaires* au

Section IV. Formulaires de soumission

Liste des formulaires

| | |
|------------------------------------------------------------------------------------|------------------------------------|
| Lettre de soumission | 43 |
| Formulaire de renseignements sur le Soumissionnaire..... | 46 |
| Formulaire de renseignements sur les membres de groupement | 47 |
| Bordereaux des prix | 48 |
| Bordereau des prix des Fournitures à importer..... | 49 |
| Bordereau des prix des Fournitures, déjà importées..... | 50 |
| Bordereau des prix pour les fournitures fabriquées dans le pays de l'Acheteur..... | 51 |
| Bordereau des prix et calendrier d'exécution des Services connexes..... | 52 |
| Modèle de garantie d'offre (garantie bancaire) | 53 |
| Garantie de soumission (Cautionnement émis par une compagnie de garantie) | Erreur ! Signet non défini. |
| Modèle de déclaration de garantie de l'offre | Erreur ! Signet non défini. |
| Modèle d'autorisation du Fabricant | 55 |

Lettre de soumission

[Le Soumissionnaire remplit la lettre ci-dessous avec son papier entête, indiquant clairement le nom et l'adresse complets.]

Notes : le texte en italiques est destiné à faciliter la préparation des formulaires et devra être supprimé dans les formulaires d'offres]

Date: *[insérer la date (jour, mois, année) de remise de l'offre]*

AOI No.: *[insérer le numéro de l'Appel d'Offres]*

Avis d'appel d'offres No.: *[insérer le numéro de l'avis d'Appel d'Offres]*

Variante No. : *[insérer le numéro d'identification si cette offre est proposée pour une variante]*

À : *[insérer le nom complet de l'Acheteur]*

Nous, les soussignés attestons que :

- a) Nous avons examiné le Dossier d'appel d'offres, y compris l'amendement/ les amendements No. : *[insérer les numéros et date d'émission de chacun des amendements]*; et n'avons aucune réserve à leur égard ;
- b) nous remplissons les critères d'éligibilité et nous n'avons pas de conflit d'intérêt tels que définis à l'Article 4 des IS;
- c) nous n'avons pas été exclus par l'Acheteur sur la base de la mise en œuvre de la déclaration de garantie de soumission telle que prévue à l'article 4.6 des IS;
- d) nous nous engageons à fournir conformément au Dossier d'appel d'offres et au Calendrier de livraison spécifié dans le Dossier d'appel d'offres les Fournitures et Services connexes ci-après : *[insérer une brève description des Fournitures et Services connexes]*
- e) le montant total de notre offre, hors rabais offert à l'alinéa (f) ci-après est de :
Dans le cas d'un lot unique : *[insérer le montant total de l'offre en lettres et en chiffres, précisant les divers montants et monnaies respectives]* ;
Dans le cas de lots multiples, le montant total de chaque lot : *[insérer le montant total de l'offre pour chacun des lots en lettres et en chiffres, précisant les divers montants et monnaies respectives]* ;
Dans le cas de lots multiples, le montant total pour l'ensemble des lots : *[insérer le montant total de l'offre en lettres et en chiffres, précisant les divers montants et monnaies respectives]* ;
- f) les rabais offerts et les modalités d'application desdits rabais sont les suivants :
 - i) Les rabais offerts sont les suivants : *[indiquer en détail chacun des rabais offerts]* ;

- ii) la méthode précise de calcul de ces rabais pour déterminer le montant net de l'offre après application du rabais est la suivante : *[indiquer en détail la méthode d'application de chacun des rabais offerts]*
- g) notre offre demeurera valide pendant une période de *[insérer le nombre de jours]* jours à compter de la date limite fixée pour la remise des offres dans le Dossier d'Appel d'Offres; cette offre nous engage et pourra être acceptée à tout moment avant l'expiration de cette période;
- h) si notre offre est acceptée, nous nous engageons à obtenir une garantie de bonne exécution du Marché conformément au Dossier d'appel d'offres;
- i) conformément à l'article 4.2(e) des Instructions aux soumissionnaires, nous ne participons pas, en qualité de soumissionnaire à plus d'une offre dans le cadre du présent Appel d'offres, à l'exception des offres variantes présentées conformément à l'Article 13 des Instructions aux Soumissionnaires
- j) ni notre entreprise, ni nos sous-traitants ou fournisseurs n'ont été exclus soit par la Banque, soit au titre de la réglementation commerciale du pays de l'Acheteur ou en application d'une décision prise par le Conseil de sécurité des Nations Unies;
- k) *[insérer soit « nous ne sommes pas une entreprise publique du pays de l'Acheteur » ou « nous sommes une entreprise publique du pays de l'Acheteur et nous satisfaisons aux dispositions de l'article 4.5 des IS »]*¹;
- l) les avantages, honoraires ou commissions ci-après ont été versés ou doivent être versés en rapport avec la procédure d'Appel d'offres ou l'exécution/la signature du Marché:

[indiquer le nom complet de chaque bénéficiaire, son adresse complète, le motif de versement de chacun des honoraires ou commissions, le montant et la monnaie, le cas échéant]

| Nom du Bénéficiaire | Adresse | Motif | Montant |
|---------------------|---------|-------|---------|
| _____ | _____ | _____ | _____ |
| _____ | _____ | _____ | _____ |
| _____ | _____ | _____ | _____ |
| _____ | _____ | _____ | _____ |

(Si aucune somme n'a été versée ou ne doit être versée, porter la mention « néant »).

- m) il est entendu que la présente offre, et votre acceptation écrite de ladite offre par le moyen de la notification d'attribution du Marché que vous nous adresserez tiendra lieu d'engagement ferme entre nous, jusqu'à ce qu'un marché soit formellement établi et signé;
- n) nous comprenons que vous n'êtes pas tenu d'accepter l'offre évaluée la moins-disante ou toute offre que vous avez pu recevoir ;

¹ Le Soumissionnaire doit utiliser cette disposition selon le cas.

- o) nous certifions que nous avons adopté toute mesure appropriée afin d'assurer qu'aucune personne agissant en notre nom ou pour notre compte ne puisse se livrer à des actions de fraude et corruption.

Nom du Soumissionnaire* *[insérer le nom complet du Soumissionnaire]*

Nom de la personne signataire de l'offre** *[insérer le titre/capacité complet de la personne signataire de l'offre]*

En tant que *[indiquer la capacité du signataire]*

Signature *[insérer la signature]*

Dûment habilité à signer l'offre pour et au nom de *[insérer le nom complet du Soumissionnaire]*

En date du _____ jour de *[Insérer la date de signature]*

*Dans le cas d'une offre présentée par un groupement d'entreprises, indiquer le nom du groupement ou de ses partenaires, en tant que Soumissionnaire.

**La personne signataire doit avoir un pouvoir donné par le Soumissionnaire, à joindre à l'offre.

Formulaire de renseignements sur le Soumissionnaire

[Le Soumissionnaire remplit le tableau ci-dessous conformément aux instructions entre crochets. Le tableau ne doit pas être modifié. Aucune substitution ne sera admise.]

Date: *[insérer la date (jour, mois, année) de remise de l'offre]*

AOI No.: *[insérer le numéro de l'Appel d'Offres]*

Avis d'appel d'offres No.: *[insérer le numéro de l'avis d'Appel d'Offres]*

| |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| 1. Nom du Soumissionnaire : <i>[insérer le nom légal du Soumissionnaire]</i> |
| 2. En cas de groupement, noms de tous les membres : <i>[insérer le nom légal de chaque membre du groupement]</i> |
| 3. Pays où le Soumissionnaire est, ou sera légalement enregistré: <i>[insérer le nom du pays d'enregistrement]</i> |
| 4. Année d'enregistrement du Soumissionnaire: <i>[insérer l'année d'enregistrement]</i> |
| 5. Adresse officielle du Soumissionnaire dans le pays d'enregistrement: <i>[insérer l'adresse légale du Soumissionnaire dans le pays d'enregistrement]</i> |
| 6. Renseignement sur le représentant dûment habilité du Soumissionnaire : Nom: <i>[insérer le nom du représentant du Soumissionnaire]</i> Adresse: <i>[insérer l'adresse du représentant du Soumissionnaire]</i> Téléphone/Fac-similé: <i>[insérer le no de téléphone/fac-similé du représentant du Soumissionnaire]</i> Adresse électronique: <i>[insérer l'adresse électronique du représentant du Soumissionnaire]</i> |
| 7. Ci-joint copie des originaux des documents ci-après: <i>[marquer la (les) case(s) correspondant aux documents originaux joints]</i> |
| <input type="checkbox"/> Document d'enregistrement, d'inscription ou de constitution de la firme nommée en 1 ci-dessus, en conformité avec l'article 4.3 des IS |
| <input type="checkbox"/> En cas de groupement, lettre d'intention de constituer un groupement, ou accord de groupement, en conformité avec l'article 4.1 des IS. |
| <input type="checkbox"/> Dans le cas d'une entreprise publique du pays de l'Acheteur, documents établissant qu'elle est juridiquement et financièrement autonome, et administrée selon les règles du droit commercial, et qu'elle n'est pas sous la tutelle de l'Acheteur, en conformité avec l'article 4.5 des IS. |
| <input type="checkbox"/> Diagramme organisationnel, liste des membres du conseil d'administration et propriété bénéficiaire |

Formulaire de renseignements sur les membres de groupement

[Le Soumissionnaire remplit le tableau ci-dessous conformément aux instructions entre crochets. Le tableau doit être rempli par chaque membre/partenaire du groupement.]

Date: *[insérer la date (jour, mois, année) de remise de l'offre]*

AOI No.: *[insérer le numéro de l'Appel d'Offres]*

Avis d'appel d'offres No.: *[insérer le numéro de l'avis d'Appel d'Offres]*

| |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| 1. Nom du Soumissionnaire : <i>[insérer le nom légal du Soumissionnaire]</i> |
| 2. Nom du membre du groupement : <i>[insérer le nom légal du membre du groupement]</i> |
| 3. Pays où le membre du groupement est, ou sera légalement enregistré: <i>[insérer le nom du pays d'enregistrement du membre du groupement]</i> |
| 4. Année d'enregistrement du membre du groupement: <i>[insérer l'année d'enregistrement du membre du groupement]</i> |
| 5. Adresse officielle du membre du groupement dans le pays d'enregistrement: <i>[insérer l'adresse légale du membre du groupement dans le pays d'enregistrement]</i> |
| 6. Renseignement sur le représentant dûment habilité du membre du groupement: Nom: <i>[insérer le nom du représentant du membre du groupement]</i> Adresse: <i>[insérer l'adresse du représentant du membre du groupement]</i> Téléphone/Fac-similé: <i>[insérer le no de téléphone/fac-similé du représentant du membre du groupement]</i> Adresse électronique: <i>[insérer l'adresse électronique du représentant du membre du groupement]</i> |
| 7. Ci-joint copie des originaux des documents ci-après: <i>[marquer la (les) case(s) correspondant aux documents originaux joints]</i> |
| <input type="checkbox"/> Document d'enregistrement, d'inscription ou de constitution de la firme nommée en 2 ci-dessus, en conformité avec l'article 4. 3 des IS |
| <input type="checkbox"/> Dans le cas d'une entreprise publique du pays du Bénéficiaire, documents établissant qu'elle est juridiquement et financièrement autonome, administrée selon les règles du droit commercial, et qu'elle n'est pas sous la tutelle de l'Acheteur en conformité avec l'article 4.5 des IS. |
| <input type="checkbox"/> Diagramme organisationnel, liste des membres du conseil d'administration et propriété bénéficiaire |

Bordereaux des prix

[Le Soumissionnaire doit remplir tous les espaces en blanc dans les formulaires de Bordereau des prix selon les instructions figurant ci-après. La liste des articles dans la colonne 1 du Bordereau des prix doit être identique à la liste des Fournitures et Services connexes fournie par l'Acheteur dans la Section VII.]

Bordereau des prix des Fournitures à importer

Offres du Groupe C, fournitures à importer
Monnaie de l'offre en conformité avec l'Article 15 des IS

Date [insérer la date (jour, mois, année) de remise de l'offre]

AOI No.: [insérer le numéro de l'Appel d'Offres]

Avis d'appel d'offres No.: [insérer le numéro de l'avis d'Appel d'Offres]

Variante No. : [insérer le numéro d'identification si cette offre est proposée pour une variante]

| 1 | 2 | 3 | 4 | 5 | 6 | 7 | 8 | 9 |
|-------------|-----------------------------|-----------------------------|-------------------------------------------------|-------------------------|--------------------------------------------------------|--------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------------------------|
| Article No. | Description des Fournitures | Pays d'origine | Date de livraison selon définition de Incoterms | Quantité (Nb. d'unités) | Prix unitaire CIP___ en conformité avec IS 14.6(b) (i) | Prix CIP par article (col 5x6) | Prix par article du transport terrestre et autres services requis dans le pays de l'Acheteur pour acheminer les fournitures jusqu'à destination finale (comme requis dans les DPAO) | Prix total par article (col 7+8) |
| | | [insérer le pays d'origine] | [insérer la date de livraison offerte] | | [insérer le prix unitaire CIP pour l'article] | [insérer le prix total CIP pour l'article] | [insérer le prix correspondant pour l'article] | [insérer le prix total pour l'article] |
| | | [insérer le pays d'origine] | [insérer la date de livraison offerte] | | [insérer le prix unitaire CIP pour l'article] | [insérer le prix total CIP pour l'article] | [insérer le prix correspondant pour l'article] | [insérer le prix total pour l'article] |
| | | [insérer le pays d'origine] | [insérer la date de livraison offerte] | | [insérer le prix unitaire CIP pour l'article] | [insérer le prix total CIP pour l'article] | [insérer le prix correspondant pour l'article] | [insérer le prix total pour l'article] |
| | | [insérer le pays d'origine] | [insérer la date de livraison offerte] | | [insérer le prix unitaire CIP pour l'article] | [insérer le prix total CIP pour l'article] | [insérer le prix correspondant pour l'article] | [insérer le prix total pour l'article] |
| | | [insérer le pays d'origine] | [insérer la date de livraison offerte] | | [insérer le prix unitaire CIP pour l'article] | [insérer le prix total CIP pour l'article] | [insérer le prix correspondant pour l'article] | [insérer le prix total pour l'article] |
| | | | | | | | Prix total HT | |
| | | | | | | | Prix total des droits et taxes de douanes | |
| | | | | | | | Prix total HTVA | |

Nom du Soumissionnaire [insérer le nom du Soumissionnaire] Signature [insérer signature], Date [insérer la date]

Bordereau des prix des Fournitures, déjà importées

Offres du Groupe C, fournitures déjà importées

Monnaie de l'offre en conformité avec l'Article 15 des IS

Date *[insérer la date (jour, mois, année) de remise de l'offre]*

AOI No.: *[insérer le numéro de l'Appel d'Offres]*

Avis d'appel d'offres No.: *[insérer le numéro de l'avis d'Appel d'Offres]*

Variante No. : *[insérer le numéro d'identification si cette offre est proposée pour une variante]*

| 1 | 2 | 3 | 4 | 5 | 6 | 7 | 8 | 9 | 10 | 11 | 12 |
|-------------|-----------------------------|------------------------------------|------------------------------------------------|-------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------|
| Article No. | Description des Fournitures | Pays d'origine | Date de livraison selon définition de Incoterm | Quantité (Nb. d'unités) | Prix unitaire incluant droits de douanes et taxes d'importations en conformité avec IS 14.6(c) (i) | Droits de douanes et taxes d'importations par unité en conformité avec IS 14.6(c) (ii) | Prix unitaire net de droits de douanes et taxes d'importations en conformité avec IS 14.6(c) (iii) (col.6 moins col.7) | Prix par article net de droits de douanes et taxes d'importations en conformité avec IS 14.6(c) (i) (col.5x8) | Prix par article du transport terrestre et autres services requis dans le pays de l'Acheteur pour acheminer les fournitures jusqu'à destination finale (en conformité avec IS 14.6(c) (v)) | Taxes de vente et autres taxes payées ou à payer si le marché est attribué (en conformité avec IS 14.6(c) (iv)) | Prix total par article (col 9+10) |
| | | <i>[insérer le pays d'origine]</i> | <i>[insérer la date de livraison offerte]</i> | | <i>[insérer le prix unitaire pour l'article]</i> | <i>[insérer le montant des droits de douanes et taxes d'importations par unité pour l'article]</i> | <i>[insérer le prix unitaire CIP pour l'article net des droits de douanes et taxes d'importations]</i> | <i>[insérer le prix total CIP pour l'article net des droits de douanes et taxes d'importations]</i> | <i>[insérer le prix total par article du transport terrestre et autres services requis dans le pays de l'Acheteur]</i> | <i>[insérer le montant total par article des taxes de vente et autres taxes payées ou à payer si le marché est attribué]</i> | <i>[insérer le prix total pour l'article]</i> |
| | | | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | | Prix total HTVA | |

Nom du Soumissionnaire *[insérer le nom du Soumissionnaire]* Signature *[insérer signature]*, Date *[insérer la date]*

Bordereau des prix pour les fournitures fabriquées ou assemblées dans le pays de l'Acheteur

(Offres des Groupes A et B)

Date [insérer la date (jour, mois, année) de remise de l'offre]
 AOI No.: [insérer le numéro de l'Appel d'Offres]
 Avis d'appel d'offres No.: [insérer le numéro de l'avis d'Appel d'Offres]
 Variante No. : [insérer le numéro d'identification si cette offre est proposée pour une variante]

Pays de l'Acheteur _____ Monnaie de l'offre en conformité avec l'Article 15 des IS _____

| 1 | 2 | 3 | 4 | 5 | 6 | 7 | 8 | 9 | 10 |
|------------------------------|---------------------------------------------|--------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------|--------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------------------------|
| Article | Description | Date de livraison selon définition des Incoterms | Quantité (Nb. d'unités) | Prix unitaire EXW | Prix total EXW par article (cols.4 x 5) | Prix unitaire du transport terrestre et autres services requis dans le pays de l'Acheteur pour acheminer les fournitures jusqu'à destination finale comme indiquée aux DPAO | Coût Main-d'oeuvre locale, matières premières et composants provenant du Pays de l'Acheteur % de Col.5 | Taxe de vente et autres taxes si le marché est attribué (selon IS 14.8(a)(ii)) | Prix total par article (col 6+7) |
| [insérer le No de l'article] | [Insérer l'identification de la fourniture] | [insérer la date de livraison offerte] | [insérer la quantité et l'identification de l'unité de mesure] | [insérer le prix unitaire EXW pour l'article] | [insérer le prix total EXW pour l'article] | [insérer le prix correspondant pour l'article] | [insérer le coût Main-d'oeuvre locale, matières premières et composants provenant du Pays de l'Acheteur % du prix EXW pour l'article] | [insérer le montant total par article des taxes de vente et autres taxes payées ou à payer si le marché est attribué] | [insérer le prix total pour l'article] |
| | | | | | | | Prix total | | [insérer le prix total] |

Nom du Soumissionnaire [insérer le nom du Soumissionnaire] Signature [insérer signature], Date [insérer la date]

Date [insérer la date de l'offre]

Bordereau des prix et calendrier d'exécution des Services connexes

Monnaie de l'offre en conformité avec l'Article
15 des IS

Date [insérer la date (jour, mois, année) de remise de
l'offre]

AOI No.: [insérer le numéro de l'Appel d'Offres]

Avis d'appel d'offres No.: [insérer le numéro de l'avis
d'Appel d'Offres]

Variante No. : [insérer le numéro d'identification si cette
offre est proposée pour une variante]

| 1 | 2 | 3 | 4 | 5 | 6 | 7 |
|-------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------------------------|---------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------|--------------------------------------------------|-----------------------------------------------|
| Article | Description des Services (à l'exclusion du transport terrestre et autres services requis dans le pays de l'Acheteur pour acheminer les fournitures jusqu'à destination finale) | Pays d'origine | Date de réalisation au lieu de destination finale | Quantité (Nb. d'unités) | Prix unitaire | Prix total par article (Col. 5*6) |
| <i>[insérer le No de l'article]</i> | <i>[Insérer l'identification du service]</i> | <i>[insérer le pays d'origine]</i> | <i>[insérer la date de réalisation offerte]</i> | <i>[insérer la quantité et l'identification de l'unité de mesure]</i> | <i>[insérer le prix unitaire pour l'article]</i> | <i>[insérer le prix total pour l'article]</i> |
| | | | | | | |
| | | | | | | |
| | | | | | | |
| | | | | | | |
| | | | | | Prix total | <i>[insérer le prix total]</i> |

Nom du Soumissionnaire *[insérer le nom du Soumissionnaire]* Signature *[insérer signature]* Date *[insérer la date]*

Modèle de garantie d'offre (garantie bancaire)

[La banque remplit ce modèle de garantie d'offre conformément aux indications entre crochets]

[insérer le nom de la banque, et l'adresse de l'agence émettrice]

Bénéficiaire : *[insérer nom et adresse de l'Acheteur]*

Date : *[insérer date]*

Variante : *[insérer identification s'il s'agit d'une offre variante]*

Garantie d'offre no. : *[insérer No de garantie]*

Garant: *[insérer le nom de la banque, et l'adresse de l'agence émettrice, sauf si cela figure à l'en-tête]*

Nous avons été informés que *[insérer numéro du Marché]* (ci-après dénommé « le Soumissionnaire ») a répondu à votre appel d'offres no. *[insérer no de l'avis d'appel d'offres]* pour la fourniture de *[insérer description des fournitures]* et vous a soumis ou vous soumettra son offre en date du *[insérer date du dépôt de l'offre]* (ci-après dénommée « l'Offre »).

En vertu des dispositions du dossier d'Appel d'offres, l'Offre doit être accompagnée d'une garantie d'offre.

A la demande du Soumissionnaire, nous *[insérer nom de la banque]* nous engageons par la présente, sans réserve et irrévocablement, à vous payer à première demande, toutes sommes d'argent que vous pourriez réclamer dans la limite de *[insérer la somme en chiffres dans la monnaie du pays de l'Acheteur ou un montant équivalent dans une monnaie internationale librement convertible]*. _____ *[insérer la somme en lettres]*.

Votre demande en paiement doit être accompagnée d'une déclaration attestant que le Soumissionnaire n'a pas exécuté une des obligations auxquelles il est tenu en vertu de l'Offre, à savoir :

- a) s'il retire l'Offre pendant la période de validité qu'il a spécifiée dans la lettre de soumission de l'offre; ou
- b) si, s'étant vu notifier l'acceptation de l'Offre par l'Acheteur pendant la période de validité telle qu'indiquée dans la lettre de soumission de l'offre ou prorogée par l'Acheteur avant l'expiration de cette période, il:
 - (i) ne signe pas le Marché ; ou
 - (ii) ne fournit pas la garantie de bonne exécution du Marché, s'il est tenu de le faire ainsi qu'il est prévu dans les Instructions aux soumissionnaires.

La présente garantie expirera (a) si le marché est octroyé au Soumissionnaire, lorsque nous recevons une copie du Marché signé et de la garantie de bonne exécution émise en votre nom, selon les instructions du Soumissionnaire ; ou (b) si le Marché n'est pas octroyé au Soumissionnaire, à la première des dates suivantes : (i) lorsque nous recevons copie de votre notification au Soumissionnaire du nom du soumissionnaire retenu, ou (ii) vingt-huit (28) jours après l'expiration de l'Offre.

Toute demande de paiement au titre de la présente garantie doit être reçue à cette date au plus tard.

La présente garantie est régie par les Règles uniformes de la Chambre de Commerce Internationale 2010 (CCI) relatives aux garanties sur demande, Publication CCI no : 758.

Nom : *[nom complet de la personne signataire]* Titre *[capacité juridique de la personne signataire]*

Signé *[signature de la personne dont le nom et le titre figurent ci-dessus]*

Note : le texte en italiques est pour l'usage lors de la préparation du formulaire et devra être supprimé de la version officielle finale.

Modèle d'autorisation du Fabricant

[Le Soumissionnaire exige du Fabricant qu'il prépare cette lettre conformément aux indications entre crochets. Cette lettre d'autorisation doit être à l'en tête du Fabricant et doit être signée par une personne dûment habilitée à signer des documents qui engagent le Fabricant. Le Soumissionnaire inclut cette lettre dans son offre, si exigé dans les DPAO]

Date *[insérer la date (jour, mois, année) de remise de l'offre]*

AOI No.: *[insérer le numéro de l'Appel d'Offres]*

Avis d'appel d'offres No.: *[insérer le numéro de l'avis d'Appel d'Offres]*

Variante No. : *[insérer le numéro d'identification si cette offre est proposée pour une variante]*

A: *[insérer nom complet de l'Acheteur]*

ATTENDU QUE :

[insérer le nom complet du Fabricant] sommes fabricant réputé de *[indiquer les fournitures produites]* ayant nos usines *[indiquer adresse complète de l'usine]*

Nous autorisons par la présente *[indiquer le nom complet du Soumissionnaire]* à présenter une offre, et à éventuellement signer un marché avec vous pour l'Appel d'Offres N° *[insérer le numéro de l'Appel d'Offres]* pour ces fournitures fabriquées par nous.

Nous confirmons toutes nos garanties et nous nous portons garants conformément à la Clause 28 du Cahier des Clauses générales pour les fournitures offertes par l'entreprise ci-dessus pour cet Appel d'Offres.

Nom *[insérer le nom complet de la personne signataire de l'autorisation]*

En tant que *[indiquer la capacité du signataire]*

Signature *[insérer la signature]*

Dûment habilité à signer l'habilitation pour et au nom de *[insérer le nom complet du Fabricant]*

En date du _____ jour de _____ *[Insérer la date de signature]*

Section V. Pays éligibles

Éligibilité en matière de passation des marchés de fournitures, travaux et Services financés par la Banque mondiale.

Aux fins d'information des emprunteurs et des soumissionnaires, en référence aux articles 4.7 et 5.1 des IS, les firmes, biens et services des pays suivants ne sont pas éligibles pour concourir dans le cadre de ce projet :

- (a) au titre du paragraphe 1.8 (a) (i) des Directives:

[« aucun »

- (b) au titre du paragraphe 1.8 (a)(ii) des Directives:

« aucun »

Section VI. Règles de la Banque en matière de Fraude et Corruption

Directives de Passation des marchés de biens, travaux et services (autres que les services de consultants) financés par les prêts de la BIRD, et les dons et crédits de l'AID aux Emprunteurs de la Banque mondiale, Janvier 2011 :

« Fraude et Corruption »

1.16 La Banque a pour principe, dans le cadre des marchés qu'elle finance, de demander aux Emprunteurs (y compris les bénéficiaires de ses prêts) ainsi qu'aux soumissionnaires, fournisseurs, prestataires de services, entrepreneurs et leurs agents (déclarés ou non), personnel, sous-traitants et fournisseurs d'observer, lors de la passation et de l'exécution de ces marchés, les règles d'éthique professionnelle les plus strictes². En vertu de ce principe, la Banque

- a) aux fins d'application de la présente disposition, définit comme suit les expressions suivantes :
 - (i) est coupable de "corruption" quiconque offre, donne, sollicite ou accepte, directement ou indirectement, un quelconque avantage en vue d'influer indûment sur l'action d'une autre personne ou entité ; le terme « une autre personne ou entité » fait référence à un agent public agissant dans le cadre de l'attribution ou de l'exécution d'un marché public et inclut le personnel de la Banque et les employés d'autres organisations qui prennent des décisions relatives à la passation de marchés ou les examinent;
 - (ii) se livre à des «manœuvres frauduleuses» quiconque agit, ou dénature des faits, délibérément ou par négligence grave, ou tente d'induire en erreur une personne ou une entité afin d'en retirer un avantage financier ou de toute autre nature, ou se dérober à une obligation (le terme «personne » ou « entité» fait référence à un agent public agissant dans le cadre de l'attribution ou de l'exécution d'un marché public; les termes « avantage » et « obligation » se réfèrent au processus d'attribution ou à l'exécution du marché, et le terme « agit » se réfère à toute action ou omission destinée à influencer sur l'attribution du marché ou son exécution);
 - (iii) se livrent à des «manœuvres collusoires» les personnes ou entités qui s'entendent afin d'atteindre un objectif illicite, notamment en influant indûment sur l'action d'autres personnes ou entités (le terme « personnes ou entités » fait référence à toutes les personnes ou entités qui participent au processus d'attribution des marchés, soit en tant qu'attributaires potentiels, soit en tant qu'agents publics, et entreprennent d'établir le montant des offres à un niveau artificiel et

² Dans ce contexte, toute action d'un soumissionnaire, fournisseur, entrepreneur ou de son personnel, ses agents ou sous-traitants, fournisseurs de biens ou services et/ou leurs employés destinée à influencer sur l'attribution ou l'exécution d'un marché en vue d'obtenir un avantage illicite est par nature inappropriée.

non compétitif et qui tentent soit elles-mêmes, soit par l'intermédiaire d'une personne ou entité ne participant pas au processus de passation des marchés, de simuler la concurrence ou de fixer le montant des offres à un niveau artificiel ou non-compétitif, ou qui se tiennent au courant du montant ou des autres conditions de leurs offres respectives) ;

- (iv) se livre à des «manœuvres coercitives» quiconque nuit ou porte préjudice, ou menace de nuire ou de porter préjudice, directement ou indirectement, à une personne ou à ses biens en vue d'en influencer indûment les actions (le terme « personne » fait référence à toute personne qui participe au processus d'attribution des marchés ou à leur exécution); et
- (v) et se livre à des « manœuvres obstructives »
 - (aa) quiconque détruit, falsifie, altère ou dissimule délibérément les preuves sur lesquelles se base une enquête de la Banque en matière de corruption ou de manœuvres frauduleuses, coercitives ou collusives, ou fait de fausses déclarations à ses enquêteurs destinées à entraver son enquête; ou bien menace, harcèle ou intimide quelqu'un aux fins de l'empêcher de faire part d'informations relatives à cette enquête, ou bien de poursuivre l'enquête; ou
 - (bb) celui qui entrave délibérément l'exercice par la Banque de son droit d'examen tel que stipulé au paragraphe 1.16 (e) ci-dessous; et
- b) rejettera la proposition d'attribution du marché si elle établit que le soumissionnaire auquel il est recommandé d'attribuer le marché est coupable de corruption, directement ou par l'intermédiaire d'un agent, ou s'est livré à des manœuvres frauduleuses, collusoires, coercitives ou obstructives en vue de l'obtention de ce marché;
- c) déclarera la passation du marché non-conforme et annulera la fraction du prêt allouée à celui-ci si elle détermine, à un moment quelconque, que les représentants de l'Emprunteur ou d'un bénéficiaire du prêt s'est livré à la corruption ou à des manœuvres frauduleuses, collusoires ou coercitives pendant la procédure de passation du marché ou l'exécution du marché sans que l'Emprunteur ait pris, en temps voulu et à la satisfaction de la Banque, les mesures nécessaires pour remédier à cette situation, y compris en manquant à son devoir d'informer la Banque lorsqu'il a eu connaissance de telles manœuvres;
- d) sanctionnera une entreprise ou un individu, à tout moment et conformément aux procédures de sanctions de la Banque³, y compris en déclarant publiquement l'exclusion de l'entreprise ou de l'individu pour une période indéfinie ou déterminée (i) de toute

³ Une entreprise ou un individu pourra être déclaré exclu de l'attribution d'un marché financé par la Banque à l'issue des procédures de sanctions de la Banque telles que définies, y compris, entre-autres : (i) la suspension temporaire ou la suspension temporaire préalable correspondant au processus de sanctions en cours d'examen; (ii) l'exclusion conjointe telle que convenue avec les autres institutions financières internationales, y compris les banques multilatérales de développement ; et (iii) les procédures de sanctions administratives dans le cadre de la passation des marchés exécutés par le Groupe de la Banque mondiale en cas de fraude et corruption.

attribution des marchés financés par la Banque, et (ii) de toute désignation⁴ comme sous-traitant, consultant, fabricant ou fournisseur de biens ou prestataire de services d'une entreprise par ailleurs éligible à l'attribution d'un marché financé par la Banque ;

- e) pourra exiger que les dossiers d'appel d'offres et les marchés financés par la Banque contiennent une disposition requérant des soumissionnaires, fournisseurs et entrepreneurs qu'ils autorisent la Banque à examiner les documents et pièces comptables et autres documents relatifs à la soumission de l'offre et à l'exécution du marché et de les soumettre pour vérification à des auditeurs désignés par la Banque.

⁴ Un sous-traitant, consultant, fabricant ou fournisseur de biens ou services (différents intitulés sont utilisés en fonction de la formulation du dossier d'appel d'offres) désigné est une entreprise ou un individu qui (i) fait partie de la demande de pré qualification ou de l'offre du soumissionnaire compte tenu de l'expérience spécifique et essentielle et du savoir-faire qu'il apporte afin de satisfaire aux conditions de qualification pour une offre déterminée ; ou (ii) a été désigné par l'Emprunteur.

DEUXIÈME PARTIE - Conditions d'Approvisionnement des Fournitures

Section VII. Liste des fournitures, Calendrier de livraison, Spécifications techniques et Plans

Table des matières

| | |
|--------------------------------------------------------------------------|-----------|
| 1. Liste des Fournitures et Calendrier de livraison | 66 |
| 2. Liste des Services connexes et Calendrier de réalisation | 67 |
| 3. Spécifications techniques..... | 68 |
| 4. Plans | 84 |
| 5. Inspections et Essais..... | 85 |

1. Liste des Fournitures et Calendrier de livraison

| Article No. | Description des Fournitures | Quantité (Nb. d'unités) | Unité | Site (projet) ou Destination finale comme indiqués aux DPAO | Date de livraison (selon les Incoterms) | | |
|-------------|-----------------------------|-------------------------|-------|-------------------------------------------------------------|-----------------------------------------|--------------------------------|--------------------------------------------------------------------------------------|
| | | | | | Date de livraison au plus tôt | Date de livraison au plus tard | Date de livraison offerte par le Soumissionnaire [à indiquer par le Soumissionnaire] |
| | | | | | | | |

2. Liste des Services connexes et Calendrier de réalisation

| Article No. Service | Description du Service | Quantité | Unité phy- sique | Site ou lieu où les Ser- vices doi- vent être exécutés | Date finale de réa- lisation des Ser- vices |
|------------------------|------------------------|----------|---------------------|--------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------|
| | | | | | |
| | | | | | |

3. Spécifications techniques

**MISE EN PLACE ET INSTALLATION D'UN SYSTEME INTEGRE D'ARCHI-
VAGE NUMERIQUE ET DE GESTION ELECTRONIQUE DES DOCUMENTS**

OBJECTIF GLOBAL : Le présent cahier des charges devrait permettre au PRAPS de choisir une solution ainsi qu'un intégrateur pour la mise en place d'un système d'information de type ECM : Entreprise Content Management (SI-ECM) couvrant les modules suivants :

- ✓ Portail Intranet ;
- ✓ Gestion électronique des documents ;
- ✓ Traitements documentaires ;
- ✓ Business Process Management ;
- ✓ Archivage numérique ;

Objectifs spécifiques : il s'agit de fournir les services suivants :

- ✓ Fourniture d'une solution d'archivage numérique intégrant les 03 modules (SAE-GED-INTRANET) avec Licence non expiable ;
- ✓ Procéder à l'installation techniques (déploiement, paramétrage, configuration nécessaire au bon fonctionnement du système et permettant l'accès au système a travers le réseau du PRAPS) ;
- ✓ Installation effective des modules de SAE, de dématérialisation de Processus et du portail Intranet documentaire ;
- ✓ Procéder à la création des comptes utilisateurs avec des rôles spécifiques à chaque utilisateurs ou groupes d'utilisateurs ;
- ✓ Procéder à la formation des utilisateurs administrateurs et utilisateurs finaux ;
- ✓ Assurer une assistance technique pour le bon fonctionnement du système mis en place.

L'enjeu principal du projet est d'améliorer l'efficacité opérationnelle, instaurer la culture de partage et de la collaboration au sein de l'entreprise ainsi que de minimiser les risques opérationnels. Ceci passe par :

- ✓ L'informatisation et la dématérialisation des processus clés de l'entreprise ;
- ✓ Une gestion documentaire centralisée ;
- ✓ La mise en place d'un portail intranet documentaire ;
- ✓ L'amélioration des processus métiers pour une réduction des délais et des retards de traitement, améliorer les reportings, assurer une meilleure communication entre les différentes équipes, promouvoir le travail collaboratif ... ;

- ✓ La réduction des risques opérationnels et le renforcement de la sécurité : réduire le risque de perte d'information, assurer une meilleure gestion documentaire (confidentialité, traçabilité, suivi, contrôle d'accès, etc.).

Le périmètre de la solution devra englober :

Domaine 1 : la Gestion Electronique des Documents :

- ✓ La bibliothèque de documents
- ✓ La capture et le scan des documents
- ✓ Le workflow de traitement documentaire

La solution devra permettre de :

- ✓ Gérer la notion de typologie, à titre d'exemple :
- ✓ Catégorie : Documents Clients, Documents Partenaires, ... ;
- ✓ Sous-catégorie : Demande de branchement, ... ;
- ✓ Gérer les notions de valeur et de criticité des documents : valeur juridique, valeur institutionnelle (image...), valeur commerciale, valeur de Gestion... Sachant qu'un document peut, à titre d'exemple, avoir à la fois une valeur juridique et une valeur institutionnelle, ... ;
- ✓ Gérer graphiquement les types de dossiers et de documents, les colonnes des vues, les différents formulaires (affichage, création, modification, recherche, etc.) et tout autre aspect du logiciel pour le personnaliser au besoin ;
- ✓ Permettre la création et l'affectation de champ personnalisé (texte, liste, case à cocher, etc....) à un document ;
- ✓ Gérer plusieurs formats de documents : Texte (Word, pdf...), images (Jpeg...), audio, vidéo... ;
- ✓ Acquérir ou créer des documents numériques ;
- ✓ Acquérir des documents numériques à travers le scan (exemple : courrier entrant reçu au bureau d'ordre...) : ces documents ne seront donc pas modifiables lors de leur traitement ;
- ✓ Acquérir des documents numériques depuis d'autres systèmes (exemple : contrats Clients et pièces justificatives correspondantes numérisées) OU s'intégrer avec ces systèmes pour gérer les opérations de numérisation ;
- ✓ Créer de nouveaux documents (exemple : saisie de contrats fournisseurs) : ces documents peuvent être l'objet d'un workflow de validation qui devra être géré au niveau de la solution, auquel cas, cette dernière devra gérer les versions suite à toute opération de modification... ;
- ✓ De compresser les documents ;
- ✓ Acquérir des documents numériques à travers le scan (exemple : courrier entrant reçu au bureau d'ordre...) ;
- ✓ Numériser des documents papiers reçus (par exemple, courrier entrant...) ;
- ✓ Enrichir manuellement les métadonnées de ces documents : date de réception, type du document, mots clés pour les recherches documentaires... ;
- ✓ Enrichir automatiquement les métadonnées de ces documents : Reconnaissance Automatique des Documents (RAD) ayant la même mise en forme (pièces d'identité, factures Clients...), Lecture Automatique des Documents (LAD)... ;
- ✓ Permettre l'Extraction de données depuis des formulaires et des tableaux ;

- ✓ Permettre le traitement d'image ayant pour but d'améliorer la qualité des documents et la précision de la reconnaissance de caractères (OCR).
- ✓ Supporter la conversion en Full text des documents numérisés ;
- ✓ Fournir la possibilité de joindre des notes, des annotations, des e-mails et autres documents à un document original numérisé sans refaire la numérisation du document ;
- ✓ Intégrer des documents électroniques existants : fichiers bureautique, pdf, images... ;
- ✓ Spécifier si le document est une copie révisable, ou une version définitive de diffusion ;
- ✓ Dans le cas de copies révisables, déclencher un circuit de revue et de validation, conformément à un workflow pré paramétré, et fonction de la nature du document...
- ✓ Classer les documents dans les espaces adéquats, accessibles aux utilisateurs prévus, créer éventuellement des dossiers numériques regroupant plusieurs documents (correspondant à des dossiers physiques)
- ✓ Indexer les documents selon ces métadonnées : référence, catégorie, titre, nom...
- ✓ Indexer les documents par mots clés pour faciliter les recherches
- ✓ Fournir des moyens pour stocker des objets provenant de différents répertoires sur des supports physiques distincts ;
- ✓ Stocker les documents dans leurs formats de fichier d'origine, natif, et non pas dans un format propriétaire ;
- ✓ Fournir un mécanisme d'exportation en masse du contenu dans un format non propriétaire.
- ✓ Fournir des moyens de migration des objets d'un entrepôt à un autre
- ✓ Crypter les données au niveau de la base de données et au niveau de l'entrepôt de fichiers ;
- ✓ Gérer les droits d'accès au document (individuel, groupe, etc.)
- ✓ Organiser l'espace de stockage, selon le contenu des documents, leur catégorie et selon les départements...
- ✓ Gérer la notion de durée de conservation des documents
- ✓ Alimenter l'archive numérique pour les documents à conserver pour raisons légales ;
- ✓ Fournir aux administrateurs de reporting utiles permettant de gérer les espaces de stockage : volume des documents, criticité, fréquence de consultation... ;
- ✓ Proposer aux administrateurs des actions visant à optimiser l'utilisation de l'espace de stockage ;
- ✓ Créer des règles de gestion (lors de l'ajout, modification, suppression d'un tel document dans un répertoire spécifique, on déclenche automatiquement une action par exemple envoi mail, lancement d'un workflow, changement de statut, etc.) ;
- ✓ Rechercher du contenu (document ou dossier) par des formulaires configurables spécifiques à chaque type ou à travers un champ de recherche rapide affiché dans tous les écrans de la solution ;

- ✓ Afficher le contenu en se basant sur des filtres d'accès rapide : « Documents en cours de modification », « Documents ajoutés récemment », « Documents mis à jour récemment », « Documents favoris », etc.
- ✓ Support de l'import simple ou multiple de document à travers un simple glisser / déplacer.
- ✓ Paramétrer des workflows, de manière illimitée, traitement documentaire pour les documents révisables, possibilité pour que cette tâche soit effectuée par des utilisateurs non techniques autorisés
- ✓ Être intégrable à un annuaire Active Directory
- ✓ Selon la catégorie et la nature du document Paramétrer des workflows de validation de la diffusion, possibilité pour que cette tâche soit effectuée par des utilisateurs non techniques autorisés.
- ✓ Selon la catégorie et la nature du document Paramétrer les délais de traitement au niveau de chaque étape du workflow, tenir compte des jours ouvrables / jours fériés dans le moteur de workflow
- ✓ Paramétrer une procédure d'escalade / réacheminement automatique en cas de dépassement de délai ;
- ✓ Autoriser les notifications et les alertes par email, SMS...
- ✓ Initier un workflow reparamétré à la création du document
- ✓ Définir le circuit à suivre par le document (exemple : un courrier entrant), en cas d'absence de workflow pré paramétré
- ✓ Suivre les traitements documentaires ;
- ✓ Au niveau de chaque utilisateur / groupe utilisateurs, visualiser les tâches qui lui sont assignées, les prendre en charge
- ✓ Générer des reportings, avec plusieurs axes d'analyse, à titre d'exemple : Propriétaire de Workflow, contributeur, gestionnaire ;
- ✓ Type de l'objet de contenu, objet de contenu, etc ; Actions terminées ; Actions en attente ; Actions redirigées ; Actions en cours / actions en souffrance ; Etc.
- ✓ Gérer les numéros de version à chaque modification de document, selon des règles pré définies
- ✓ Conserver l'ensemble des versions pour une durée pré définie
- ✓ Gérer les copies de documents
- ✓ Visualiser toutes les modifications de contenu dans une version précédente de l'objet contenu
- ✓ Fournir des outils pour restaurer une version antérieure (roll-back) d'un objet de contenu approuvé ;
- ✓ Verrouiller toutes les versions précédentes des objets de contenu pour empêcher la révision ;
- ✓ Mettre en attente certains processus et de les réactiver suite à la réception d'un signal. Ce signal devra émis par un autre processus et pourra être porteur de données (Exemple : mise en arrêt d'un processus en attente de la clôture d'un autre processus comme un processus d'approbation, processus d'encaissement ou de résolution de litige).
- ✓ Générer des valeurs processus uniques pour les utiliser par exemple comme identifiant unique et universel (référence d'une demande de raccordement, d'une demande d'achat, d'une réclamation, etc.)

- ✓ Gérer les formulaires interactifs qui permettent d'afficher / cacher des sections dans le formulaire selon une combinaison de critères bien définie
- ✓ Créer des processus imbriqués (permettre de lancer des sous-processus)
- ✓ Créer des listes dépendantes alimentées d'une façon statique (liste des valeurs) ou bien dynamiquement depuis un web service.
- ✓ Créer des règles de contrôle de saisie sur les champs du formulaire de tâche. Ces règles doivent être statiques ou dynamiques (se basant sur des valeurs du processus. Exemple : n'autoriser qu'une date inférieure à 30 jours après la réception d'un document)
- ✓ Permettre d'attacher un/des document(s) au processus pour assurer une intégration native entre la GED et le workflow.
- ✓ Créer un workflow par un utilisateur, par un autre workflow, suite à une action dans la GED (règle de gestion) ou bien d'une façon spontanée lors du scan d'un document (exemple : initiation d'un processus de traitement réclamation client dès la réception d'un courrier réclamation)
- ✓ Afficher une grille dans le formulaire de la tâche utilisateur pour gérer les variables multilignes et multicolonne (comme la liste des prestations avec des quantités et des dates) ;
- ✓ Paramétrer des workflows de validation de la diffusion, possibilité pour que la tâche soit effectuée à un ou plusieurs utilisateurs, un ou plusieurs groupes des utilisateurs et en mode partagé ou bien parallèle ;
- ✓ Visualiser les définitions de processus en mode lecture seule
- ✓ Rechercher un processus lancé en utilisant une ou plusieurs propriété(s) spécifique(s).
- ✓ Notifier les utilisateurs de leurs tâches en retard.
- ✓ Gérer le déploiement automatique des workflows grâce à un moteur de workflow compatible BPMN 2.0
- ✓ Gérer graphiquement toutes les fonctionnalités précédentes.

La solution devra permettre de :

- ✓ Effectuer des recherches de documents (à travers un moteur de recherche intégré) ;
- ✓ Accéder aux documents adéquats, selon les droits attribués et règles de sécurité ;
- ✓ Gérer les droits de lecture / écriture / modification / suppression pour les profils utilisateurs ;
- ✓ La solution doit permettre la diffusion, la traçabilité, la fiabilité, la confidentialité, l'archivage ainsi que l'historique de l'ensemble des courriers et documents reçus ou émis et gérés par une structure
- ✓ Garantir l'Enregistrement rapide du courrier entrant et sortant de l'entreprise ;
- ✓ Gérer tout type de courrier et de toute taille;
- ✓ Distribuer de façon nominative, ou auprès d'un groupe, ou d'un service;
- ✓ Piloter la distribution de nos courriers et documents avec la plus grande précision.
- ✓ Informer, relancer et notifier automatiquement par e-mail.
- ✓ Générer automatiquement les rapports, listes, ou tout autre document
- ✓ Transformer toutes les données en indicateurs de gestion.

- ✓ Garantir la gestion des échéances.
- ✓ Assurer le classement et la recherche des courriers et des documents.
- ✓ Tracer l'information, de l'arrivée à la réponse de chaque courrier.
- ✓ Gérer le processus d'approbation / workflow pour toute sorte de contenu :
- ✓ Visualiser le rendu du contenu à publier/diffuser avant son approbation/publication ;
- ✓ supporter le « mode révision » (commentaires / annotation)
- ✓ Gérer le workflow d'approbation. Le workflow doit être paramétrable pour soutenir les différents états du contenu lors de la création (par exemple : brouillon, en attente d'approbation, approuvé, publié, archivé)
- ✓ Paramétrer des workflows d'approbation selon l'importance du contenu devant être publié (urgent, normal, ...)

Domaine 2 : l'archivage numérique :

Pour des raisons de sécurité, les documents d'archives, etc., doivent être archivés de manière structurée, efficace et systématique tout en assurant la traçabilité, l'intégrité, la sécurité et la pérennité des informations mais également le respect des exigences légales. Cette fonction devrait collecter, organiser, classer les dossiers, gérer les droits d'accès, et de faciliter la préservation, la récupération, l'utilisation et la disposition des documents.

La solution devra permettre de :

- La gestion de l'archive légale ;
- Autoriser les administrateurs et les utilisateurs habilités à créer, appliquer, consulter ou supprimer les contraintes légales d'archivage (ordre de retenue) de documents en fonction de la rétention légale nécessaire ;
- Permettre à un administrateur de créer et de maintenir des calendriers de rétention ;
- Permettre aux utilisateurs de classer manuellement les enregistrements et/ou permettre le classement automatiquement sur la base d'un moteur de règles ;
- Permettre de classer les dossiers comme protégés ou verrouillés afin d'empêcher la modification du document par tout utilisateur (les contrats par exemple) ;
- Permettre de récupérer le fichier de contenu original dans son format d'origine à tout moment avant la purge consensuelle ou la suppression dure de fichier de contenu ;
- Permettre d'assigner des dossiers prêts pour suppression, dans les calendriers de rétention, au processus de vérification approprié pour l'approbation de la suppression définitive ;
- Supporter la vérification en plusieurs étapes des dossiers avant la disposition d'un document ;
- Appliquer le plan de classement et le calendrier de conservation ;
- Fournir une piste d'audit suffisamment détaillée pour les dossiers permanents pour répondre aux exigences de conservation des documents électroniques ;
- Eliminer ou disposer des documents qui dépassent leurs périodes de conservation correctement ;
- Fournir les indicateurs d'état pour le réglage des états de disposition et des déclencheurs de rétention pour plusieurs catégories :
 - Objet contenu actif/verrouillé ou ouvert/fermé ;
 - Objet temporairement archivé ;
 - Objet archivé de façon permanente ;
 - Date de la dernière action marquée sur l'objet ;

- Objet supprimé ; Objet détruit ; Objet détruit / supprimé mais des valeurs des éléments de métadonnées sont conservées ; Objet réactivé, déverrouillé.

Domaine 3, l’Intranet :

La solution devra permettre de :

- ✓ De permettre la communication interne ;
- ✓ De fournir une base de connaissances interne et le travail collaboratif ;
- ✓ De fournir un espace personnalisé
- ✓ Diffuser des documents à travers l’Intranet ;
- ✓ Diffuser des documents à travers l’Internet ;
- ✓ Diffuser des documents à travers la messagerie ;
- ✓ Diffuser des documents en mode « Pull » : les documents sont mis à disposition des utilisateurs habilités dans les espaces adéquats
- ✓ Diffuser des documents en mode « Push » : envoyer les documents à des utilisateurs désignés

Le portail Intranet devrait améliorer la collaboration entre les services du PRAPS, de rationaliser la création et la gestion du contenu de l’intranet, et d’accroître la participation des employés dans le processus de création de contenu.

En outre, le portail Intranet devrait être l’espace privilégié par lequel les employés se connectent à l’intranet, et les autres Systèmes d’Information (lien / accès aux différents systèmes et applications...).

La solution devra couvrir la communication interne, l’espace des collaborateurs, moteur de recherche, ...

La solution doit permettre de :

- Afficher des informations générales sur PRAPS, son organisation, le conseil d’administration, les résultats financiers ...
- Diffuser des nouvelles (résultats financiers au cours de la dernière période, RH, des articles, des projets en cours, événements ...)
- Partager un calendrier de l’équipe : jalons importants ...
- Afficher l’organigramme et l’organisation du PRAPS
- Gérer les modèles, la couche de présentation et les feuilles de style
- Contrôler la qualité de l’intranet :
 - Maintenir l’intégrité des liens internes au sein du portail
 - Vérifier les liens internes dans les collections de contenus publiées et les rafraîchir à travers le portail
 - Appliquer des processus de validation obligatoires (par exemple, pour le respect de l’accessibilité, le poids de la page, liens brisés, les valeurs des métadonnées) en natif...

La solution doit permettre de :

- Personnaliser l’interface au niveau de chaque utilisateur, y compris la sélection et le tri des éléments de contenu et d’applications
- Afficher les appels à la candidature pour le recrutement interne avec la possibilité de postuler et de suivre l’avancement de la candidature
- Visualiser les séminaires et le calendrier de formation

Moteur de recherche

La solution doit permettre de :

- Rechercher un contenu ;
- Offrir une capacité de recherche complète
- Fournir un outil facile à utiliser pour une recherche rapide, nécessitant un minimum de filtre à renseigner par l'utilisateur
- Supporter la vérification d'orthographe des critères de recherche
- Fournir une interface graphique permettant aux utilisateurs de parcourir le système selon les privilèges de sécurité et les droits des utilisateurs sans entreprendre une recherche formelle
- Supprimer les références en double des résultats de recherche
- Avoir la capacité de regrouper les résultats dans des catégories basées sur les valeurs des éléments de métadonnées et taxonomies définies
- Donner la main aux utilisateurs pour limiter le nombre de résultats d'une recherche à un nombre déterminé (par exemple : top 10)
- Afficher le nombre de correspondances à une recherche
- Afficher le classement basé sur la pertinence et afficher le pourcentage à côté de chaque résultat
- Afficher la pertinence des résultats de recherche pour les utilisateurs sous forme graphique
- Afficher les résultats de recherche dans le contexte (afficher le paragraphe contenant les mots clés recherchés)
- Mettre en surbrillance les éléments du résumé des résultats de recherches et qui correspondent aux critères de recherche
- Permettre aux utilisateurs d'imprimer les résultats de recherche
- Fournir la capacité pour les utilisateurs d'enregistrer, de nommer et de partager des recherches avec d'autres utilisateurs et groupes d'utilisateurs spécifiques en fonction des profils et des droits d'accès afférents.
- Fournir la capacité pour les utilisateurs finaux de naviguer vers l'avant et vers l'arrière sur les pages successives de résultats de recherche qui peuvent être affichés dans un écran différent ;
- Avoir la possibilité de filtrer les résultats de recherche
- Permettre la recherche de résultats de recherche enregistrés avec des critères supplémentaires
- Générer un rapport sur le nombre total de recherches sur la période définie
- Enregistrer et faire rapport sur le nombre de recherches retourner aucun résultat ainsi que les critères de recherche
- Produire des rapports indiquant le nombre de résultats retournés contre les termes de recherche en cluster
- Avoir la capacité du système à intégrer des écrans de recherche simples et avancées et les écrans de résultat dans l'interface utilisateur
- Fournir une interface utilisateur unique qui est capable de rechercher simultanément plusieurs référentiels et de collationner les résultats
- Retourner les résultats de recherche en fonction des privilèges d'accès des utilisateurs ;

- Enregistrer la requête de recherche ;
- Recherche en full texte

La solution doit permettre de :

- Créer des groupes de travail, confidentiels (visibles uniquement aux membres du groupe), publics....
- Offrir la possibilité aux employés de demander à rejoindre un groupe de travail, à condition qu'il soit public
- Offrir la possibilité à l'administrateur ayant créé le groupe d'inviter des membres
- Partager du contenu (texte, fichiers, images...) avec les membres d'un groupe
- Initier une discussion avec les membres d'un groupe
- Partager avec l'ensemble des employés une information utile, un retour sur expérience, sous réserve de la validation d'un administrateur
- Gérer les chats entre utilisateurs du PRAPS ;
- Permettre la notification des membres d'un groupe (par email)
- Partager les connaissances (fichiers, texte...) avec l'ensemble des utilisateurs / un groupe d'employés...
- Gérer les FAQ (Frequently Asked Questions)

Administration

Utilisateurs / Profiles / Gestion des accès

La solution doit permettre :

- La gestion des accès
- La gestion des groupes d'utilisateurs
- La gestion des profils et habilitation
- La solution doit permettre la gestion import/export des utilisateurs
- La solution doit permettre la synchronisation avec l'annuaire LDAP/AD de l'organisation.

CAHIER DES CHARGES

Aquisition et installation d'un logiciel intégré d'archivage numérique du PRAPS-2 et assistance technique

| | |
|-----------------------------------|--------------------------|
| Type de contrat | Prestation de services |
| Langues requises : | Français |
| Date limite de candidature | Septembre 2023 |
| Durée du contrat | 120H/J |
| Début de mise en œuvre | Dès signature du contrat |
| Financement | PRAPS-2/Banque Mondiale |

Contexte et justification

Le Projet Régional d'Appui au Pastoralisme au Sahel phase II (PRAPS-2) se place dans la continuité de la phase 1 et, constitue pour la Banque mondiale qui finance cette seconde phase, une suite opérationnelle de la Déclaration de Nouakchott sur le Pastoralisme adoptée le 29 octobre 2013. Cette Déclaration appelle à « *sécuriser le mode d'existence et les moyens de production des populations pastorales et à accroître le produit brut des activités d'élevage d'au moins 30% dans les six pays concernés au cours des cinq prochaines années, en vue d'augmenter significativement les revenus des pasteurs dans un horizon de 5 à 10 ans* ». Le PRAPS-2 est structuré comme suit : une Unité Régionale de Coordination (URC) et des Unités nationales de Coordination du Projet (UCP). Le PRAPS-2 concerne six pays sahéliens à savoir : Burkina Faso, Mali, Mauritanie, Niger, Sénégal et Tchad et l'URC est assurée par le CILSS.

Au cours de la phase 1 du PRAPS, chaque Unité de Coordination du Projet (UCP) et l'Unité Régionale de Coordination (URC) ont mis en place chacune un système d'archivage électronique des données, mais sans un lien entre ces différents systèmes. L'accès aux documents archivés a été relevé aussi comme un point faible. Compte tenu de l'impératif de rendre visible et accessible les productions du projet, la mise en place d'un système performant d'archivage numérique s'impose comme une nécessité pour permettre l'archivage des nombreuses productions qui sont réalisées tout au long de la mise en œuvre du projet afin de faciliter leur accès aux différents acteurs.

Du fait que les activités conduites par le PRAPS-2 se déroulant dans six pays, il est important que le programme s'appuie sur une dématérialisation de ses ressources documentaires et de ses procédures. Une telle dématérialisation exige de disposer d'un système performant d'archivage électronique, qui permette notamment de simplifier l'échange des données, de faciliter le travail à distance et/ou collaboratif, de centraliser l'ensemble des productions et de faciliter leur accès. Pour cela, un plan de formation au traitement physique des documents et d'archivage numérique doit être développé sous le leadership de l'URC avec des espace collaboratifs des UCP.

C'est dans ce contexte que l'URC/PRAPS-2 s'est attaché les services d'un consultant pour auditer les systèmes nationaux et régional et proposer des options d'archivage numérique et les démarches afférentes à sa mise en place. Le choix s'est porté sur l'option combinant un système intégré cloud avec un espace collaboratif par pays et l'acquisition des serveurs pour chaque UCP afin de faciliter à la fin du projet de restituer les archives à chacune des entités de tutelle du projet .

La suite du processus prévoit le déploiement de l'option retenue aussi bien au niveau régional que dans les pays et le renforcement des capacités des acteurs pour l'appropriation de ce système. Ainsi pour faciliter la mise en place, l'URC envisage de contractualiser les services d'une firme pour l'acquisition d'un package de progiciels intégrés compatible pour un paramétrage multi-pays et au niveau régional afin d'assurer la cohérence du classement des documents archivés et faciliter leur accessibilité par des outils numériques.

Objectifs et résultats attendus

Objectif global

L'Objectif global de la mission est de mettre en place un système intégré d'archivage numérique référencé au profit du PRAPS-2 pour stocker les productions du projet (documents/rapports/études élaborés etc.) et les rendre accessibles en ligne pour les utilisateurs et les communautés de partage.

Objectifs spécifiques

La prestation du consultant comporte quatre (04) objectifs spécifiques :

Le classement physique des documents avec la mise en place d'un système de codification des salles d'archives, des rayonnages et boîtes d'archives pour une gestion durable ;
La fourniture, le paramétrage et l'installation des progiciels de gestion d'archivage électronique intégré sur cloud avec un espace collaboratif par pays. Ce paramétrage serait effectué conformément aux classements documentaires du PRAPS proposé par l'audit avec la possibilité de transfert sur des serveurs physiques des pays ;
Garantir l'hébergement du système jusqu' en Décembre 2028 ;
Fournir un nom de domaine et garantir un certificat de sécurité SSL ;
La formation des utilisateurs du Système Intégré d'archivage numérique et du suivi de sa mise en opération ;
L'assurance du service après-vente, la maintenance et les mises à jour des progiciels pendant une durée négociée permettant une prise en main complète par le gestionnaire désigné du PRAPS. Ces missions ponctuelles jusqu'à la prise en main totale de l'utilisation ;

Résultats attendus et livrables

Les documents physiques du PRAPS sont classés avec la mise en place d'un système de codification des salles d'archives, des rayonnages et boîte d'archives pour une gestion durable ;
Un logiciel performant d'archivage numérique est installé, paramétré sur la base des spécificités opérationnelles du PRAPS -2 (mise en réseau) et des serveurs mis en service dans chaque UCP ;
L'hébergement du progiciel est garanti jusqu'à décembre 2028 avec un nom de domaine et un certificat de sécurité SSL
Le Système d'archivage Intégré est maîtrisé par les utilisateurs clés du projet au niveau du PRAPS-2 grâce à une formation adéquate et à l'assistance technique de qualité.
Un groupe de personnes est formé à l'administration du système et à l'assistance aux utilisateurs.
A l'issue de sa mission, les manuels de l'utilisateur et de l'administrateur actualisés en langue française sont livrés sur des supports électroniques et physiques (CD, clés...) ;
Le consultant doit disposer d'un système d'assistance locale pour toute la durée de prestation.

Mandat du consultant

1. Traitement physique et Implémentation d'un logiciel d'archivage numérique amélioré

Il s'agit de concert avec la Coordination du projet PRAPS-2, de traiter les documents physiques conformément à un système de codification unique et de paramétrer le logiciel intégré d'archivage numérique au niveau régional avec un espace collaboratif pour les six (6) pays. Ce logiciel de type intégrateur sera doté d'un système d'information de type ECM : Entreprise Content Management (SI-ECM) couvrant les modules suivants conformément aux dossiers d'appels d'offres annexé :

- ✓ Portail Intranet ;
- ✓ Gestion électronique des documents ;
- ✓ Traitements documentaires ;
- ✓ Business Process Management ;
- ✓ Archivage numérique.

Il s'agit spécifiquement de :

- Procéder à un traitement physique des documents suivant un système de codification des salles d'archives, un rayonnage et des boîtes d'archives ;
- Fournir une solution d'archivage numérique intégrant les 03 modules (SAE-GED-INTRANET) avec Licence non expirable ;
- Procéder à l'installation techniques (déploiement, paramétrage, configuration nécessaire au bon fonctionnement du système et permettant l'accès au système à travers le réseau du PRAPS) ;
- Installation effective des modules de SAE, de dématérialisation de Processus et du portail Intranet documentaire ;
- Procéder à la création des comptes utilisateurs avec des rôles spécifiques à chaque utilisateur ou groupes d'utilisateurs.

NB : le Cloud acquis dans le cadre de cette prestation reste la propriété exclusive du PRAPS. Il sera acquis pour une durée de 5 ans jusqu'à fin 2028. L'informaticien de l'URC du PRAPS sera pleinement impliqué dans la prise en main et les solutions de maintenance et mise à jour.

2. Formation et Assistance technique

Un programme de formation et d'assistance technique au personnel du projet PRAPS au niveau national et au CILSS (utilisateurs administrateurs et utilisateurs finaux) sera déployé pour une bonne appropriation et la mise en route des progiciels. Il est prévu à cet effet, une formation des formateurs qui regroupera des participants clefs par pays et au niveau régional. Ceux-ci auront en charge de former les acteurs pertinents au niveau des pays et au niveau régional.

Dans le cadre de ce projet, le travail du consultant permettra de développer une capacité interne à l'assistance des utilisateurs. L'enjeu principal du projet est d'améliorer l'efficacité opérationnelle, instaurer la culture de partage et de collaboration au sein du projet ainsi que de minimiser les risques opérationnels. La formation portera sur les modules suivants :

- ✓ La sensibilisation sur l'importance des archives,
- ✓ L'organisation de système d'archivage ;
- ✓ Les techniques de numérisation et de valorisation des documents numériques ;
- ✓ Les concepts de dématérialisation des processus ;
- ✓ La maîtrise de la solution d'archivage numérique (SAE-GED-INTRANET).

L'assistance technique pour le bon fonctionnement du système mise en place durera six (06) mois à travers des interventions ponctuelles pour assurer la continuité du fonctionnement du système intégré et informatisé de gestion des archives et de l'application des procédures définies. Ainsi au cours de cette phase, le consultant apportera une assistance technique ponctuelle auprès du personnel chargé d'appliquer le système pour suivre la mise en place, résoudre les problèmes pratiques éventuels et assurer un fonctionnement satisfaisant du système de contrôle de qualité.

Droits et obligations

L'acquisition du logiciel doit se faire au nom du PRAPS. Toutes les données hébergées sont la propriété exclusive du PRAPS et des pays membres. Tous les paramètres de connexions et d'administration doivent être mis à la disposition du PRAPS et le Service Informatique du CILSS, L'hébergeur ne devra jamais communiquer tout ou partie des données. Les personnes engagées par l'hébergeur qui s'occupent des aspects techniques des serveurs sont soumises aux mêmes règles de confidentialités.

Qualifications/compétences du personnel à mobiliser

Cette mission sera confiée à une firme qualifiée disposant des compétences avérées dans le domaine d'archivage physique, de l'installation des logiciels intégrés d'archivage numérique et d'assistance technique. Elle devra notamment fournir le ou les CV des personnes requises pour satisfaire les critères de la prestation en particulier :

- L'archivage physique et la dématérialisation
- L'installation des logiciels intégrés d'archivage numérique amélioré et en gestion électronique des documents
- La formation des archivistes du PRAPS
- Le suivi de la mise en place du système avec des missions ponctuelles après la mise en place complète du système jusqu'à la prise en main totale par le PRAPS.

Une expérience d'au moins cinq (5) années dans la réalisation d'au moins cinq (05) missions similaires pour l'informaticien et 03 missions similaires pour le Spécialiste archiviste, réalisées et justifiées avec des références et de résultats démontrés est requise.

Profils du personnel requis

| Poste | Nombre | Profil | Expériences |
|----------------------|---------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------------------------------------|
| Informaticien | 01 | Informaticien avec compétence en GED et CLOUD computing Niveau maester I ou II Chef de projet | 10 années d'expériences 05 projets similaires |
| Archiviste | 01 | Spécialiste archiviste Assistant du chef de projet | 05 années d'expériences 03 projets similaires |

Approche méthodologique

Une réunion de cadrage sera organisée avec l'URC pour harmoniser les points de vue et valider l'offre technique et financière. Un déplacement physique pourrait s'avérer nécessaire afin d'échanger avec l'équipe technique du CILSS sur les systèmes d'archivages physiques, les

outils électroniques de gestion des données (GED), le système de Suivi-Evaluation du PRAPS ; les outils d'information et de communication (Site web du PRAPS, du CILSS, etc.) mis en place au CILSS.

La firme s'appuiera sur les avis de l'URC pour la planification et l'organisation des missions de prestation. Les ateliers de formation se feront en présentiel. De même, l'assistance technique privilégiera le mode virtuel avec les pays et éventuellement en présentiels si nécessaire sur la base du résultat attendu n°6 (un système d'assistance locale).

Durée de la mission

La durée contractuelle de la mission sera de **120 H/J** y compris la formation et l'assistance technique ponctuelle des unités de gestion en raison de 80 H/J pour le chef de projet informaticien et 40H/J. La firme devra démarrer ses activités dès la signature du contrat. Elle présentera à cet effet, un calendrier d'exécution de prestation dans les délais impartis à la mission.

4. Plans

Le présent Dossier d'appel d'offres [*insérer « comprend les plans suivants » ou « ne comprend aucun plan »*], selon le cas.

[si le dossier d'AO comprend des plans, en insérer la liste dans le tableau ci-dessous]

| Liste des plans | | |
|------------------------|---------------|------------------|
| Nos | Titres | Objectifs |
| | | |
| | | |
| | | |
| | | |

5. Inspections et Essais

Sans objet

TROISIÈME PARTIE - Marché

Section VIII. Cahier des Clauses administratives générales(CCAG)

Liste des clauses

| | |
|----------------------------------------------|----|
| 1. Définitions..... | 91 |
| 2. Documents contractuels | 92 |
| 3. Fraude et corruption..... | 92 |
| 4. Interprétation..... | 92 |
| 5. Langue..... | 93 |
| 6. Groupement..... | 94 |
| 7. Critères d'origine | 94 |
| 8. Notification | 94 |
| 9. Droit applicable..... | 94 |
| 10. Règlement des litiges | 95 |
| 11. Inspections et audit par la Banque | 95 |
| 12. Objet du Marché | 96 |
| 13. Livraison | 96 |
| 14. Responsabilités du Fournisseur..... | 96 |
| 15. Prix du Marché..... | 96 |
| 16. Modalités de règlement..... | 96 |
| 17. Impôts, taxes et droits | 97 |
| 18. Garantie de bonne exécution..... | 97 |
| 19. Droits d'auteur | 97 |
| 20. Renseignements confidentiels..... | 97 |
| 21. Sous-traitance..... | 98 |

| | |
|--------------------------------------------------------|-----|
| 22. Spécifications et Normes | 99 |
| 23. Emballage et documents | 99 |
| 24. Assurance | 100 |
| 25. Transport | 100 |
| 26. Inspections et essais | 100 |
| 27. Pénalités | 101 |
| 28. Garantie | 102 |
| 29. Brevets | 102 |
| 30. Limite de responsabilité | 104 |
| 31. Modifications des lois et règlements | 104 |
| 32. Force majeure | 104 |
| 33. Ordres de modification et avenants au marché | 105 |
| 34. Prorogation des délais | 106 |
| 35. Résiliation | 106 |
| 36. Cession | 107 |
| 37. Restrictions d'exportation | 107 |

Cahier des Clauses administratives générales

- 1. Définitions**
- 1.1 Les termes et expressions ci-après auront la signification qui leur est attribuée ici :
- a) « La Banque » signifie la Banque internationale pour la Reconstruction et le Développement (BIRD), ou l'Association internationale pour le Développement (AID).
 - b) Le « Marché » signifie l'Acte d'Engagement signé par l'Acheteur et le Fournisseur, ainsi que les documents contractuels visés dans ledit Acte d'Engagement, y compris toutes les pièces jointes, annexes et tous les documents qui y ont été inclus par voie de référence.
 - c) Les « Documents contractuels » désignent les documents visés dans l'Accord de Marché, y compris les avenants éventuels auxdits documents.
 - d) Le « Prix du Marché » signifie le prix payable au Fournisseur, conformément à l'Accord de Marché signé, sous réserve de toute addition et modification ou de toute déduction audit prix, qui pourra être effectuée en vertu du Marché.
 - e) « Jour » désigne un jour calendaire.
 - f) « Achèvement » signifie la prestation complète des services connexes par le Fournisseur, conformément aux modalités stipulées dans le Marché.
 - g) Le « CCAG » signifie le Cahier des clauses administratives générales.
 - h) Le terme « Fournitures » signifie tous les produits, matières premières, machines et matériels et/ou tous autres matériaux que le Fournisseur est tenu de livrer à l'Acheteur en exécution du Marché.
 - i) Le « Pays de l'Acheteur » signifie le pays identifié dans le Cahier des clauses administratives particulières (CCAP).
 - j) L'« Acheteur » signifie l'entité achetant les fournitures et les services connexes, telle qu'elle est identifiée dans le CCAP.
 - k) Le terme « Services Connexes » désigne les services afférents à la fourniture des biens, tels que l'assurance, l'installation, la formation et la maintenance initiale, ainsi que toute obligation analogue du Fournisseur dans le cadre du Marché.

- l) Le « **CCAP** » signifie le Cahier des clauses administratives particulières.
 - m) Un « Sous-traitant » signifie toute personne physique, privée ou entité gouvernementale ou toute combinaison de ces éléments, à qui toute partie des Fournitures ou des Services connexes est sous-traitée par le Fournisseur.
 - n) Le « Fournisseur » signifie toute personne physique, privée ou entité gouvernementale ou toute combinaison de ces éléments, dont l'offre a été acceptée par l'Acheteur et qui est désignée comme tel dans l'Accord de Marché.
 - o) « Le Site du Projet » signifie le lieu indiqué dans le CCAP, le cas échéant.
- 2. Documents contractuels**
- 2.1 Sous réserve de l'ordre de préséance indiqué dans le Marché, tous les documents constituant le Marché (et toutes les parties desdits documents) sont corrélatifs, complémentaires et s'expliquent les uns les autres. L'Acte d'Engagement est lu comme formant un tout.
- 3. Fraude et corruption**
- 3.1 La Banque exige que les règles relatives aux pratiques de fraude et corruption telles qu'elles figurent dans l'Annexe au CCAG soient appliquées.
 - 3.2 L'Acheteur exige que le Fournisseur divulgue tous avantages, honoraires ou commissions versés ou qui doivent être versés en rapport avec la procédure d'Appel d'offres ou l'exécution ou la signature du Marché. Les renseignements divulgués doivent au minimum inclure les noms et l'adresse de chaque agent ou autre entité, le montant et la monnaie et le motif du versement de l'avantage, honoraires ou commission.
- 4. Interprétation**
- 4.1 Si le contexte l'exige, le singulier se réfère au pluriel et vice versa.
 - 4.2 Incoterms
 - a) Sous réserve d'incohérences avec les termes du Marché, la signification d'un terme commercial et les droits et obligations correspondants des parties au Marché sont ceux prescrits par les Termes Commerciaux Internationaux- Incoterms.
 - b) Les termes EXW, CIP, FCA, CFR et autres termes analogues seront régis par les règles prescrites dans la dernière édition d'Incoterms spécifiée dans le **CCAP** et publiée par la Chambre de Commerce Internationale (CCI) à Paris, France.
 - 4.3 Intégralité des conventions

Le Marché représente la totalité des dispositions contractuelles sur lesquelles se sont accordés l'Acheteur et le Fournisseur relativement à son objet, et il remplace toutes communications, négociations et accords (écrits comme oraux) conclus entre les parties relativement à son objet avant la date du Marché.

4.4 Avenants

Les avenants et autres modifications au marché ne pourront entrer en vigueur que s'ils sont faits par écrit, datés, s'ils se réfèrent expressément au marché et sont signés par un représentant dûment autorisé de chacune des parties au marché.

4.5 Absence de renonciation

- a) Sous réserve des dispositions de la clause 4.5(b) du CCAG ci-dessous, aucune relâche, abstention, retard ou indulgence de l'une des parties pour faire appliquer l'un quelconque des termes et conditions du Marché ou le fait que l'une des parties accorde un délai supplémentaire à l'autre, ne saurait préjuger des droits dévolus à cette partie par le Marché, ni de les affecter ou de les restreindre ; de même, la renonciation de l'une des parties à demander réparation pour toute infraction au Marché ne saurait valoir renonciation à toute demande de réparation pour infraction ultérieure ou persistante du Marché.
- b) Toute renonciation aux droits, pouvoirs ou recours d'une partie en vertu du Marché devra être effectuée par écrit, être datée et signée par un représentant autorisé de la partie accordant cette renonciation, et préciser le droit faisant l'objet de cette renonciation et la portée de cette renonciation.

4.6 Divisibilité

Si une quelconque disposition ou condition du Marché est interdite ou rendue invalide ou inapplicable, cette interdiction, invalidité ou inapplicabilité ne saurait affecter la validité ou le caractère exécutoire des autres clauses et conditions du Marché.

5. Langue

- 5.1 Le Marché et toute la correspondance et la documentation relatives au Marché échangées par le Fournisseur et l'Acheteur, seront rédigés dans la langue spécifiée au **CCAP**. Les documents complémentaires et les imprimés faisant partie du Marché pourront être rédigés dans une autre langue, à condition d'être accompagnés d'une traduction exacte dans la langue spécifiée au **CCAP** des passages pertinents. Dans ce cas, aux fins d'interprétation du Marché, cette traduction fera foi.

- 5.2 Le Fournisseur assumera tous les coûts de traduction dans la langue applicable et tous les risques relatifs à l'exactitude de cette traduction, pour ce qui concerne les documents qu'il fournit.
- 6. Groupement**
- 6.1 Si le Fournisseur est un groupement d'entreprises, tous les membres seront conjointement et solidairement tenus envers l'Acheteur de respecter les clauses du Marché, et ils devront désigner un ou plusieurs membres pour agir en qualité de mandataire commun avec pouvoir d'engager le groupement. La composition ou la constitution du groupement ne pourra être modifiée sans l'accord préalable écrit de l'Acheteur.
- 7. Critères d'origine**
- 7.1 Le Fournisseur et ses sous-traitants doivent avoir la nationalité d'un pays éligible. Un Fournisseur ou un sous-traitant sera réputé avoir la nationalité d'un pays s'il en est un citoyen, ou s'il y est constitué en société, ou enregistré, et fonctionne en conformité avec les lois et règlements de ce pays.
- 7.2 Tous les biens et services connexes à fournir en exécution du Marché et financés par la Banque proviendront de Pays éligibles. Aux fins de la présente Clause, le pays de provenance désigne le pays où les fournitures ont poussé, ont été cultivées, extraites, produites ou lorsque, par suite d'un processus de fabrication, transformation ou assemblage de composants importants et intégrés, il a été obtenu un autre article reconnu propre à la commercialisation dont les caractéristiques fondamentales, l'objet et l'utilité sont substantiellement différents de ses composants importés.
- 8. Notification**
- 8.1 Toute notification envoyée à l'une des parties par l'autre partie en vertu du Marché doit être adressée par écrit à l'adresse spécifiée dans le **CCAP**. L'expression « par écrit » signifie transmises par voie écrite avec accusé de réception.
- 8.2 Une notification prend effet à la date à laquelle elle est remise ou à sa date d'entrée en vigueur, la plus tardive de ces dates à échoir étant retenue.
- 9. Droit applicable**
- 9.1 Le Marché est régi et interprété conformément au droit du pays de l'Acheteur, à moins que le **CCAP** n'en dispose autrement.
- 9.2 Durant l'exécution du Marché, le Fournisseur se conformera aux interdictions d'importations de biens et services dans le Pays de l'Acheteur lorsque:
- a) la loi ou la réglementation du pays de l'Emprunteur interdit les relations commerciales avec ledit pays ; ou

- b) en application d'une Décision prise par le Conseil de sécurité des Nations Unies au titre du Chapitre VII de la Charte des Nations Unies, le pays de l'Emprunteur interdit toute importation de fournitures en provenance dudit pays ou tout paiement aux personnes physiques ou morales dudit pays.

10. Règlement des litiges

- 10.1 L'Acheteur et le Fournisseur feront tout leur possible pour régler à l'amiable, par voie de négociation directe et informelle, tout désaccord ou litige entre eux ou en rapport avec le Marché.
- 10.2 Si, au-delà de vingt-huit (28) jours, les parties n'ont pas réussi à résoudre leur litige ou désaccord grâce à cette consultation mutuelle, l'Acheteur ou le Fournisseur, peut notifier l'autre partie de son intention de recourir à la procédure d'arbitrage, comme prévu ci-après, en ce qui concerne le sujet objet du litige. Aucun arbitrage relatif à ce sujet ne peut être initié sans cette notification. Tout litige ou désaccord au sujet duquel une notification d'initier une procédure d'arbitrage a été donnée conformément à cette Clause, sera finalement résolu par arbitrage. La procédure d'arbitrage peut démarrer avant ou après la livraison des Fournitures au titre du Marché. La procédure d'arbitrage sera conduite conformément aux règles de la procédure spécifiée dans le **CCAP**.
- 10.3 Nonobstant toute référence à l'arbitrage :
 - a) les parties continueront de réaliser leurs obligations contractuelles respectives, à moins qu'elles n'en décident autrement d'un commun accord, et
 - b) l'Acheteur paiera au Fournisseur toute dépense qui lui sera due.

11. Inspections et audit par la Banque

- 11.1 Le Fournisseur doit maintenir, et s'assurer que ses sous-traitants maintiennent des comptes et une documentation systématique et exacts en relation avec les fournitures dans une forme et de manière détaillée afin d'établir les coûts de fourniture.
- 11.2 Le Fournisseur doit autoriser la Banque et/ou à toute autre personne désignée par elle d'inspecter ses bureaux et l'ensemble de ses comptes et registres comptables et ceux de ses sous-traitants en relation au processus de passation du marché et de son exécution. Il devra en outre permettre les audits qui seraient réalisés par le biais d'auditeurs désignés par la Banque, si la Banque le demande. Le Fournisseur et ses sous-traitants devront prendre en considération les dispositions de la Clause 3 selon laquelle toute action entravant de manière significative les actions prises par la Banque en matière d'inspection et d'audit tels que désignés dans la présente Clause 11.1 constitue une pratique interdite et pourra conduire à la résiliation du Marché (ainsi

qu'à une déclaration d'inéligibilité, conformément aux procédures de sanctions de la Banque en vigueur).

- 12. Objet du Marché** 12.1 Les Fournitures et Services connexes afférents à ce Marché sont ceux qui figurent à la Section VII, Liste des Fournitures, Calendrier de livraison, Spécifications techniques et Plans.
- 13. Livraison** 13.1 En vertu de la clause 33.1 du CCAG, la livraison des Fournitures et l'achèvement des Services connexes seront effectués conformément au calendrier de livraison et d'achèvement figurant dans le Bordereau des quantités et les Calendriers de livraison. Le **CCAP** fixe les détails relatifs à l'expédition et indiquera les autres pièces et documents à présenter par le Fournisseur.
- 14. Responsabilités du Fournisseur** 14.1 Le Fournisseur fournira toutes les Fournitures et Services connexes compris dans l'objet du Marché en application de la Clause 12 du CCAG et du calendrier de livraison et d'achèvement, conformément à la Clause 13 du CCAG.
- 15. Prix du Marché** 15.1 Le prix demandé par le Fournisseur pour les Fournitures livrées et pour les Services connexes rendus au titre du Marché ne variera pas par rapport au prix indiqué par le Fournisseur dans son offre, exception faite des révisions de prix autorisées dans le **CCAP**.
- 16. Modalités de règlement** 16.1 Le prix du Marché sera réglé conformément aux dispositions du **CCAP**.
- 16.2 Le Fournisseur présentera sa demande de règlement par écrit à l'Acheteur, accompagnée des factures décrivant, de façon appropriée, les fournitures livrées et les services connexes rendus, et des documents et pièces présentés conformément à la Clause 13 du CCAG, et après avoir satisfait à toutes les obligations spécifiées dans le Marché.
- 16.3 Les règlements dus au Fournisseur seront effectués sans délai par l'Acheteur, et au plus tard dans les soixante (60) jours suivant la présentation de la facture ou la demande de règlement par le Fournisseur, et après son acceptation par l'Acheteur.
- 16.4 La (ou les) monnaie(s) dans laquelle (ou lesquelles) les règlements seront effectués au Fournisseur au titre du Marché sera (ont) celle(s) dans laquelle (ou lesquelles) le prix de l'offre est indiqué.
- 16.5 Dans l'éventualité où l'Acheteur n'effectuerait pas un paiement dû à sa date d'exigibilité ou dans le délai indiqué au **CCAP**, l'Acheteur sera tenu de payer au Fournisseur des intérêts sur le montant du paiement en retard, au(x) taux spécifié(s) dans le **CCAP** pour toute la période de retard jusqu'au paiement intégral du prix, que ce soit avant ou à la suite d'un jugement ou une sentence arbitrale.

-
- 17. Impôts, taxes et droits**
- 17.1 Pour les fournitures provenant d'un pays autre que le Pays de l'Acheteur, le Fournisseur sera entièrement responsable de tous les impôts, droits de timbre, patente et taxes dus à l'extérieur du Pays de l'Acheteur.
- 17.2 Pour les fournitures provenant du pays de l'Acheteur, le Fournisseur sera entièrement responsable de tous les impôts, droits, patentes, etc., à payer jusqu'au moment de la livraison à l'Acheteur des Fournitures faisant l'objet du marché.
- 17.3 Si le Fournisseur peut prétendre à des exemptions, réductions, abattements ou privilèges en matière fiscale dans le pays de l'Acheteur, l'Acheteur fera tout son possible pour permettre au Fournisseur d'en bénéficier jusqu'à concurrence du maximum autorisé.
- 18. Garantie de bonne exécution**
- 18.1 Dans les vingt-huit (28) jours suivant réception de l'avis d'attribution du Marché, le Fournisseur fournira une garantie au titre de la bonne exécution du Marché, pour le montant et dans la monnaie spécifiés dans le **CCAP**.
- 18.2 La garantie de bonne exécution sera réglée à l'Acheteur en dédommagement de toute perte résultant de l'incapacité du Fournisseur à s'acquitter de toutes ses obligations au titre du Marché.
- 18.3 La garantie de bonne exécution sera libellée dans la monnaie du Marché ou en une devise librement convertible jugée acceptable par l'Acheteur, et présentée sous l'une des formes stipulées par l'Acheteur dans le **CCAP** ou sous toute autre forme jugée acceptable par l'Acheteur.
- 18.4 L'Acheteur libérera et retournera au Fournisseur la garantie de bonne exécution au plus tard vingt-huit (28) jours après la date d'achèvement des obligations incombant au Fournisseur au titre de la réalisation du Marché, y compris les obligations de garantie technique, sauf disposition contraire du **CCAP**.
- 19. Droits d'auteur**
- 19.1 Les droits d'auteur de tous les plans, documents et autres pièces contenant des données et des renseignements fournis à l'Acheteur par le Fournisseur demeureront la propriété du Fournisseur ou, s'ils sont fournis directement à l'Acheteur ou par l'intermédiaire du Fournisseur par une tierce partie, y compris par des fournisseurs de matériaux, les droits d'auteur desdits matériaux demeureront la propriété de ladite tierce partie.
- 20. Renseignements confidentiels**
- 20.1 L'Acheteur et le Fournisseur respecteront le caractère confidentiel de tout document, donnée ou autre renseignement fourni directement ou indirectement par l'autre partie au titre du Marché, et ne les divulgueront pas sans le consentement écrit de l'autre partie, que ces renseignements aient été fournis avant, pendant ou après l'exécution ou la

résiliation du Marché. Nonobstant les dispositions ci-dessus, le Fournisseur pourra donner à son sous-traitant tout document, donnée et autre information qu'il recevra de l'Acheteur dans la mesure nécessaire pour permettre au sous-traitant de réaliser ses prestations conformément au Marché, auquel cas le Fournisseur demandera audit sous-traitant de prendre un engagement de confidentialité analogue à l'engagement imposé au Fournisseur en vertu de la Clause 20 du CCAG.

20.2 L'Acheteur n'utilisera aucun document, donnée et autre renseignement reçus du Fournisseur à des fins autres que celles du Marché. De la même manière, le Fournisseur n'utilisera aucun document, donnée et autre renseignement reçus de l'Acheteur à des fins autres que la réalisation du Marché.

20.3 Toutefois, l'obligation imposée à une partie en vertu des Clauses 20.1 et 20.2 ci-dessus ne s'appliquera pas aux types de renseignements suivants :

- a) ceux que l'Acheteur ou le Fournisseur doivent partager avec la Banque ou d'autres institutions participant au financement du Marché;
- b) ceux qui, à présent ou ultérieurement, appartiennent ou appartiendront au domaine public, sans que la partie en cause soit en faute ;
- c) ceux dont il peut être prouvé qu'ils étaient en possession de la partie en cause lorsqu'ils ont été divulgués et qu'ils n'avaient pas été obtenus préalablement, de manière directe ou indirecte, de l'autre partie ; ou
- d) ceux qui sont mis légitimement à la disposition de la partie en cause par une tierce partie non tenue au devoir de confidentialité.

20.4 Les dispositions ci-dessus de la Clause 20 du CCAG ne modifient en aucune façon un engagement de confidentialité donné par l'une ou l'autre partie avant la date du Marché s'agissant de tout ou partie de la fourniture.

20.5 Les dispositions de la Clause 20 du CCAG resteront en vigueur après l'achèvement ou la résiliation du Marché, quel qu'en soit le motif.

21. Sous-traitance

21.1 Le Fournisseur notifiera par écrit à l'Acheteur tous les marchés de sous-traitance attribués dans le cadre du Marché s'il ne l'a déjà fait

dans son offre. Cette notification, fournie dans l'offre ou ultérieurement, ne dégage pas la responsabilité du Fournisseur, et ne le libérera d'aucune des obligations qui lui incombent du fait du Marché.

21.2 Les marchés de sous-traitance se conformeront aux dispositions des Clauses 3 et 7 du CCAG.

22. Spécifications et Normes

22.1 Spécifications techniques et Plans

- a) Les Fournitures livrées au titre du Marché et les Services connexes doivent satisfaire aux Spécifications techniques spécifiées à la Section VII- Liste de Fournitures, Calendrier de livraison, Spécifications techniques et Plans. Si aucune norme n'y est indiquée, la norme sera supposée équivalente ou supérieure aux normes officielles dont l'application est appropriée dans le pays d'origine des Fournitures.
- b) Le Fournisseur pourra décliner sa responsabilité pour toute étude de conception, donnée, plan, spécification ou autre document, ou toute modification de ces éléments, qui aura été fourni ou conçu par l'Acheteur ou en son nom, en donnant à l'Acheteur une notification indiquant qu'il décline sa responsabilité.
- c) Lorsque le Marché se référera aux codes et normes selon lesquels il sera exécuté, l'édition ou la version révisée desdits codes et normes sera celle spécifiée dans les Spécifications techniques. Durant l'exécution du Marché, les changements apportés auxdits codes et normes ne seront appliqués qu'après l'approbation de l'Acheteur et seront traités conformément à la Clause 33 du CCAG

23. Emballage et documents

23.1 Le Fournisseur emballera les Fournitures de la manière requise pour qu'elles ne subissent pas de dommages ou de détérioration durant le transport vers leur destination finale, conformément aux dispositions du Marché. Pendant le transport, l'emballage sera suffisant pour résister en toutes circonstances à des manipulations brutales et à des températures extrêmes, au sel et aux précipitations, et à l'entreposage à ciel ouvert. Les dimensions et le poids des caisses tiendront compte, chaque fois que nécessaire, du fait que la destination finale des fournitures est éloignée et de l'absence éventuelle, à toutes les étapes du transport, de matériel de manutention lourd.

23.2 L'emballage, le marquage, l'étiquetage et la documentation à l'intérieur et à l'extérieur des caisses seront strictement conformes aux dispositions précisées dans le Marché ainsi qu'aux instructions ultérieures, le cas échéant, en application du CCAP, et à toutes autres instructions données par l'Acheteur.

- 24. Assurance**
- 24.1 Sauf indication contraire du **CCAP**, les Fournitures livrées en exécution du présent Marché seront entièrement assurées en monnaie librement convertible d'un pays éligible contre toute perte ou dommage découlant de leur fabrication ou acquisition, de leur transport, leur entreposage et leur livraison conformément aux Incoterms en vigueur ou de la manière spécifiée dans le **CCAP**.
- 25. Transport**
- 25.1 Sauf indication contraire du **CCAP**, la responsabilité du transport des Fournitures est assumée en conformité avec l'Incoterm spécifié.
- 25.2 Conformément au **CCAP**, le Fournisseur peut se voir demander de fournir l'un quelconque ou l'ensemble des services ci-après:
- a) montage ou supervision du montage sur le Site du Projet ou mise en service des fournitures livrées;
 - b) fourniture des outils nécessaires au montage et/ou à l'entretien des fournitures livrées;
 - c) fourniture d'un manuel détaillé d'utilisation et d'entretien pour chaque élément des fournitures livrées;
 - d) fonctionnement, contrôle, ou entretien et/ou réparation des fournitures livrées, pendant une période convenue entre les parties, étant entendu que ce service ne libérera pas le Fournisseur des obligations de garantie qui sont les siennes du fait du marché; et
 - e) formation du personnel de l'Acheteur, à l'usine du Fournisseur et/ou au lieu d'utilisation, en matière de montage, mise en service, fonctionnement, entretien et/ou réparation des fournitures livrées.
- 25.3 Les prix facturés par le Fournisseur pour les services connexes ci-dessus, s'ils ne sont pas inclus dans le Prix du Marché de fournitures, seront convenus à l'avance entre les parties et ne seront pas supérieurs à ceux que le Fournisseur facture à d'autres clients pour des services semblables.
- 26. Inspections et essais**
- 26.1 Le Fournisseur effectue à ses frais et à titre gratuit pour l'Acheteur tous les essais et/ou les inspections afférents aux fournitures et aux services connexes stipulés aux **CCAP**.
- 26.2 Les inspections et les essais pourront être réalisés dans les locaux du Fournisseur ou de son sous-traitant, au point de livraison et/ou au lieu de destination finale des fournitures ou en un lieu quelconque du pays de l'Acheteur visé dans le **CCAP**. Sous réserve de la Clause 26.3 du **CCAG**, si les essais et/ou les inspections ont lieu dans les locaux du Fournisseur ou de son sous-traitant, toutes les facilités et l'assistance raisonnables, y compris l'accès aux plans et aux chiffres de production, seront fournies aux inspecteurs, sans frais pour l'Acheteur.

- 26.3 L'Acheteur ou son représentant autorisé aura le droit d'assister aux essais et/ou aux inspections visées dans la Clause 26.2 du CCAG, étant entendu que l'Acheteur supportera la totalité des frais et dépenses engagés à cet effet, y compris, mais pas exclusivement, tous les frais de déplacement, de subsistance et d'hébergement.
- 26.4 Aussitôt que le Fournisseur sera prêt à effectuer lesdits essais et inspections, il en avisera l'Acheteur avec un préavis raisonnable, en indiquant le lieu et la date desdits essais et inspections. Le Fournisseur se procurera auprès de toute tierce partie ou de tout fabricant intéressé toute autorisation ou consentement nécessaire pour permettre à l'Acheteur ou à son représentant autorisé d'assister aux essais et/ou à l'inspection.
- 26.5 L'Acheteur pourra demander au Fournisseur d'effectuer des essais et/ou des inspections non stipulées dans le Marché mais jugées nécessaires pour vérifier que les caractéristiques et le fonctionnement des fournitures sont conformes aux spécifications techniques, aux codes et aux normes prévus dans le Marché, étant entendu que le coût raisonnable pour le Fournisseur desdits essais et/ou inspections supplémentaires sera ajouté au prix du Marché. De plus, si lesdits essais et/ou inspections font obstacle à la poursuite de la fabrication et/ou empêchent le Fournisseur de s'acquitter de ses autres obligations afférentes au Marché, il en sera dûment tenu compte dans les dates de livraison et les dates d'achèvement et en ce qui concerne le respect des autres obligations ainsi affectées.
- 26.6 Le Fournisseur donnera à l'Acheteur un rapport présentant les résultats des essais et/ou inspections ainsi effectuées.
- 26.7 L'Acheteur pourra refuser tout ou partie des fournitures qui se seront révélés défectueuses ou qui ne sont pas conformes aux spécifications. Le Fournisseur apportera les rectifications nécessaires à tout ou partie des fournitures refusées ou les remplacera ou il y apportera les modifications nécessaires pour qu'elles soient conformes aux spécifications, cela sans frais pour l'Acheteur, et il renouvellera les essais et/ou l'inspection, sans frais pour l'Acheteur, après en avoir donné notification conformément à la Clause 26.4 du CCAG.
- 26.8 Le Fournisseur convient que ni la réalisation d'un essai et/ou d'une inspection de tout ou partie des fournitures, ni la présence de l'Acheteur ou de son représentant autorisé à un essai et/ou à une inspection effectuée sur tout ou partie des fournitures, ni la remise d'un rapport en application de la Clause 26.6 du CCAG, ne dispense le Fournisseur de donner toutes garanties ou de s'acquitter des autres obligations stipulées dans le Marché.

27. Pénalités

- 27.1 Sous réserve des dispositions de la Clause 32 du CCAG, si le Fournisseur ne livre pas l'une quelconque ou l'ensemble des Fournitures ou

ne rend pas les Services prévus dans les délais spécifiés dans le Marché, l'Acheteur, sans préjudice des autres recours qu'il détient au titre du Marché, pourra déduire du prix du Marché, à titre de pénalités, une somme équivalant au pourcentage stipulé dans le **CCAP** applicable au prix livraison des Fournitures livrées en retard ou des Services connexes non réalisés, pour chaque semaine ou fraction de semaine de retard, jusqu'à la livraison ou la prestation effective, à concurrence d'un montant maximum correspondant au pourcentage du prix du Marché indiqué dans le **CCAP**. Une fois ce maximum atteint, l'Acheteur aura le droit de résilier le Marché en application de la Clause 35 du CCAG.

28. Garantie

- 28.1 Le Fournisseur garantit que les Fournitures sont neuves et n'ont jamais été utilisées, qu'elles sont du modèle le plus récent ou courant, et qu'elles comportent toutes les dernières améliorations en matière de conception et de matériaux, sauf disposition contraire du Marché.
- 28.2 Sous réserve de la Clause 22.1(b) du CCAG, le Fournisseur garantit en outre que les fournitures seront exemptes de tous défauts liés à une action ou à une omission du Fournisseur ou liés à un défaut de conception, de matériaux et de fabrication, de nature à empêcher leur utilisation normale dans les conditions particulières du pays de destination finale.
- 28.3 Sauf disposition contraire du **CCAP**, la garantie demeurera valable douze (12) mois après la livraison de tout ou partie des fournitures, le cas échéant, à leur destination finale indiquée au **CCAP**, telle que précisée dans le Marché ou dix-huit (18) mois après la date d'expédition à partir du port ou du lieu de chargement dans le pays d'origine ; la période qui se termine le plus tôt étant retenue aux fins de la présente clause.
- 28.4 L'Acheteur notifiera toute réclamation au Fournisseur, dans les meilleurs délais après constatation des défauts, en indiquant la nature desdits défauts et en fournissant les preuves disponibles. L'Acheteur donnera au Fournisseur la possibilité raisonnable d'inspecter lesdits défauts.
- 28.5 À la réception d'une telle réclamation, le Fournisseur réparera ou remplacera rapidement, dans les délais prévus à cet effet au **CCAP**, les fournitures ou les pièces défectueuses, sans frais pour l'Acheteur.
- 28.6 Si le Fournisseur, après en avoir été notifié, ne remédie pas au défaut dans les délais prescrits par le **CCAP**, l'Acheteur peut entreprendre, dans un délai raisonnable, aux risques et aux frais du Fournisseur, toute action de recours nécessaire, sans préjudice des autres recours dont l'Acheteur dispose envers le Fournisseur en application du Marché.

29. Brevets

- 29.1 À condition que l'Acheteur se conforme à la Clause 29.2 du CCAG, le Fournisseur indemniserà et garantira l'Acheteur, ses employés et

ses administrateurs, contre toute poursuite judiciaire, action ou poursuite administrative, dommage, réclamation, perte, pénalité et frais de toute nature, y compris les frais d'avocat, pouvant être intentée ou incombant à l'Acheteur par suite d'une violation réelle ou présumée de tout brevet, modèle d'utilité, modèle déposé, marque de fabrique, droits d'auteur ou droits de propriété intellectuelle enregistrés ou en vigueur à la date du Marché, en raison de :

- a) l'installation des fournitures par le Fournisseur ou l'utilisation des fournitures dans le pays où se trouve le site ; et
- b) la vente dans tout pays des biens produits au moyen des fournitures.

Cette obligation d'indemnisation ne couvrira aucune utilisation des fournitures ou d'une partie des fournitures à des fins autres que celles indiquées dans le Marché ou pouvant en être raisonnablement déduites, et qu'elle ne couvrira aucune violation qui serait due à l'utilisation des fournitures ou d'une partie des fournitures ou des biens produits au moyen des fournitures, en association ou en combinaison avec tout autre équipement, toute installation ou tous matériaux non fournis par le Fournisseur, conformément au Marché.

- 29.2 Dans le cas où une procédure serait intentée ou une réclamation dirigée contre l'Acheteur dans le contexte de la Clause 29.1 du CCAG, l'Acheteur en avisera le Fournisseur sans délai, en lui adressant une notification à cet effet, et le Fournisseur pourra, à ses propres frais et au nom de l'Acheteur, mener ladite procédure ou le règlement de cette réclamation, et de toutes négociations en vue de régler ladite procédure ou réclamation.
- 29.3 Si le Fournisseur omet de notifier à l'Acheteur, dans les vingt-huit (28) jours suivant la réception de la notification, qu'il entend mener ladite procédure ou réclamation, l'Acheteur sera libre de le faire en son propre nom.
- 29.4 L'Acheteur devra, si le Fournisseur le lui demande, donner au Fournisseur toute l'assistance disponible pour assurer la conduite de la procédure ou le règlement de la réclamation, auquel cas le Fournisseur remboursera à l'Acheteur tous les frais raisonnables qu'il aura assumés à cet effet.
- 29.5 L'Acheteur indemnifiera et garantira le Fournisseur, ses employés, ses administrateurs et ses sous-traitants, contre toute poursuite judiciaire, action ou poursuite administrative, dommage, réclamation, perte, pénalité et frais de toute nature, y compris les frais d'avocat, pouvant être intentée ou incombant au Fournisseur par suite d'une violation réelle ou présumée de tout brevet, modèle d'utilité, modèle de-

posé, marque de fabrique, droits d'auteur ou droits de propriété intellectuelle enregistrés ou en vigueur à la date du Marché, au sujet de plans, de données, de dessins, de spécifications ou d'autres documents ou matériaux fournis ou conçus par ou au nom de l'Acheteur.

30. Limite de responsabilité

30.1 Sauf en cas négligence grave ou de faute intentionnelle :

- a) Aucune des deux parties n'est responsable envers l'autre de toute perte ou de tout dommage indirect ou consécutif, perte d'usage, perte de production ou manque à gagner ou frais financier, étant entendu que la présente exception ne s'applique à aucune des obligations du Fournisseur de payer des pénalités à l'Acheteur ;
- b) L'obligation globale que le Fournisseur peut assumer envers l'Acheteur au titre du Marché ou au titre de la responsabilité civile ou autre, ne saurait excéder le montant du Marché, étant entendu que cette limitation de responsabilité ne s'appliquera pas aux frais de réparation ou de remplacement du matériel défectueux, ni à l'obligation du Fournisseur d'indemniser l'Acheteur en cas de violation de brevet.

31. Modifications des lois et règlements

31.1 À moins que le Marché n'en dispose autrement, si après la date correspondant à 28 jours avant la date de soumission des offres, une loi, un règlement, un décret, un arrêté ou règlement local ayant force de loi est adopté, promulgué, abrogé ou modifié dans le lieu du pays de l'Acheteur où se trouve le site (y compris tout changement dans l'interprétation ou l'application dudit texte par les autorités compétentes) d'une manière qui influe sur la date de livraison et/ou le prix du Marché, ladite date de livraison et/ou ledit prix du Marché sera révisé à la hausse ou à la baisse selon le cas, dans la mesure où le Fournisseur en aura été affecté dans l'exécution d'une quelconque de ses obligations au titre du Marché. Nonobstant les dispositions ci-dessus, le supplément ou la réduction de coût ne sera pas versé ou crédité séparément si ledit supplément ou ladite réduction a déjà été prise en compte dans les dispositions relatives à la révision des prix en tant que de besoin, conformément à la Clause 15 du CCAG.

32. Force majeure

32.1 Le Fournisseur ne sera pas exposé à la saisie de sa garantie de bonne exécution, à des pénalités ou à la résiliation du Marché pour non-exécution si, et dans la mesure où, son retard ou tout autre manquement dans l'exécution des obligations qui lui incombent au titre du Marché est dû à un cas de Force majeure.

32.2 Aux fins de la présente Clause, l'expression « Force majeure » désigne un événement échappant au contrôle du Fournisseur, qui n'est pas attribuable à sa faute ou à sa négligence et qui est imprévisible et inévitable. De tels événements peuvent inclure, sans que cette liste soit limitative,

les actes de l'Acheteur au titre de la souveraineté de l'État, les guerres et révolutions, incendies, inondations, épidémies, mesures de quarantaine et d'embargo sur le fret.

32.3 En cas de Force majeure, le Fournisseur notifiera sans délai par écrit à l'Acheteur l'existence de celle-ci et ses motifs. Sous réserve d'instructions contraires, par écrit, de l'Acheteur, le Fournisseur continuera à remplir ses obligations contractuelles dans la mesure du possible, et s'efforcera de continuer à remplir les obligations dont l'exécution n'est pas entravée par le cas de Force majeure.

33. Ordres de modification et avenants au marché

33.1 L'Acheteur peut demander à tout moment au Fournisseur, par notification, conformément aux dispositions de la Clause 8 du CCAG, d'apporter des modifications dans le cadre général du Marché, dans un ou plusieurs des domaines suivants :

- a) les plans, conceptions ou spécifications, lorsque les fournitures à livrer au titre du Marché doivent être fabriquées spécialement pour l'Acheteur ;
- b) la méthode d'expédition ou d'emballage ;
- c) le lieu de livraison ; et
- d) les Services connexes qui doivent être fournis par le Fournisseur.

33.2 Si l'une des modifications ci-dessus entraîne une augmentation ou une réduction du coût ou du temps nécessaire au Fournisseur pour exécuter toute partie du Marché, le prix du Marché et/ou le calendrier de livraison/d'achèvement sera modifié de façon équitable et le Marché sera modifié en conséquence. Toute demande d'ajustement du Fournisseur au titre de la présente clause doit être déposée dans les vingt-huit (28) jours suivant la date de réception, par le Fournisseur, de l'ordre de modification émis par l'Acheteur.

33.3 Le prix que demandera le Fournisseur en échange de la prestation de tout service connexe qui pourra être nécessaire mais qui ne figurait pas dans le Marché sera convenu d'avance par les parties et n'excédera pas les tarifs demandés par le Fournisseur à d'autres parties au titre de services analogues.

33.4 Sous réserve des dispositions ci-dessus, aucune variation ou modification des termes du Marché ne sera faite autrement que par un avenant écrit et signé par les parties.

34. Prorogation des délais

- 34.1 Si à tout moment pendant l'exécution du Marché, le Fournisseur ou ses sous-traitants se heurtent à une situation qui les empêche de fournir les services connexes dans les délais prévus à la Clause 13 du CCAG, le Fournisseur avisera promptement l'Acheteur du retard par écrit, de sa durée probable et de sa raison. Aussitôt que possible après réception de la notification du Fournisseur, l'Acheteur évaluera la situation et pourra, à sa discrétion, proroger les délais impartis au Fournisseur pour exécuter le Marché, auquel cas la prorogation sera ratifiée par les parties, par voie d'avenant au marché.
- 34.2 À l'exception du cas de force majeure visé dans la clause 31, du CCAG, un retard de la part du Fournisseur dans l'exécution de ses obligations l'exposera à l'application d'une ou plusieurs des pénalités prévues dans la Clause 27 du CCAG, sauf si une prorogation des délais a été accordée en vertu de la Clause 34.1 du CCAG.

35. Résiliation**35.1 Résiliation pour non-exécution**

- a) L'Acheteur peut, sans préjudice des autres recours qu'il détient en cas de rupture de contrat, notifier par écrit au Fournisseur la résiliation pour non-exécution de la totalité ou d'une partie du Marché:
- i) si le Fournisseur manque à livrer l'une quelconque ou l'ensemble des fournitures dans les délais spécifiés dans le Marché ou dans les délais prolongés par l'Acheteur conformément aux dispositions de la Clause 34 du CCAG ; ou
 - ii) si le Fournisseur manque à exécuter toute autre obligation au titre du Marché.
 - iii) Si le Fournisseur, de l'avis de l'Acheteur, s'est livré à des pratiques de fraude ou de corruption, telles que définies à la Clause 3 de ce CCAG, au stade de sa sélection ou lors de sa réalisation du Marché.
- b) Au cas où l'Acheteur résilie tout ou partie du Marché, en application des dispositions de la Clause 35.1(a) du CCAG, l'Acheteur peut acquérir, aux conditions et de la façon qui lui paraissent convenables, des fournitures ou des services connexes semblables à ceux non reçus ou non exécutés et le Fournisseur sera responsable envers l'Acheteur de tout coût supplémentaire qui en résulterait. Toutefois, le Fournisseur continuera à exécuter le Marché dans la mesure où il n'est pas résilié.

35.2 Résiliation pour insolvabilité

- a) L'Acheteur peut à tout moment résilier le Marché par notification écrite adressée au Fournisseur si celui-ci est déclaré en faillite ou devient insolvable. En ce cas, la résiliation se fera sans indemnisation du Fournisseur, étant entendu toutefois que cette résiliation ne préjugera ni n'affectera aucun des droits ou recours que l'Acheteur détient ou détiendra ultérieurement.

35.3 Résiliation pour convenance

- a) L'Acheteur peut à tout moment résilier tout ou partie du Marché par notification écrite adressée au Fournisseur pour une raison de convenance. L'avis de résiliation précisera que la résiliation intervient unilatéralement pour raison de convenance, dans quelle mesure l'exécution des tâches stipulées dans le Marché prend fin et la date à laquelle la résiliation prend effet.
- b) L'Acheteur prendra livraison, aux prix et aux conditions du Marché, des Fournitures terminées et prêtes à être expédiées dans les vingt-huit (28) jours suivant la réception par le Fournisseur de l'avis de résiliation. S'agissant des autres fournitures restantes, l'Acheteur peut décider :
 - i) de faire terminer et livrer toute partie de ces fournitures aux prix et conditions du Marché; et/ou
 - ii) d'annuler le reste et de payer au Fournisseur un montant convenu au titre des Fournitures et des Services connexes partiellement terminés et des matériaux que le Fournisseur s'est déjà procurés.

36. Cession

- 36.1 À moins d'en avoir reçu par écrit le consentement préalable de l'autre partie, ni l'Acheteur ni le Fournisseur ne cédera, en totalité ou en partie, ses obligations contractuelles au titre du Marché.

37. Restrictions d'exportation

- 37.1 Nonobstant toute obligation d'entreprendre les formalités d'exportation dans le cadre du Marché, toute restriction d'exportation imputable à l'Acheteur, vers le Pays de l'Acheteur, ou à l'usage des biens ou services à fournir, lorsque de telles restrictions d'exportation résultent de l'application de la réglementation du commerce d'un pays qui fournit ces biens ou services, et si une telle restriction fait entrave au Fournisseur dans l'accomplissement de ses obligations contractuelles le Fournisseur ne sera pas tenu de satisfaire à ses obligations de fournir les biens ou services. Cependant ceci est à la condition expresse que le Fournisseur soit en mesure de démontrer, à la satisfaction de l'Acheteur et de la Banque, qu'il a accompli toutes les formalités requises avec diligence, y compris la demande de tout permis, autorisation(s) et licence(s) nécessaires à la livraison des biens ou services dans le cadre du Marché. La résiliation du Marché

dans ce cadre sera prononcée pour convenance par l'Acheteur en conformité avec la Clause 35.3 du CCAG.

Annexe au Cahier des Clauses Administratives Générales : Règles de la Banque - Pratiques de Fraude et Corruption

[Ne pas modifier le texte de cette Annexe.]

Directives de Passation des marchés de biens, travaux et services (autres que les services de consultants) financés par les prêts de la BIRD, et les dons et crédits de l'AID aux Emprunteurs de la Banque mondiale, Janvier 2011

« Fraude et Corruption »

1.16 La Banque a pour principe, dans le cadre des marchés qu'elle finance, de demander aux Emprunteurs (y compris les bénéficiaires de ses prêts) ainsi qu'aux soumissionnaires, fournisseurs, prestataires de services, entrepreneurs et leurs agents (déclarés ou non), personnel, sous-traitants et fournisseurs d'observer, lors de la passation et de l'exécution de ces marchés, les règles d'éthique professionnelle les plus strictes⁵. En vertu de ce principe, la Banque

- a) aux fins d'application de la présente disposition, définit comme suit les expressions suivantes :
 - (i) est coupable de "corruption" quiconque offre, donne, sollicite ou accepte, directement ou indirectement, un quelconque avantage en vue d'influer indûment sur l'action d'une autre personne ou entité (le terme « une autre personne ou entité » fait référence à un agent public agissant dans le cadre de l'attribution ou de l'exécution d'un marché public. Dans ce contexte, ce terme inclut le personnel de la Banque et les employés d'autres organisations qui prennent des décisions relatives à la passation de marchés ou les examinent) ; dans ce contexte également, toute action d'un soumissionnaire, fournisseur, entrepreneur ou sous-traitant destinée à influencer sur l'attribution ou l'exécution d'un marché en vue d'obtenir un avantage illicite est par nature inappropriée ;
 - (ii) se livre à des «manœuvres frauduleuses» quiconque agit, ou dénature des faits, délibérément ou par négligence grave, ou tente d'induire en erreur une personne ou une entité afin d'en retirer un avantage financier ou de toute autre nature, ou se dérober à une obligation (le terme « personne » ou « entité » fait référence à un agent public agissant dans le cadre de l'attribution ou de l'exécution d'un marché public; les termes « avantage » et « obligation » se réfèrent au processus d'attribution ou à l'exécution du marché, et le terme « agit » se réfère à toute action ou omission destinée à influencer sur l'attribution du marché ou son exécution);
 - (iii) se livrent à des «manœuvres collusoires» les personnes ou entités qui s'entendent afin d'atteindre un objectif illicite, notamment en influant indûment sur

⁵ Dans ce contexte, toute action d'un soumissionnaire, fournisseur, entrepreneur ou de son personnel, ses agents ou sous-traitants, fournisseurs de biens ou services et/ou leurs employés destinée à influencer sur l'attribution ou l'exécution d'un marché en vue d'obtenir un avantage illicite est par nature inappropriée.

l'action d'autres personnes ou entités (le terme « personnes ou entités » fait référence à toute personne ou entité qui participe au processus d'attribution des marchés, soit en tant que potentiels attributaire, soit en tant qu'agent public, et entreprend d'établir le montant des offres à un niveau artificiel et non compétitif ou à des personnes ou entités qui se tiennent mutuellement informées du montant et des autres conditions de leurs offres respectives.);

- (iv) se livre à des «manœuvres coercitives» quiconque nuit ou porte préjudice, ou menace de nuire ou de porter préjudice, directement ou indirectement, à une personne ou à ses biens en vue d'en influencer indûment les actions ((le terme « personne » fait référence à toute personne qui participe au processus d'attribution des marchés ou à leur exécution) ; et
- (v) se livre à des « manœuvres obstructives »
 - (aa) quiconque détruit, falsifie, altère ou dissimule délibérément les preuves sur lesquelles se base une enquête de la Banque en matière de corruption ou de manœuvres frauduleuses, coercitives ou collusives, ou fait de fausses déclarations à ses enquêteurs destinées à entraver son enquête; ou bien menace, harcèle ou intimide quelqu'un aux fins de l'empêcher de faire part d'informations relatives à cette enquête, ou bien de poursuivre l'enquête; ou
 - (bb) celui qui entrave délibérément l'exercice par la Banque de son droit d'examen tel que stipulé au paragraphe 1.16 (e) ci-après.
- b) rejettera la proposition d'attribution du marché si elle établit que le soumissionnaire auquel il est recommandé d'attribuer le marché est coupable de corruption, directement ou par l'intermédiaire d'un agent, ou s'est livré à des manœuvres frauduleuses, collusoires, coercitives ou obstructives en vue de l'obtention de ce marché;
- c) déclarera la passation du marché non-conforme et annulera la fraction du prêt allouée à celui-ci si elle détermine, à un moment quelconque, que les représentants de l'Emprunteur ou d'un bénéficiaire du prêt s'est livré à la corruption ou à des manœuvres frauduleuses, collusoires ou coercitives pendant la procédure de passation du marché ou l'exécution du marché sans que l'Emprunteur ait pris, en temps voulu et à la satisfaction de la Banque, les mesures nécessaires pour remédier à cette situation , y compris en manquant à son devoir d'informer la Banque lorsqu'il a eu connaissance de telles manœuvres;
- d) sanctionnera une entreprise ou un individu, à tout moment et conformément aux procédures de sanctions de la Banque⁶, y compris en déclarant publiquement l'exclusion

⁶ Une entreprise ou un individu pourra être déclaré exclu de l'attribution d'un marché financé par la Banque à l'issue des procédures de sanctions de la Banque telles que définies, y compris, entre-autres : (i) la suspension temporaire ou la suspension temporaire préalable correspondant au processus de sanctions en cours d'examen; (ii) l'exclusion conjointe telle que convenue avec les autres institutions financières internationales, y compris les banques multilatérales de développement ; et (iii) les procédures de sanctions administratives dans le cadre de la passation des marchés exécutés par le Groupe de la Banque mondiale en cas de fraude et corruption.

-
- de l'entreprise ou de l'individu pour une période indéfinie ou déterminée (i) de toute attribution des marchés financés par la Banque, et (ii) de toute désignation⁷ comme sous-traitant, consultant, fabricant ou fournisseur de biens ou prestataire de services d'une entreprise par ailleurs éligible à l'attribution d'un marché financé par la Banque ; et
- e) exigera que le dossier d'appel d'offres et les marchés financés par la Banque contiennent une disposition requérant des soumissionnaires, fournisseurs, consultants, entrepreneurs et leurs sous-traitants, représentants, personnel, consultants, prestataires de services ou fournisseurs qu'ils autorisent la Banque à examiner tous les comptes, pièces comptables, relevés et autres documents relatifs à la soumission des offres et à l'exécution du marché et à les soumettre pour vérification à des auditeurs désignés par la Banque.”

⁷ Un sous-traitant, consultant, fabricant ou fournisseur de biens ou services (différents intitulés sont utilisés en fonction de la formulation du dossier d'appel d'offres) désigné est une entreprise ou un individu qui (i) fait partie de la demande de pré qualification ou de l'offre du soumissionnaire compte tenu de l'expérience spécifique et essentielle et du savoir-faire qu'il apporte afin de satisfaire aux conditions de qualification pour une offre déterminée ; ou (ii) a été désigné par l'Emprunteur.

Section IX. Cahier des clauses administratives particulières (CCAP)

Le Cahier des Clauses administratives particulières (CCAP) complète et/ou modifie le Cahier des Clauses administratives générales (CCAG). Lorsqu'il y a contradiction, les clauses ci-après prévalent par rapport aux clauses du CCAG.

| | |
|---------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| CCAG 1.1 (i) | Le pays de l'Acheteur est : Burkina Faso |
| CCAG 1.1 (j) | L'Acheteur est : Le Comité permanent Inter Etats de Lutte contre la Sécheresse dans le Sahel (CILSS) |
| CCAG 1.1 (o) | Le lieu de destination finale est : Secrétariat Exécutif du CILSS, 2754, Boulevard Mouammar Khaddaf, Ouaga 2000, Burkina Faso Ouagadougou |
| CCAG 4.2 (a) | Les termes commerciaux auront la signification prescrite par les Incoterms. |
| CCAG 4.2 (b) | La version des Incoterms sera : « Incoterms 2010 » |
| CCAG 5.1 | La langue sera : le Français |
| CCAG 8.1 | Aux fins de notification , l'adresse de l'Acheteur sera : À l'attention de : <i>Edwige YARO/BOTONI</i> N° et rue : 2754, Boulevard Mouammar Khaddaf, Ouaga 2000 Ville : <i>Ouagadougou</i> Code postal : <i>03 BP 7026 Ougadougou 03</i> Pays : <i>Burkina Faso</i> Téléphone : <i>(00226) 25 49 96 00, Poste 418</i> Télécopie : <i>Néant</i> Adresse électronique : edwige.botoni@cilss.int |
| CCAG 9.1 | Le droit applicable sera celui de : celui du Burkina Faso |
| CCAG 10.2 | Les règles de la procédure d'arbitrage, conformément à la Clause 10.2 du CCAG, seront les suivantes : a) <i>Marché passé avec un Fournisseur étranger :</i> |

| | |
|------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| | <p>Tout litige, différend, ou plainte provenant de ce Marché ou lui étant lié, ou toute rupture, résiliation ou invalidité de ce Marché, sera résolue par arbitrage selon les procédures d'arbitrage de la CNUDCI telles qu'en vigueur à ce jour. »</p> |
| | <p>b) <i>Marché passé avec un Fournisseur national du pays du Fournisseur :</i></p> <p>« Dans le cas d'un litige entre l'Acheteur et un Fournisseur ressortissant du pays de l' Acheteur, le litige sera adjugé ou arbitré conformément à la législation du pays de l' Acheteur. »</p> |
| CCAG 13.1 | <p>Détails concernant les documents d'embarquement et autres documents à fournir par le Fournisseur sont :</p> <ul style="list-style-type: none"> - <i>copies des factures du Fournisseur, décrivant les fournitures, leurs quantités, leur prix unitaire et le montant total;</i> - <i>un connaissance négociable,</i> - <i>un connaissance maritime non négociable,</i> - <i>un bordereau d'expédition de chemin de fer, un bordereau d'expédition routier,</i> - <i>un certificat d'assurance,</i> - <i>un certificat de garantie du Fabriquant ou du Fournisseur,</i> - <i>un certificat d'inspection délivré par une agence d'inspection autorisée par l'Etat Burkinabè, et rapport d'inspection en usine du Fournisseur,</i> - <i>certificat d'origine,</i> - <i>des détails relatifs à l'embarquement spécifiés par l'usine du Fournisseur.</i> <p>Les documents ci-dessus doivent être reçus par l' Acheteur une semaine au moins avant l' arrivée des fournitures, s'ils ne sont pas reçus, le Fournisseur sera responsable de toute dépense en résultant.</p> |
| CCAG 15.1 | <p>Les prix des Fournitures livrées et Services connexes exécutés ne seront pas révisables.</p> |
| CCAG 16.1 | <p>La méthode et les conditions de règlement du Fournisseur au titre de ce marché sont :</p> <p>Règlement de Fournitures en provenance de l'étranger :</p> <p>Le règlement de la partie en devises sera effectué en <i>[insérer le(s) nom(s) de la(des) monnaie(s)]</i></p> <ul style="list-style-type: none"> i) Règlement de l'Avance : dix (10%) pour cent du prix du Marché sera réglé dans les 30 jours suivant la signature du Marché, contre une demande de paiement, et une garantie bancaire (i) d'un montant équivalent (ii) valable jusqu'à la livraison des Fournitures et (iii) conforme |

| | |
|------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| | <p>au format type fournie dans le document d'appel d'offres ou à un autre format acceptable par l'Acheteur.</p> <p>ii) A l'embarquement : quatre vingt (80%) pour cent du prix du Marché des Fournitures embarquées sera réglé par lettre de crédit confirmée et irrévocable ouvert au crédit du Fournisseur dans une banque de son pays, contre la, fourniture des documents spécifiés a la clause 13 du CCAG.</p> <p>iii) À la fin de l'exécution des services connexes : dix (10%) pour cent du prix du Marché des Fournitures livrées sera réglé dans les trente (30) jours suivant la date à laquelle est émis le certificat de réception émis par l'Acheteur ou son représentant après la réception de l'ensemble des fournitures et des services connexes et contre une demande de règlement accompagnée dudit certificat.</p> <p>Le règlement de la partie en monnaie nationale sera effectué en <i>francs CFA</i> dans les trente (30) jours qui suivent la présentation d'une demande de règlement accompagnée d'un certificat de l'Acheteur confirmant que les Fournitures ont été livrées et que les autres Services contractuels ont été réalisés.</p> <p>Règlement des Fournitures et Services en provenance du pays de l'Acheteur :</p> <p>Règlement des Fournitures et Services en provenance du pays de l'Acheteur sera effectué en francs CFA, comme suit :</p> <p>i) Règlement de l'Avance : Trente (30%) pour cent du prix du Marché sera réglé dans les 30 jours suivant la signature du Marché, contre une demande de paiement et une garantie bancaire (i) pour un montant équivalent, (ii) valable jusqu'à la réception provisoire des fournitures et (iii) conforme au format fourni dans le document d'Appel d'offres ou à un autre format acceptable par l'Acheteur.</p> <p>ii) A la réception : soixante-dix (70%) pourcent du Prix du Marché sera réglé au Fournisseur dans les trente (30) jours suivant la date à laquelle est émis le certificat de réception provisoire émis par l'Acheteur ou son représentant après la réception provisoire des fournitures et contre une demande de règlement accompagnée dudit certificat.</p> |
| CCAG 16.5 | <p>Le délai au-delà duquel l'Acheteur paiera des intérêts au Fournisseur est de : 60 jours.</p> <p>Le taux des intérêts de retard applicable sera le taux d'escompte de la BCEAO majoré de 1%.</p> |
| CCAG 18.1 | <p>Une garantie de bonne exécution sera requise</p> |

| | |
|------------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| | Le montant de la garantie de bonne exécution sera de : dix pour cent (10%) du montant du marché. |
| CCAG 18.3 | La garantie de bonne exécution sera : une garantie bancaire La garantie de bonne exécution sera libellée en Francs CFA ou dans une monnaie librement convertible acceptable par l'Acheteur. |
| CCAG 18.4 | La garantie de bonne exécution sera libérée : Trente (30) jours après la date d'achèvement des obligations incombant au fournisseur au titre de la réalisation du marché y compris les obligations de garantie technique. |
| CCAG 23.2 | L'emballage, le marquage et les documents placés à l'intérieur et à l'extérieur des caisses seront : Sans objet |
| CCAG 24.1 | L'assurance sera souscrite conformément à l'Incoterm applicable. |
| CCAG 25.1 | La responsabilité du transport des Fournitures sera comme indiquée dans les Incoterms DDP (lieu de destination finale). Le fournisseur est tenu contractuellement de transporter les fournitures en un lieu déterminé dit de destination finale situé à l'intérieur du pays de l'Acheteur, et désigné comme étant le site du Projet. Le transport en ce lieu de destination finale à l'intérieur du pays de l'Acheteur, y compris assurance et déchargement, comme indiqué dans le marché, sera organisé par le Fournisseur, et les coûts correspondants seront inclus dans le prix du Marché. |
| CCAG 26.1 | Les inspections et les essais sont : par le service d'inspection désigné à cet effet. Une réception sera organisée après les inspections et essais. Si une partie des matériels fournis ne correspond pas aux spécifications techniques ou n'est pas satisfaisante du point de la fonctionnalité, l'Acheteur sera en droit de la rejeter et le Fournisseur devra alors remplacer les matériels rejetés. |
| CCAG 26.2 | Les inspections et les essais seront réalisés à: sites de livraison |
| CCAG 27.1 | Les pénalités de retard s'élèveront à : 0,5% du montant du contrat par semaine de retard sur le montant des fournitures non livrées |
| CCAG 27.1 | Le montant maximum des pénalités de retard sera de : 10% du montant total du marché. |
| CCAG 28.3 | La(es) période(s) de garantie sera: Six (06) mois |
| CCAG 28.5 | Le délai de réparation ou de remplacement sera de : 14 jours. |

CCAP-Formule de révision des prix

Non applicable

Section X. Formulaires du Marché

Liste des formulaires

| | |
|--------------------------------------------------------------------------------------|------------------------------------|
| 1. Formulaire de l'accord – cadre..... | 95 |
| 2. <u>Modèle de Lettre de marché</u> | 111 |
| 3. <u>Acte d'Engagement</u> | 121 |
| 4. <u>Modèle de garantie de bonne exécution (garantie bancaire)</u> | Erreur ! Signet non défini. |
| 5. <u>Modèle de garantie de restitution d'avance (garantie bancaire sur demande)</u> | Erreur ! Signet non défini. |

1. Modèle de Lettre de marché

[Papier à en-tête de l'Acheteur]

Date : *[date]*

A : *[nom et adresse du Soumissionnaire retenu]*

Objet : Notification d'attribution du Marché No ...

Messieurs,

La présente a pour but de vous notifier que votre offre en date du *[date]* pour l'exécution des Fournitures et Services connexes de *[nom du marché et identification]* pour le montant du Marché de *[montant en chiffres et en lettres, nom de la monnaie]*, rectifié et modifié conformément aux Instructions aux soumissionnaires *[Supprimer "rectifié et" ou "et modifié" si seulement l'une de ces mesures s'applique. Supprimer "rectifié et modifié conformément aux Instructions aux soumissionnaires" si des rectifications ou modifications n'ont pas été effectuées]*, est acceptée par nos services.

Il vous est demandé de fournir la garantie de bonne exécution dans les 28 jours, conformément au CCAG, en utilisant le formulaire de garantie de bonne exécution de la Section X, Formulaires du marché.

Veillez agréer, Messieurs, l'expression de notre considération distinguée.

[Signature, nom et titre du signataire habilité à signer au nom de l'Acheteur]

Pièce jointe : Acte d'Engagement

3. Modèle de garantie de bonne exécution (garantie bancaire)

[Sur demande du Soumissionnaire sélectionné, la banque (garant) remplit cette garantie de bonne exécution type conformément aux indications en italiques]

Date : *[insérer la date]*
 No de l'AC : *[insérer le numéro]*
 Titre de l'AC : *[insérer le titre]*

[insérer les nom de la banque et adresse de la banque d'émission]

Bénéficiaire : *[insérer les nom et adresse de l'Acheteur]*

Date : *[insérer date]*

Garantie de bonne exécution no. : *[insérer No]*

Garant: *[insérer le nom de la banque, et l'adresse de l'agence émettrice, sauf si cela figure à l'en-tête]*

Nous avons été informés que *[insérer le nom du Fournisseur]* (ci-après dénommé « le Fournisseur ») a conclu avec vous l'Accord-Cadre no. *[insérer No]* en date du *[insérer la date]* pour la fourniture de *[insérer la description des fournitures et Services connexes]* (ci-après dénommée « le Marché »).

De plus, nous comprenons qu'une garantie de bonne exécution est exigée en vertu des conditions de l'A.

A la demande du Fournisseur, nous *[insérer le nom de la banque]* nous engageons par la présente, sans réserve et irrévocablement, à vous payer à première demande, toutes sommes d'argent que vous pourriez réclamer dans la limite de *[insérer la somme en chiffres. Le Garant doit insérer un montant représentant le montant ou le pourcentage mentionné au Marché soit dans la (ou les) devise(s) mentionnée(s) au Marché, soit dans toute autre devise librement convertible acceptable par l'Acheteur.]* *[insérer la somme en lettres]*. Votre demande en paiement doit être accompagnée d'une déclaration attestant que le Soumissionnaire ne se conforme pas aux conditions du Marché, sans que vous ayez à prouver ou à donner les raisons ou le motif de votre demande ou du montant indiqué dans votre demande.

La présente garantie expire au plus tard le *[insérer la date]* jour de *[insérer le mois]* *[insérer l'année]*,⁸ et toute demande de paiement doit être reçue à cette date au plus tard.

La présente garantie est régie par les Règles uniformes relatives aux garanties sur demande de la CCI - 2010, Publication CCI no : 758, excepté le sous-paragraphe 15(a)(ii) qui est exclu par la présente.

[Insérer le nom et la fonction de la personne habilitée à signer la garantie au nom de la banque]

[Insérer la signature]

⁸ La date est établie conformément à la Clause 18.4 des Cahier des Clauses administratives générales (« CCAG »), en tenant compte de toute obligation de garantie technique du Fournisseur en vertu de la clause 28.2 du CCAG/CCAP devant être garantie par une garantie d'exécution partielle. L'Acheteur doit prendre en compte le fait que, dans le cas d'une prorogation de la durée du Marché, il devra demander au Garant de prolonger la durée de la présente garantie. Une telle demande doit être faite par écrit avant la date d'expiration mentionnée dans la garantie. Lorsqu'il préparera la garantie, l'Acheteur peut considérer ajouter ce qui suit à la fin de l'avant-dernier paragraphe : « Sur demande écrite de l'Acheteur, formulée avant l'expiration de la présente garantie, le Garant prolongera la durée de cette garantie pour une période ne dépassant pas [six mois] [un an]. Une telle extension ne sera accordée qu'une fois. »

5. Modèle de garantie de restitution d'avance (garantie bancaire sur demande)

AC No : _____ [Insérer le numéro de l'Appel d'Offres international].

Garant : _____ [nom de la banque et adresse de la banque émettrice et code SWIFT]

Bénéficiaire : _____ [nom et adresse de l'Acheteur]

Date : _____

Garantie de restitution d'avance No. :

Nous avons été informés que [nom de l'Acheteur] (ci-après dénommé « le Donneur d'ordre ») a conclu le Marché No., avec le Bénéficiaire en date du _____ pour l'exécution de [nom du marché et description des fournitures] (ci-après dénommé « le Marché »).

De plus nous comprenons qu'en vertu des conditions du Marché, une avance d'un montant de [insérer la somme en chiffres] [insérer la somme en lettres] est versée contre une garantie de restitution d'avance.

A la demande du Donneur d'ordre, nous prenons, en tant que Garant, l'engagement irrévocable de payer au Bénéficiaire toute somme dans la limite du Montant de la Garantie qui s'élève à [insérer la somme en chiffres] [insérer la somme en lettres]⁹. Votre demande en paiement doit comprendre, que ce soit dans la demande elle-même ou dans un document séparé signé accompagnant ou identifiant la demande, la déclaration que le Donneur d'ordre :

(a) a utilisé l'avance à d'autres fins que les prestations faisant l'objet du Marché; ou bien

(b) n'a pas remboursé l'avance dans les conditions spécifiées au Marché, spécifiant le montant non remboursé par le Donneur d'ordre.

Toute demande au titre de la présente garantie doit être accompagnée par une attestation provenant de la banque du Bénéficiaire indiquant que l'avance mentionnée ci-dessus a été créditée au compte bancaire du Donneur d'offre portant le numéro _____ à [nom et adresse de la banque].

Le montant de la présente garantie sera réduit au fur et à mesure à concurrence des remboursements de l'avance effectués par le Donneur d'ordre tels qu'ils figurent aux décomptes mensuels dont la copie nous sera présentée.

La présente garantie expire au plus tard à la première des dates suivantes : à la réception d'une copie du décompte indiquant que 90 (quatre-vingt-dix) pourcent du Montant du Marché (à l'exclusion des sommes à valoir) ont été approuvés pour paiement, ou à la date suivante : ____.¹⁰ En conséquence, toute demande de paiement au titre de cette Garantie doit nous parvenir à cette date au plus tard.

⁹ Le Garant doit insérer le montant représentant le montant de l'avance soit dans la (ou les) monnaie (s) mentionnée(s) au Marché pour le paiement de l'avance, soit dans toute autre monnaie librement convertible acceptable par l'Acheteur.

¹⁰ Insérer la date prévue pour la réception provisoire. Le Bénéficiaire (Acheteur) doit prendre en compte le fait que, dans le cas de prorogation de la durée du Marché, il devra demander au Garant de prolonger la durée de la présente garantie. Une telle demande doit être faite par écrit avant la date d'expiration mentionnée dans la garantie. Lorsqu'il préparera la garantie, le Bénéficiaire peut considérer l'adjonction, à la fin de l'avant-dernier paragraphe du formulaire, de la disposition suivante: « Sur demande écrite du Bénéficiaire formulée avant l'expiration de la présente garantie, le Garant s'engage à prolonger la durée de cette garantie pour une période ne dépassant pas [six mois] [un an]. Une telle extension ne sera accordée qu'une fois. »

La présente garantie est régie par les Règles Uniformes de la CCI relatives aux Garanties sur Demande (RUGD), Publication CCI no : 758.

[Signature]

Note : Le texte en italiques doit être supprimé du document final ; il est fourni à titre indicatif en vue d'en faciliter la préparation

[les garanties bancaires directement émises par une banque du choix du soumissionnaire dans tout pays éligibles seront admissibles]



COMITE PERMANENT INTER-ETATS DE LUTTE CONTRE LA SECHERESSE DANS LE SAHEL
 PERMANENT INTERSTATE COMMITTEE FOR DROUGHT CONTROL IN THE SAHEL
 COMITÉ PERMANENTE INTER-ESTADOS DE LUTA CONTRA A SECA NO SAHEL
 اللجنة الدائمة المشتركة لمحاربة التصحر في الساحل



« 50 ans d'engagement au service des populations sahéniennes et ouest-africaines »

Secrétariat Exécutif

N°2023/001484/SE/SEA/PRA/GRN-CC/PRAPS/SPM du 04 Août 2023

Avis d'Appel d'Offres relatif à l'acquisition et installation d'un logiciel intégré d'archivage numérique du PRAPS-2 et assistance technique.

1. Cet Avis d'appel d'offres restreint fait suite à l'Avis Général de Passation des Marchés paru dans UNDB Online le 23 Février 2022.
2. Le Comité permanent Inter Etats de Lutte contre la Sécheresse dans le Sahel (CILSS) a obtenu de l'IDA, un Don n°07950 pour le Financement de la phase 2 du *Projet Régional d'Appui au Pastoralisme au Sahel (PRAPS-2)*, et à l'intention d'utiliser une partie de ce *Don* pour effectuer des paiements au titre du Marché **relatif à l'acquisition et installation d'un logiciel intégré d'archivage numérique du PRAPS-2 et assistance technique.**
3. *Le Secrétaire Exécutif du CILSS* sollicite des offres fermées de la part de soumissionnaires éligibles et répondant aux qualifications requises pour **l'acquisition et installation d'un logiciel intégré d'archivage numérique du PRAPS-2 et assistance technique** en un lot unique.
4. La passation du Marché sera conduite par Appel d'offres (AO) tel que défini dans le Règlement de la passation des Marchés de la Banque mondiale à l'intention des emprunteurs sollicitant le financement de projets d'investissement (FPI), daté de juillet 2016 (révisé en novembre 2017, août 2018 et novembre 2020), affiché sur le site Web : worldbank.org/html/opr/consult.
5. Les soumissionnaires éligibles et intéressés peuvent obtenir des informations auprès du **Coordonnatrice Régionale du PRAPS-2, Secrétariat Exécutif du CILSS, 2754, Boulevard Mouammar Khaddafi**, et prendre connaissance des documents d'Appel d'offres en téléchargeant le DAO sur le site web du PRAPS: www.cilss.int, praps.cilss.int (**praps.cilss-opportunités-appels d'offres**) ou en envoyant un mail à l'adresse : edwige.botoni@cilss.int

Avec copie : ngave.tordia@cilss.int

- frederic.conseiga@cilss.int
- nathalie.soro@cilss.int

Les Soumissionnaires devront joindre à leurs offres les autres documents suivants en cours de validité :

- *Une attestation de non faillite,*
- *Une copie du registre de commerce*

Le délai de validité des offres est de cent vingt (120) jours.

La durée contractuelle de la mission sera de 80 H/J y compris la formation et l'assistance technique ponctuelle des unités de gestion.

6. Une marge de préférence « *ne sera pas* » octroyée aux soumissionnaires éligibles. Voir le document d'Appel d'offres pour les informations détaillées.
7. Les soumissionnaires intéressés peuvent obtenir un dossier d'Appel d'offres complet en *Français* en téléchargeant le dossier sur le site du PRAPS/CILSS : www.cilss.int, praps.cilss.int ([praps.cilss-opportunités-appels d'offres](http://praps.cilss-opportunités-appels-d'offres))
8. Les offres devront être soumises **par dépôt physique directe au bureau 114 sis au Secrétariat Exécutif du CILSS à Ouaga 2000, Ouagadougou Burkina Faso ou par voie électronique aux adresses suivantes : edwige.botoni@cilss.int avec copie à nathalie.soro@cilss.int frederic.conseiga@cilss.int et ngaye.tordina@cilss.int au plus tard le 04 Septembre 2023 avant 09 heures T.U.**
Les offres envoyées par voie électronique doivent être protégées par un mot de passe qui leur seront demandés lors de l'ouverture des plis
9. Les offres reçues en retard ne seront pas acceptées.
10. Les offres doivent comprendre « *une garantie de soumission d'un montant d'un million deux cent cinquante mille (1 250 000) F CFA, délivrée par une institution bancaire ou une institution financière ou toute autre institution reconnue par la législation du pays du soumissionnaire* ». *Cette garantie doit être valide pendant au mois 150 jours à compter de la date limite de dépôt des offres. Sa non-conformité ou absence entraîne le rejet de l'offre.*

Le Secrétaire Exécutif du CILSS

Dr. Hubert N'DJAJA OUAGA